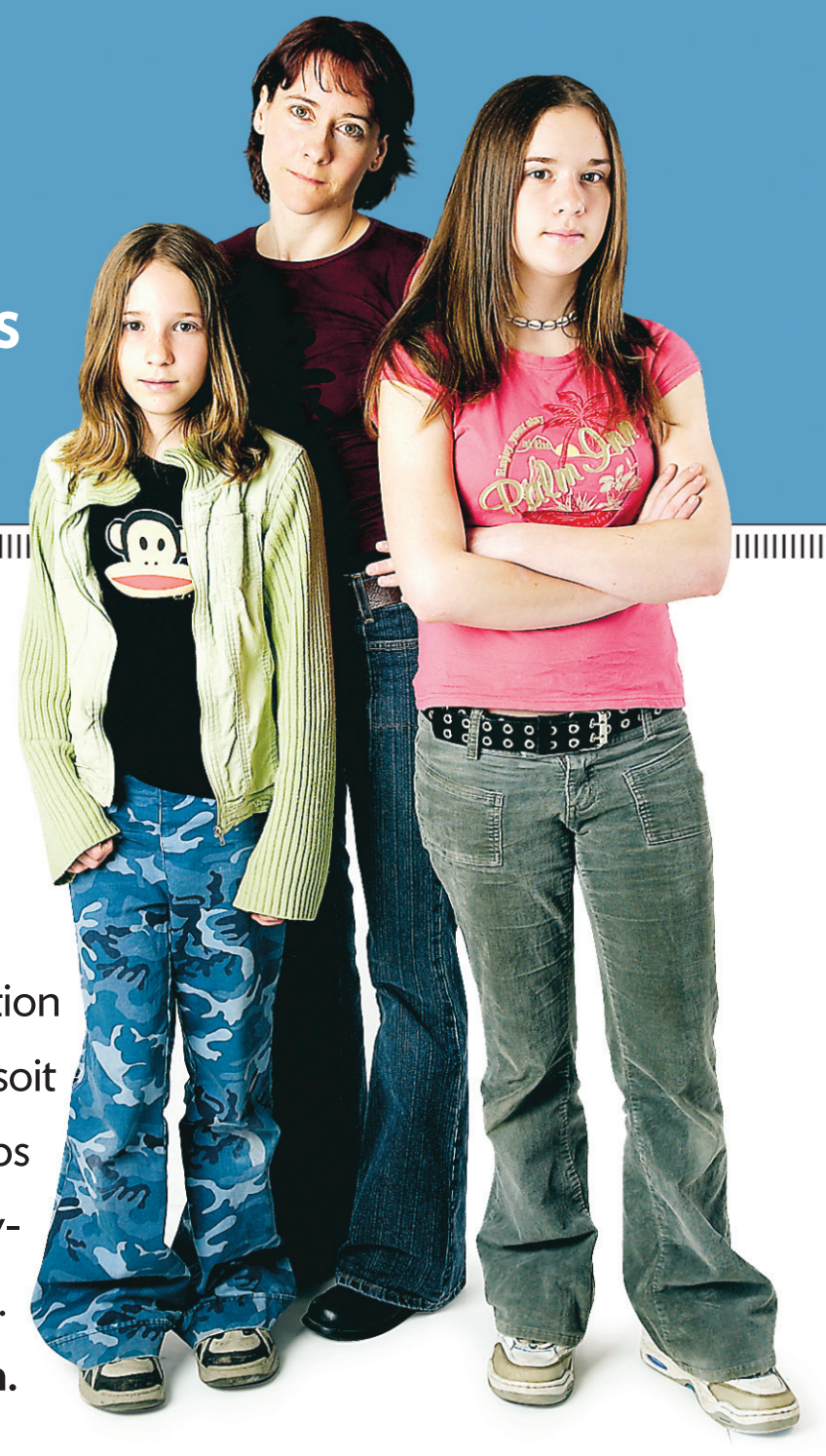




# cyberpresse.ca LA PRESSE

LES PIRES CHANSONS QUÉBÉCOISES  
LES COMMENTAIRES DE NOS LECTEURS  
ARTS + SPECTACLES 1 ET 2



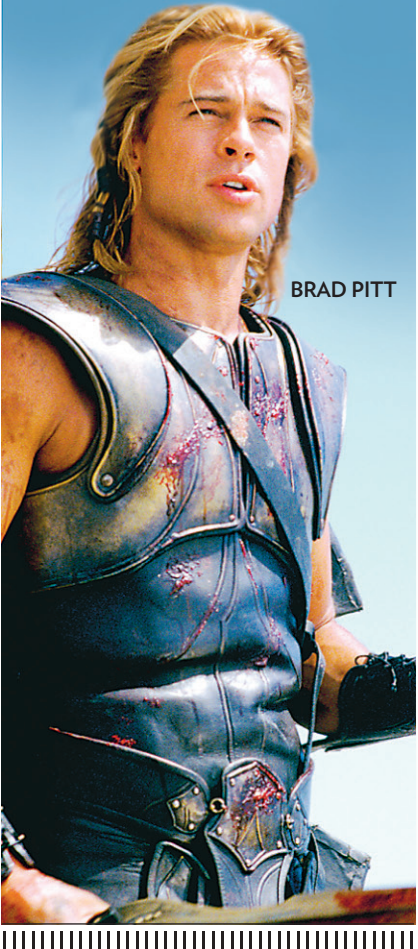
## LA FAMILLE RÉINVENTÉE

**La génération X** a grandi. Ses membres ont entre 30 et 40 ans. On a parlé d'une génération sacrifiée. Au Québec, ils sont **1,07 million**, soit 14,3% de la population. S'ils se sont longtemps définis par opposition à leurs parents, les baby-boomers, c'est à leur tour d'élever des enfants. Regard sur une génération pas si X que cela.

UN DOSSIER À LIRE EN PAGES A4 -A5 ET DANS LE CAHIER ACTUEL

**RICHARD DESJARDINS**  
SORTIR DU BOIS  
ARTS + SPECTACLES 1

**CINÉMA**  
LES HORAIRES ET NOS CRITIQUES  
LA PRISE DE TROIE  
PAGE 1



BRAD PITT

## Le chef de la guerre s'excuse



PHOTO AFP

Devant la commission des Forces armées du Sénat, Donald Rumsfeld s'est excusé hier auprès des prisonniers irakiens qui ont été brutalisés par des soldats américains.

### Rumsfeld refuse de démissionner

RICHARD HÉTU  
COLLABORATION SPÉCIALE

**NEW YORK** – Tantôt contrit, tantôt combatif, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a présenté hier ses excuses et assumé sa « pleine responsabilité » pour les sévices exercés par des soldats américains contre des détenus irakiens, tout en rejetant les appels à sa démission qui se multiplient dans l'opposition démocrate et dans la presse.

« Ces événements sont survenus sous ma garde. En tant que secrétaire à la Défense, j'ai à en répondre. J'en prends la pleine responsabilité », a déclaré le chef du Pentagone devant la commission des Forces armées du Sénat, qui tenait une audience sur le scandale des prisonniers irakiens humiliés.

« Je m'en veux beaucoup pour ce qui est arrivé à ces détenus irakiens, a-t-il ajouté. Ce sont des êtres humains. Ils étaient sous la garde des Américains. »

VOIR GUERRE en A6

Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**  
Kanesatake est un mot indien qui signifie dossier avec lequel les ministres ont l'air fou.

## La fête des Mères, un week-end en or pour l'horticulture

PIERRE GINGRAS

À la pépinière Lapointe, de Mascouche, Mario Bernier magasine avec fiston Kevin, 10 ans, Audrey, 8 ans et l'ami Francis, 6 ans, pour trouver une jolie plante à offrir pour la fête des Mères.

Grande fête aussi pour l'industrie horticole, qui a même prévu de petits arrangements moins coûteux pour les enfants.

La pépinière Lapointe est le plus grand centre de jardin couvert au Québec. Ici, tout prédispose à la détente: l'espace, les couleurs, les odeurs. Même la propreté! Une at-

mosphère propice à la vente. Pour la fête des Mères, on a redoublé d'efforts, plus encore que par le passé.

« Nous avons triplé l'espace consacré expressément à cette grande fête. Plus de couleurs et de variétés. Depuis trois ou quatre ans, on note une nette augmentation des petits arrangements à moins de 10 \$, des fleurs ou un regroupement de cactus par exemple, que les enfants peuvent offrir à leur mère ou à leur grand-mère, souvent avec leur propre argent de poche. Il ne faut pas les oublier, c'est notre clientèle de l'avenir », explique le propriétaire, François Lapointe, pendant que sa

femme, Sylvie Picard, voit aux derniers préparatifs.

Pour les jardinerie, les pépinières et les nombreux vendeurs de fleurs qui font soudainement leur apparition au coin des rues au cours de ce deuxième dimanche de mai, la fête des Mères est une mine d'or. Souvent le week-end le plus rentable de l'année avec celui de la journée nationale des Patriotes (ou fête de la Reine). « Ça commence habituellement le vendredi après-midi, et ça se termine dimanche vers 14 h, explique M<sup>me</sup> Picard.

VOIR MÈRES en A10



PHOTO PIERRE McCANN, La Presse

Audrey Bernier, 8 ans, cherche un cadeau pour maman aux Serres Lapointe, à Mascouche.

**SOMMAIRE**

Astrologie du jour	VACANCES 20
Avis et encans	AFFAIRES 10
Animaux	VACANCES 21
Bridge	VACANCES 21
Décès	PETITES ANNONCES 12, 13
Échecs	VACANCES 21
Emploi	CAHIER CARRIÈRES
Feuilleton	VACANCES 20
Forum	A 29 à 31
Grilles des mordus	VACANCES 10
Horaires télévision	ARTS 22
Jardiner	MON TOIT 21
Loteries	A 7
Mots croisés	VACANCES 20
Mot mystère	VACANCES 20
Observateur	VACANCES 20
Petites annonces	CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES 2
Trait d'union	VACANCES 19

**Météo**

Percées de soleil, maximum 11, minimum 5, plus de détails en page

PETITES ANNONCES 14



6 21924 45678 2

**jetsgo.net** SANS ESCALE **Vancouver 278\$**

Winnipeg 187\$ Edmonton 255\$ Calgary 255\$ Abbotsford 305\$ Victoria 312\$

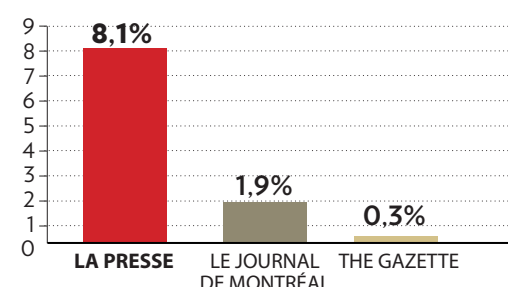
Premier vol le 24 juin Premier vol le 5 juin



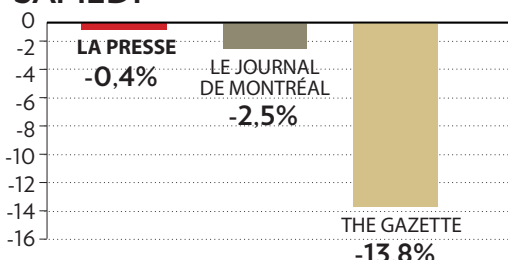
## ACTUALITÉS

## ÉVOLUTION DU TIRAGE DES QUOTIDIENS MONTRÉALAIS 2000 À 2004

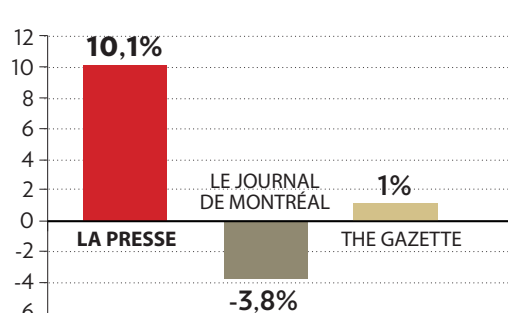
## SEMAINE



## SAMEDI



## DIMANCHE



## LA PRESSE : MEILLEURE PERFORMANCE AU CANADA



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE®  
Guy Crevier, président et éditeur de La Presse.

La Presse connaît aujourd'hui un grand moment de fierté en réalisant la plus importante hausse de tirage au Canada au cours des six derniers mois<sup>(1)</sup>. Cette excellente nouvelle fait suite au dévoilement cette semaine des plus récents résultats de l'Audit Bureau of Circulations (ABC), la référence de certification du tirage des quotidiens.

## Plusieurs milliers de nouveaux lecteurs

Au cours des six derniers mois, le tirage de La Presse a augmenté de 7,2 % (+13 522 exemplaires) du lundi au vendredi et de 2,5 % (+6867 exemplaires) le samedi. Il a fait un bond de 5,0 % (+10 341 exemplaires) le dimanche pour atteindre aujourd'hui un sommet historique. Ces résultats suggèrent que des milliers de lecteurs additionnels ont pris le virage de la nouvelle Presse et qu'ils sont de plus en plus nombreux à vouloir s'informer dans un média qui offre une qualité et une diversité de contenu incom-

parable. La Presse présente dans les faits de meilleurs résultats de croissance que la majorité des 20 plus grands quotidiens d'Amérique du Nord<sup>(1)</sup>.

Les plus récents résultats de l'ABC démontrent que le tirage de La Presse atteint 202 603 exemplaires du lundi au vendredi, 285 151 exemplaires le samedi et 215 676 exemplaires le dimanche.

## Croissance marquée depuis cinq ans

La Presse connaît une progression significative depuis cinq ans<sup>(2)</sup>. Durant cette période, notre tirage en semaine a connu une augmentation de 8,1 % tandis que celle du Journal de Montréal est de seulement 1,9 % et celle de The Gazette, de 0,3 %. Nous avons stabilisé notre tirage le samedi alors que celui du Journal de Montréal connaît une baisse (-2,5 %) et celui de The Gazette affiche également une baisse (-13,8 %). L'écart le plus remarquable reste cependant le dimanche: notre croissance est de 10,1 % alors que le Journal de Montréal affiche une baisse (-3,8 %) et que The Gazette enregistre une très légère hausse de 1,0 %.

## Succès confirmé : plus de gens achètent La Presse

Depuis le lancement de la nouvelle Presse il y a un peu plus de six mois, tous les indicateurs et sondages nous démontrent que vous appréciez les innovations que nous vous proposons: des contenus originaux et approfondis, accompagnés d'une qualité d'impression parmi les meilleures en Amérique du Nord. Le succès que nous connaissons n'est plus attribuable à l'effet de la nouveauté. En fait, notre bulletin de santé dit ceci : La Presse se distingue aux yeux de ses lecteurs par sa crédibilité et sa qualité.

## Un véhicule publicitaire exceptionnel

L'environnement des médias ne cesse de se fragmenter mais La Presse continue de se démarquer. Ainsi, le plus récent sondage NADBank, organisme de mesure du lectorat des quotidiens, démontre que, du lundi au vendredi, 82 % des lecteurs achètent leur exemplaire de La Presse alors que ceux qui achètent le Journal de Montréal le font dans seulement 60 % des cas. C'est donc dire que 40% du lectorat du Journal de Montréal est constitué de lecteurs qui ne paient pas leurs exemplaires. La différence est considérable entre des lecteurs touristes qui feuilletent quelques pages à la hâte et les lecteurs de La Presse, des personnes impliquées qui s'identifient à leur quotidien. Pour les annonceurs soucieux de s'adresser à un lectorat de qualité, ces données sont cruciales. Les annonceurs reconnaissent la force de notre média. À titre d'exemple, les annonces couleur ont connu une progression de 35 % au cours des derniers mois. Nous publions dans notre numéro d'aujourd'hui 67 annonces publicitaires en couleurs, comparativement à 37 au même samedi en 2003. Cela en dit long sur le haut niveau de confiance de nos partenaires annonceurs.

## Reconnaissance et crédibilité

La reconnaissance professionnelle s'ajoute également à celle du public et des annonceurs. La Presse a reçu quatre nominations au Concours canadien de journalisme, ce qui nous place, avec le Globe and Mail et le Toronto Star, en tête de liste de cette prestigieuse remise de prix qui se déroulera en juin. Récemment, La Presse remportait le prix Michener 2003 — Action méritoire en journalisme d'intérêt public, la plus haute distinction canadienne dans le domaine des quotidiens.

Notre bulletin de santé dit ceci : La Presse se distingue aux yeux de ses lecteurs par sa crédibilité et sa qualité.

## Merci à tous

Le lancement de la nouvelle Presse a été une aventure exigeante et stimulante. Elle a nécessité l'engagement de la grande équipe de La Presse, qui a fait preuve de beaucoup de détermination en consacrant les efforts nécessaires à la réussite de cet ambitieux projet. La créativité et l'innovation sont aujourd'hui notre marque de commerce et c'est grâce à un effort collectif que nous y sommes parvenus et je tiens à remercier tous les employés de La Presse de leur contribution. Merci également à nos lecteurs et à nos annonceurs de nous accompagner dans notre évolution et d'être encore plus nombreux à nous lire et à contribuer à ce succès. Des résultats comme ceux-ci nous incitent à en faire toujours davantage en vous proposant d'autres initiatives.

Bonne lecture de La Presse.

## Guy Crevier

Président et éditeur

## LA CROISSANCE DE LA PRESSE DEPUIS SIX MOIS

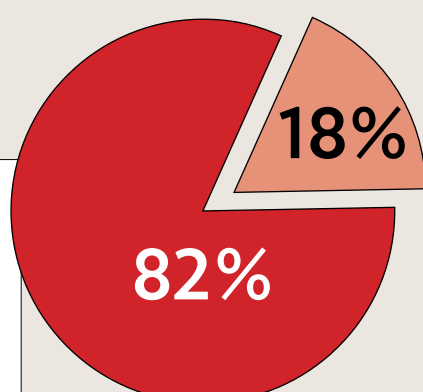
	LA PRESSE	LE JOURNAL DE MONTRÉAL	THE GAZETTE
SEMAINE	▲ 13 522	▲ 4875	▼ 2542
SAMEDI	▲ 6867	▲ 898	▼ 6257
DIMANCHE	▲ 10 341	▼ 2257	▼ 2150

SOURCE: FAS-FAX — AUDIT BUREAU OF CIRCULATION (ABC) — 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2003 AU 31 MARS 2004

## POURCENTAGE DES LECTEURS QUI ONT PAYÉ LEUR EXEMPLAIRE

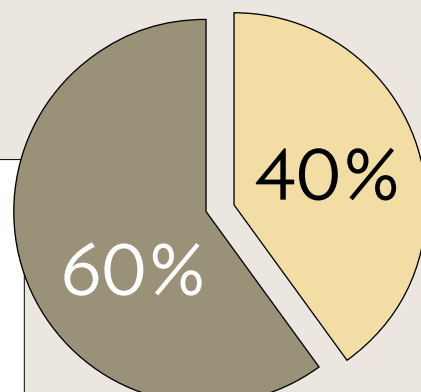
## LA PRESSE

LECTEURS QUI PAIENT LEUR EXEMPLAIRE  
LECTEURS QUI NE PAIENT PAS LEUR EXEMPLAIRE



## LE JOURNAL DE MONTRÉAL

LECTEURS QUI PAIENT LEUR EXEMPLAIRE  
LECTEURS QUI NE PAIENT PAS LEUR EXEMPLAIRE



SOURCE: NADBANK 2003, MONTRÉAL RMR, ADULTES 18+, LECTORAT MOYEN DU LUNDI AU VENDREDI

Le plus récent sondage NADBank, organisme de mesure du lectorat des quotidiens, démontre que, du lundi au vendredi, 82 % des lecteurs achètent leur exemplaire de La Presse alors que ceux qui achètent le Journal de Montréal le font dans seulement 60 % des cas. C'est donc dire que 40% du lectorat du Journal de Montréal est constitué de lecteurs qui ne paient pas leurs exemplaires. La différence est considérable entre des lecteurs touristes qui feuilletent quelques pages à la hâte et les lecteurs de La Presse, des personnes impliquées qui s'identifient à leur quotidien.

# Joyeux été!

Plus de  
**49 000**  
CADEAUX  
à gagner

MISE SUR TOI  
1 866 SOS-JEUJ

**18 ans +**

www.loto-quebec.com

(1) Source : Fas-Fax - Audit Bureau of Circulation (ABC) - 1<sup>er</sup> octobre 2003 au 31 mars 2004 (exemplaires vendus).

(2) Sources : Publisher's Statement (2000) et Fas-Fax (2004) de l'ABC pour la période de 6 mois se terminant le 31 mars (exemplaires vendus).

# ACTUALITÉS

## « J'ai utilisé ma carte de santé »

### Paul Martin se défend d'avoir eu recours à une clinique privée

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le premier ministre Paul Martin, qui veut faire de l'avenir des soins de santé un des principaux enjeux de la prochaine campagne électorale, a dû se défendre hier d'avoir recours à une clinique privée afin d'obtenir de meilleurs soins ou d'éviter les longues listes d'attente.

De passage à Saguenay, où il a confirmé une seconde fois la participation du fédéral à l'élargissement de l'autoroute 175, M. Martin a soutenu qu'il a toujours utilisé sa carte d'assurance maladie lorsqu'il s'est présenté à la clinique privé Medisys, au centre-ville de Montréal.

Il a affirmé que le fondateur de cette clinique, le Dr Sheldon Elman, est son médecin de famille depuis plus de 20 ans et qu'il n'a jamais payé de sa poche pour obtenir des services tels qu'un test d'imagerie par résonance magnétique (IRM).

« C'est un bureau de médecins tout à fait accessible au public. J'ai utilisé ma carte de santé (d'assurance maladie) et, si c'étaient des tests sanguins, ils ont été payés par le gouvernement du Canada (le régime d'assurance santé des députés de la Chambre des communes) », a déclaré le premier ministre.

Il a précisé qu'il bénéficie aussi d'une assurance de son ancienne entreprise, la Canadian Steamship Lines, mais il nie qu'il s'agit d'un régime généreux offert aux cadres qui leur permet d'obtenir à prix fort les meilleurs soins de santé au pays.

« Je ne crois pas à l'idée de dépasser la liste d'attente. Je ne bénéficie pas d'un régime de soins de santé pour les cadres », a-t-il déclaré aux journalistes au cours d'une conférence de presse en compagnie de son homologue du Québec, Jean Charest.

#### Le mauvais moment

Le quotidien *Ottawa Citizen* révélait dans son numéro d'hier que le médecin de M. Martin est aussi président et chef de la direction de Medisys, qui exploite quatre cliniques privées à Montréal, Toronto, Calgary et Vancouver. L'an dernier, cette entreprise a enregistré des revenus consolidés de 52,6 millions.

Ces révélations embarrassantes ne pouvaient survenir à un pire moment pour M. Martin, lui qui tente de présenter le Parti libéral comme

le sauveur du régime de soins de santé au pays, un régime financé par les deniers publics et qui offre des services à tous les Canadiens, quels que soient leurs revenus. Il dit donc s'opposer à un régime de santé à deux vitesses.

En prévision des élections, le premier ministre tente aussi depuis quelques jours de dépeindre le chef du Parti conservateur, Stephen Harper, comme le promoteur d'un régime où le secteur privé jouerait un rôle accru et où les malades devraient sortir leur chèque plutôt que leur carte d'assurance maladie pour obtenir de bons services.

Les libéraux ont d'ailleurs préparé une série d'annonces publicitaires négatives qui n'ont pas encore été diffusées, dans lesquelles ils préviennent les électeurs qu'ils auront un choix en matière de soins de santé si Stephen Harper devient premier ministre : « Être riches ou ne pas tomber malades. »

Aux Communes, hier, M. Harper est sorti de ses gonds à la suite de ces révélations, accusant le premier ministre Martin de faire preuve d'hypocrisie lorsqu'il s'agit de l'avenir du régime de soins de santé.

« Nous savons maintenant pour-

quoi la stratégie électorale de Paul Martin repose sur le négativisme, les attaques vicieuses et la diabolisation de ses adversaires. Parce que, sur le plan de la santé, la principale préoccupation des Canadiens, le premier ministre s'est fait pincer au summum de l'hypocrisie », a déclaré M. Harper.

Pour illustrer davantage sa colère, le chef conservateur a ensuite sorti son chèque aux Communes pour démontrer que cela constitue la véritable politique du gouvernement libéral en matière de soins de santé. « Le premier ministre a dénoncé la pratique d'une médecine payée par les individus, alors qu'on apprend que c'est ce qu'il fait lui-même en se permettant de faire fi des listes d'attente et en fréquentant des cliniques privées », a tonné M. Harper.

#### Confusion

Depuis quelques jours, la confusion règne au sujet de la politique des libéraux en matière de soins de santé après que le ministre de la Santé, Pierre Pettigrew, eut déclaré la semaine dernière que la Loi canadienne sur la santé offrait toute la flexibilité aux provinces pour recourir au secteur privé dans le cas

de certains soins payés par le gouvernement.

Moins de 24 heures plus tard, M. Pettigrew a été contraint par le bureau du premier ministre de corriger le tir en affirmant que cela ne faisait pas partie de la politique du gouvernement libéral. Hier, le député néo-démocrate Bill Blaikie a tenté de savoir aux Communes si les cliniques privées qui offrent des tests IRM font partie de la vision qu'a le gouvernement libéral du régime de soins de santé, mais M. Pettigrew a esquivé la question.

Le Bloc québécois a aussi joint sa voix au concert de critiques à l'endroit des libéraux, estimant que le fait que M. Martin utilise une clinique privée illustre les nombreuses contradictions du discours libéral.

« J'ai toujours pensé que les hommes et les femmes politiques, le premier ministre en particulier, doivent donner l'exemple. J'envoie mes enfants à l'école publique, j'utilise les services publics comme tous les citoyens. Je n'accepterais pas d'avoir des passe-droits parce que j'ai des moyens suffisants ou que j'ai des *connections*, comme l'a fait le premier ministre », a déclaré le député bloquiste Pierre Paquette.

## « Maintenant comme jamais, il y a un traître chez nous »

### Loco Locass jette une chanson dans la mare libérale

FRANÇOIS CARDINAL

*Libérez-nous des libéraux.* À la veille des élections fédérales et au moment où la grogne contre le gouvernement provincial prend de l'ampleur, le groupe rap Loco Locass jette une chanson dans la mare... qui pourrait lui attirer des ennuis dès le déclenchement de la prochaine campagne électorale.

Après les syndicats, les artistes se lancent donc dans la mêlée. Aidés par le groupe d'humoristes Les Zapartistes, les trois membres de Loco Locass ont pondu une chanson engagée et acérée contre les libéraux provinciaux, qui ne manque évidemment pas d'écorcher les libéraux fédéraux au passage.

« Face à la menace de la braderie, on brandit le poing de la patrie à la face des bandits », chantent-ils. « On est loin de maître chez nous, maintenant comme jamais, il y a un traître chez nous. Ça s'entend quand il (Jean Charest) parle comme un derrière de boîte de céréales. »

Fait inusité : la pièce musicale, qui doit paraître sur le prochain album du groupe à l'automne, est en accès libre et gratuit sur Internet depuis le 1<sup>er</sup> mai. « Excédé par une année de réingénierie, Loco Locass lance *Libérez-nous des libéraux*, peut-on lire sur le site Internet [loco-cass.net](http://loco-cass.net). Puisque cette chanson doit être gravée dans la mémoire collective, nous la mettons gracieusement à votre disposition. »

En seulement six jours et sans aucune publicité, elle a été téléchargée plus de 1200 fois, se réjouissait Chafik, hier après-midi, en entrevue dans un café du centre-ville. « C'est un message politique, dit-il. Notre objectif n'est pas de faire de l'argent avec la chanson, mais bien de la faire écouter au plus grand nombre. »

L'attaque contre les libéraux concerne d'abord le gouvernement Charest, mais il est aussi question, plus subtilement, des gouvernements fédéral et ontarien. « Il y a un étrange alignement des planètes à Québec, à Ottawa et à Toronto, dit Biz. C'est pourquoi nous voulons être l'amplificateur du citoyen qui sacre dans la rue contre les libéraux. »

En alliant différents rythmes tels que la turlute, la podorythmie traditionnelle et les mélodies latines, Loco Locass souhaite canaliser le ras-le-bol québécois contre « la politique scie à chaîne du gouvernement Charest et appelle en ce sens les Québécois à opposer un raffut global à la droite déguisée ».

« Prêts pas prêts la charrie Charest, acharnée, charcute en charpie la charpente de la maison qu'on a mis 40 ans à bâtir, chante le groupe. Maintenant la table est mise pour quatre ans à pâtir, à pâlir à vue d'oeil, ahuris à la vue d'la bande d'abrutis qui bradent à bride abattue, qui vendent à rabais, par la bande, c'qui a pas de prix. Une fois l'mandat fini, le pays ressemble à un abattis. »



PHOTO MICHEL GRAVEL. LA PRESSE

Les trois membres du groupe Loco Locass ont répondu à l'appel du Club 2/3, hier. Ils attendaient les 12 000 jeunes qui ont fait la marche de 6 kilomètres en faveur de la mondialisation de la solidarité.

tue, qui vendent à rabais, par la bande, c'qui a pas de prix. Une fois l'mandat fini, le pays ressemble à un abattis. »

#### Des comptes à rendre

Parce que la chanson s'intitule *Libérez-nous des libéraux*, les Loco Locass pourraient avoir à rendre des comptes aux prochaines élections fédérales. « Avant les élections, ils peuvent faire ce qu'ils veulent, précise Gilles Paquin, porte-parole pour la région de Montréal du directeur général des élections fédérales. Mais après le déclenchement, ça pourrait poser problème. Il faut voir si ça peut être assimilé à une contribution électorale. »

Mais au-delà de la prise de position, les Loco Locass souhaitent notamment sensibiliser les jeunes à la chose publique en reprenant à leur compte le thème oublié de la chanson engagée. C'est d'ailleurs ce qui les a incités à ajouter un « forum ci-

toyen » sur leur nouveau site Web. « C'est le retour des tribuns, soutient Batlam. Il n'y a plus beaucoup d'orateurs au Québec. Il faut donc travailler sur le retour du verbe, sur quelque chose d'enthousiasmant. »

Leur engagement politique, d'ail-

leurs, les mènera à produire un spectacle d'envergure le soir de la Saint-Jean-Baptiste aux côtés de différents groupes et artistes souverainistes : Les Zapartistes, Martin Léon et Les Charbonniers de l'enfer.

D'ici là, ils aimeraient bien que

leur chanson tourne sur les ondes de la radio, une idée que ne rejettent ni CKOI ni CKMF. Joins hier, tous deux ont soutenu que, s'il y avait une demande des auditeurs, ils ne se gêneraient probablement pas pour la faire jouer.

## Percutant et percussif

Trio rap percutant et percussif, Loco Locass n'en est pas à ses premières armes en matière de chanson politique. Intitulé *Manifestif*, le premier disque des rappers Biz, Chafik et Batlam inclut des titres comme *Sheila, chus là, Langage-toi et L'Empire du pire en pire*, qui abordent les relations Québec-Canada, l'apathie politique des citoyens, la société de consommation ou dé-

noncent les effets pervers de la mondialisation. Très respecté dans le milieu québécois de la musique, Loco Locass a reçu le prix Félix-Leclerc aux FrancoFolies en 2001 et, quelques mois plus tard, le Félix du meilleur album hip-hop au gala de l'ADISQ. Reconnu comme des partisans de l'indépendance du Québec (leur symbole est d'ailleurs une tuque en forme de fleur de

lys), les trois membres de Loco Locass ont aussi pris part aux manifestations du Sommet des Amériques et condamné récemment l'incendie antisémite qui a ravagé la partie d'une école juive de Montréal au début du mois d'avril. L'an dernier, Loco Locass s'était moqué des politiques de l'Action démocratique du Québec avec une chanson intitulée *Super Mario*.

# GÉNÉRATION X LA FAMILLE RÉINVENTÉE

Pour plusieurs des X, la vie est une course contre la montre. Et cette vie bien remplie exige constamment de faire des choix : avoir des enfants ou non, changer de carrière ou garder le même job, épargner ou dépenser, s'occuper de ses enfants et ou de ses parents vieillissants, etc. **Portrait d'une génération**

## ENTRE L'ARBRE ET

### Qui fait partie de la génération X ?

Appellation typiquement nord-américaine, le terme «génération X» désigne à l'origine la queue du baby-boom, soit un très petit segment d'individus nés entre 1961 et 1966.

Utilisé la première fois par le romancier canadien Douglas Coupland, le terme «génération X» est inspiré du nom du groupe punk du chanteur Billy Idol. Avec les années, le terme «génération X» en est venu à désigner la cohorte de jeunes qui a fait son entrée sur le marché du travail au moment de la crise économique du début des années 90. Arrivée tout de suite après les baby-boomers, généralement bien en place avec des emplois permanents et des conventions collectives bétonnées, la génération X a dû se contenter de petits boulots et de contrats sans lendemain.

Le terme «génération X» a ensuite été utilisé pour décrire un état d'esprit, celui d'une génération qui s'est souvent perçue négativement et qu'on s'est empressé d'étiqueter «génération sacrifiée». Pour les besoins de ce dossier, la génération X comprend grosso modo les individus nés entre 1961 et 1970, des gens âgés aujourd'hui entre 34 et 43 ans.



FRANCIS VAILLES

On a parlé d'une génération sacrifiée. Tampon. À contrat. Aujourd'hui, les gens de la génération X, les Nexus, ont trouvé leur place au soleil, mais leur difficile passé socioéconomique continue de les hanter.

Renée Dubé, elle-même de la génération X, résume bien la situation. «Les trentenaires sont bien installés aujourd'hui, mais demeurent préoccupés. Ils sont moins idéalistes que les baby-boomers et plus *low profile* (modeste) que la génération qui les suit. Ils ont une attitude de repli face à l'emploi», affirme cette associée de la firme Zins Beausnesne et associés, l'unité marketing du Groupe Secor.

Aujourd'hui, le taux de chômage des Québécois dans la trentaine n'est que de 9%, une situation qui s'est grandement améliorée grâce à la croissance économique. Ce taux cache toutefois un profil financier bien moins reluisant que celui des baby-boomers qui ont précédés.

D'abord, les Nexus sont marqués

par l'endettement. Après le paiement pour la maison et la voiture, il faut budgéter le versement pour les meubles et, dans certains cas, finir de rembourser les dettes d'études. Les spécialistes s'entendent : la génération X est beaucoup plus endettée que la précédente.

«Les baby-boomers avaient l'occasion et les finances pour être idéalistes, pas la génération X», dit Alain Giguère, président de la maison de sondage CROP.

Cette propension à l'endettement n'est pas étonnante, quand on sait que la carte de crédit a commencé à s'étendre au Québec en 1981, alors que le futur Nexus n'avait que 12 ans, en moyenne. Et l'exemple vient d'en haut : les gouvernements fédéral et provincial ont accumulé déficit après déficit durant presque toute la vie de la génération X, soit entre 1959 et la fin des années 90. C'est un peu l'héritage des boomers.

Nombre d'entre eux finissent par bien boucler leur budget, d'autant plus qu'ils sont souvent en couple pour partager les dépenses. Il reste que le revenu moyen d'un travailleur de la génération X est bien moindre que celui du même groupe d'âge il y a 10 ou 20 ans. En moyenne, un Nexus gagnait 33 000\$ en l'an 2000, contre 41 000\$ pour le même groupe d'âge en 1990 et 35 500\$ en 1980. Ces données sont exprimées en dollars de 2004 et tiennent donc

compte de l'inflation.

Cette situation financière relativement précaire a ses conséquences. «Ils sont extrêmement sensibles aux prix, ce sont des consommateurs stratégiques», dit M. Giguère, un baby-boomer de 49 ans.

Les coupons dans les circulaires sont donc les bienvenus, comme les Costco, Wal-Mart et autres magasins à bas prix, surtout pour ceux, nombreux, qui ont des enfants. «Comme les revenus sont relativement limités avec la famille, il faut faire des compromis», explique M<sup>me</sup> Dubé.

Famille oblige, les parents Nexus louent plus de films dans les clubs vidéo et magasinent plus souvent chez Canadian Tire, IKEA et Toys R US. Côté restauration, on mise familial aussi (St-Hubert, Cora, etc.), bien qu'on s'offre à l'occasion une sortie en couple dans un resto gastronomique. Même chose pour les vacances, où le traditionnel camping peut être remplacé, le temps d'une fin de semaine, par une escapade en couple dans une auberge de campagne. Ils sont également des adeptes du prêt-à-manger.

#### Les X, des authentiques

«Ce sont des consommateurs beaucoup plus exigeants, plus informés, qui veulent vivre le moment présent», fait valoir Anne-Marie Marois, directrice de la recherche chez Léger Marketing.

## PORTRAIT-ROBOT DE LA GÉNÉRATION X



«Oui, on se sépare. Je crois qu'on vit mieux avec la famille décomposée que la génération précédente. Et on passe énormément de temps avec nos enfants. On veut qu'ils soient bien.»

— Line Boucher, 38 ans, comédienne et enseignante, séparée, 2 enfants.

### TRENTENAIRE

Grosso modo, ils ont entre 30 et 40 ans aujourd'hui. On l'a aussi appelée génération tampon, sacrifiée ou Nexus. Au Québec, ils sont **1,07 million**, soit **14,3%** de la population. Les trentenaires représentaient **18,1%** de la population en 1993, contre seulement 16,3% en 1983.

### CHÔMEUR DIPLÔMÉ

La longue récession des années 90 les a durement frappés. Plusieurs finissaient alors leurs études. C'est une période où le taux de chômage global au Québec s'est maintenu au dessus de **11%** durant sept ans (octobre 1990 et octobre 1997), un sommet. C'est l'ère du travail autonome et des assistés sociaux diplômés.

### MOINS PAYÉ

Leurs revenus sont bien moindres que ceux de la génération précédente. En moyenne, un Nexus gagne **24%** de moins qu'un individu du même âge gagnait il y a 10 ans, et **7,6%** de moins que son semblable d'il y a 20 ans (en dollars constants, et en tenant compte de l'inflation).

### ENDETTÉ

L'endettement les caractérise. En 1981, le Mouvement Desjardins émet ses premières cartes de crédit, alors que le Nexus moyen est adolescent. Depuis, le taux d'endettement à la consommation (sans la maison) pour l'ensemble des ménages est passé de **16%** à **27%** des revenus annuels.

### LOCATAIRE

Ils restent plus longtemps locataires. En 2000, **40%** étaient propriétaires de leur maison, contre **43,5%** des trentenaires en 1990 et **46%** en 1980.

### PARENT SUR LE TARD

Ils ont leurs enfants beaucoup plus tard. En 2002, 4 enfants sur 10 (**40%**) sont nés de parents ayant entre 30 et 39 ans, comparativement à **34%** en 1991 et **24%** en 1981.

### COINCÉ

Les Nexus sont moins carriéristes que les boomers et ont une attitude de repli face au travail. Ils accordent moins d'importance à l'argent, plus à l'équilibre travail-famille. C'est une génération coincée financièrement et confrontée à une difficile gestion du temps.

### TERRE À TERRE

Ils valorisent l'authenticité et sont moins idéalistes que les boomers, plus terre à terre. Comme consommateurs, ils sont exigeants et sensibles aux prix, adeptes des mégacentres (les grandes surfaces et les clubs...).

### BRANCHÉ

Ils lisent moins les quotidiens que les gens de plus de 40 ans et ils sont davantage abonnés aux magazines spécialisés. Ils sont très branchés à Internet.



Jean-Marc Létourneau, 39 ans, réalisateur de télévision, séparé, 2 enfants

# GÉNÉRATION X LA FAMILLE RÉINVENTÉE

## L'ÉCORCE

Malgré tout, le homo-X-us n'accorde pas une grande valeur à l'argent. «Ce ne sont pas des carriéristes, des arrivistes. Ils accordent une grande importance à l'authenticité de leur relation», dit M. Giguère. Même son de cloche d'Anne-Marie Marois, âgée de 38 ans. «Pour la génération X, le bonheur, c'est avant tout l'équilibre travail-famille, tandis que pour bien des baby-boomers, le bonheur, c'est de faire un bon montant d'argent», dit-elle.

**Malgré tout, la génération X est aujourd'hui relativement optimiste face à l'avenir. Comme si les épreuves du temps et l'incertitude l'avait rendue plus forte.**

Selon Renée Dubé, cette attitude de repli face au travail peut leur nuire, car ils risquent de se faire dépasser par les jeunes loups dans la vingtaine.

Du point de vue social, la génération X est moins idéaliste que les boomers, plus terre à terre, ne serait-ce qu'à l'égard du nationalisme québécois, dit le sondeur Alain Giguère. «Ils ont une certaine conscience écologique et une ouverture aux autres cultures.»

### Une course contre la montre

Anne-Marie Marois fait valoir que les Nexus sont plus à droite que les boomers et peu engagés socialement, en tout cas moins que la génération Y qui suit, des individus hyper-consommateurs avec une forte conscience sociale.

Pour plusieurs des Nexus, la vie est une course contre la montre. Et cette vie bien remplie exige constamment de faire des choix : avoir des enfants ou non, changer de carrière ou garder le même job, épargner ou dépenser, s'occuper de ses enfants ou de ses parents vieillissants, etc. «C'est une génération préoccupée, prise entre l'arbre et l'écorce», dit M<sup>me</sup> Dubé.

Évidemment, avec un tel train de vie et l'âge qui avance, les Nexus commencent à se soucier de leur santé. Certains connaissent leur premier burn-out (épuisement professionnel), plusieurs font traiter leur stress chez le chiro, le massothérapeute ou l'ostéopathe.

Malgré tout, la génération X est aujourd'hui relativement optimiste face à l'avenir, nous dit Anne-Marie Marois, de Léger Marketing. Comme si les épreuves du temps et l'incertitude les avaient rendus plus forts.

Jean-Marc Létourneau et ses deux filles, Daphné 11 ans et Chloé 13 ans.

### NE MANQUEZ PAS LA SUITE DE NOTRE DOSSIER

Aujourd'hui dans le cahier **Actuel** et demain dans le cahier **Plus**.



PHOTO PATRICK SANFAÇON LA PRESSE ©

## LES MIENS, LES TIENS, LES NÔTRES...



LOUISE LEDUC

Finie le temps où les couples en crise s'enduraient quelques années, le temps, au moins, que le petit dernier rentre à la maternelle ou fête son dixième anniversaire. Aujourd'hui, foi d'avocats, il n'est pas rare de voir des parents de la génération X se disputer la garde de bébés encore aux couches ou allaités.

«Des pères de bébés de 8 mois qui réclament la garde partagée, j'en ai de plus en plus», indique Sylvie Schirm, avocate en droit de la famille. Je vois sans cesse diminuer l'âge des enfants que l'on se dispute, et ça m'inquiète. Même avec des bébés naissants, les jeunes parents ne parviennent pas à trouver un modus vivendi.»

C'est peut-être là l'une des conséquences du partage grandissant des tâches. Car d'un point de vue strictement organisationnel, «les hommes de cette génération ne sont plus démunis face aux enfants, relève Suzanne Moisan, elle aussi avocate en droit de la famille. Bien sûr, en général, de nos jours, c'est encore la femme qui demande la garde le plus souvent, et l'homme qui accepte à peu près la chose, mais quand l'homme la réclame aussi, il a de bonnes chances de l'obtenir.» Les deux avocates s'entendent : la génération X se marie ou forme

une union de fait plus tard qu'avant, et se sépare plus rapidement qu'avant.

C'est aussi ce que constate François St Père, un psychologue spécialisé en thérapie conjugale à la clinique Poitras-Wright, Côté, qui ajoute que dans sa clientèle, «c'est la femme dans 75 % des cas qui initie la séparation.»

Les femmes de cette génération, poursuit-il, sont plus exigeantes et acceptent peu que leurs besoins soient mal comblés, d'autant que les solutions de rechange sont parfois tout près. «Les dernières études nord-américaines signalent qu'environ un homme sur deux est infidèle et qu'environ 40 % des femmes le seraient à un moment ou à un autre. Il s'agit le plus souvent de femmes sur le marché du travail, qui rencontrent beaucoup de gens et qui sont très sollicitées», observe M. St Père.

Justement, puisqu'il est question de marché du travail, M. St Père observe que chez les 30 à 40 ans, la réussite professionnelle des femmes ne va pas sans quelques heurts. «Chez les plus jeunes, je pense que ça ne causera pas problème, mais chez la génération X, les hommes dont la conjointe gagne davantage qu'eux ne sont pas tout à fait à l'aise avec le concept.»

### Des valeurs semblables, mais...

Johanne Charbonneau, psychologue à l'Institut national de recherche scientifique (culture et société) avance de son côté que les valeurs des 30 à 40 ans ne sont finalement pas si différentes de celles de la génération précédente. Théoriquement, dit-elle, ils ont aussi à cœur le respect de

l'autre et la fidélité. «Par contre, leurs modes de vie sont très différents, dit-elle. Ils ont eu une vingtaine très différente de celle de leurs parents, qui ne parlaient de la maison que pour aller former un couple. Les 30 à 40 ans ont souvent, eux, vécu une longue période de vie en solo en appartement.»

«Dans le Plateau, poursuit M<sup>me</sup> Charbonneau, plus de 50 % des gens vivent seuls, et ça augmente de 10 à 15 % tous les cinq ans. Dans l'arrondissement Rosemont—Petite-Patrie, on parle de 47 % de gens vivant seuls. C'est le lot de bon nombre de grandes villes, et Montréal n'y échappe pas.»

Ainsi a été la vie des 30 à 40 ans d'aujourd'hui : un petit bout de liaisons sans grand lendemain, en rafale, un petit bout de vie en solo en appartement, un petit bout de monoparentalité, un petit bout de famille reconstituée...

«Pour les sociologues, ça se complique, dit encore M<sup>me</sup> Charbonneau. Avant, quand les gens se mariaient, il y avait de beaux tableaux très clairs, avec la colonne des célibataires, celle des gens mariés, celle des divorcés, celle des veufs... Aujourd'hui, ce n'est plus aussi clair : il y a les unions de fait, mais aussi les gens qui vivent en couple, dans deux maisons différentes.»

Le psychologue François St Père observe aussi le phénomène. «La famille reconstituée, ça ne marche pas très fort, note-t-il. Souvent, les gens finissent par décider de vivre chacun de son côté tout en maintenant leur relation amoureuse et en se voyant quand ils n'ont pas les enfants avec eux.» Cette génération qui a connu les

papas de fin de semaine ne parvient manifestement pas à plus de stabilité. «Certains, traumatisés, ne veulent rien savoir de la vie de couple, observe la sociologue Johanne Charbonneau. Les autres se lancent en jurant de faire mieux que leurs parents, mais manifestement, ils ne sont pas mieux armés.»

### La guerre des roses, la suite

Pire, au moment de la séparation, les batailles d'ex de la génération X «sont encore plus féroces», relève l'avocate Sylvie Schirm. «Les pères se sont davantage impliqués dans l'éducation de l'enfant, et ils accep-

l'enfant. Et la pratique voulant qu'il existe des «juges roses», qui accordent systématiquement la garde à la mère est révolue, croit M<sup>me</sup> Schirm. «Les jeunes qui divorcent aujourd'hui sont issus de la génération «une fin de semaine sur deux». Leurs enfants, eux, sont les premiers à expérimenter le régime «une semaine chez l'un, une semaine chez l'autre», relève-t-elle. Et l'on ne saura pas avant une génération ce que tout cela donnera.»

«En tout cas, moi, je suis très catégorique, dit pour sa part l'avocate Suzanne Moisan. Quand c'est une semaine de chaque côté, il faut que ce soit du vendredi au vendredi.

Comme cela, l'enfant, qui oublie toujours quelque chose dans la maison de l'un ou de l'autre, pourra aller le chercher pendant la fin de semaine.»

En présence de tout petits bébés, les deux avocates sont fermes : pas question de les envoyer pendant de longues périodes chez l'autre conjoint. «Les pères de bébés de 8 mois qui demandent la garde partagée ne pensent pas à leur enfant, mais à eux, et à eux seuls, tranche Sylvie Schirm. S'ils lisent un peu sur la théorie de l'attachement, ils verraient bien que leur bébé souffrirait beaucoup d'être éloigné pendant toute une semaine de leur mère.» Le mot d'ordre de plus en plus répandu chez les avocates dans les cas de bébés : des visites plus souvent, moins longtemps.

**Les deux avocates s'entendent : la génération X se marie ou forme une union de fait plus tard qu'avant, et se sépare plus rapidement qu'avant.**

ment en moins d'être tenus à l'écart. La mère tiendra pour acquis que son ex-conjoint ne veut l'enfant que pour des questions financières. Et pendant ce temps, l'enfant, lui, rêvera le plus souvent à deux choses : que ses parents reviennent ensemble, ou qu'au moins ils en arrivent à un arrangement juste pour les deux. L'enfant se préoccupera très peu de ses désirs, il s'emploiera beaucoup plus à rassurer ses parents et à s'inquiéter pour eux en se demandant : «Mon père, est-ce qu'il manque d'argent? Est-ce qu'il aura une maison où habiter?»

Ultimement, il reviendra au juge de décider ce qui sera mieux pour

# SUITES DE LA UNE

## Le chef de la guerre s'excuse

**GUERRE**  
suite de la page A1

« Notre pays avait pour devoir de bien les traiter. À ceux qui ont été maltraités par les Forces armées américaines, j'offre mes excuses les plus

profondes. »

Rumsfeld a également exprimé le regret de ne pas avoir informé plus tôt le président et le Congrès des États-Unis de l'ampleur du scandale.

Malgré son mea-culpa, Rumsfeld a affirmé qu'il n'entendait pas remettre

sa démission comme l'ont réclamé le candidat démocrate à la présidence, John Kerry, et le *New York Times*, entre autres.

« La question est de savoir si je peux ou non être efficace », a déclaré le secrétaire à la Défense en réponse à

une question du sénateur républicain de la Caroline du Sud, Lindsay Graham. « Il va sans dire que si j'avais l'impression de ne pas pouvoir l'être, je démissionnerais dans la minute. Je ne vais pas démissionner simplement parce que certaines personnes essaient d'exploiter cette affaire politiquement. »

Interrogé par le sénateur démocrate de l'Indiana, Evan Bayh, à savoir si son éventuelle démission « servirait à

montrer combien nous prenons cette situation au sérieux », Rumsfeld a répondu: « C'est possible. »

L'audience, diffusée en direct à la télévision, survenait après une semaine de controverse autour des actes commis par des soldats américains à la prison d'Abou Gharib, près de Bagdad. Au cours de cette période, les médias du monde entier ont diffusé des photos montrant des Irakiens nus attachés ensemble ou dans des postures dégradantes, sous le regard souvent souriant de militaires américains, hommes et femmes.

Répondant à une question, Rumsfeld a révélé qu'il existait de nombreuses photos et vidéos encore non publiées prouvant des sévices. Selon le secrétaire à la Défense, ces documents témoignent d'une « cruauté à caractère incontestablement sadique ». « S'ils étaient montrés au public, cela aggraverait évidemment la situation », a-t-il ajouté.

Rumsfeld a annoncé la création d'une commission ad hoc pour enquêter sur les cas de sévices dans la prison d'Abou Gharib. Il a également indiqué que des compensations seront offertes aux victimes des mauvais traitements. Il a qualifié le scandale de « catastrophe ».

Intervenant aux côtés du chef du Pentagone, le général Richard Myers, chef d'état-major interarmes, a démenti que l'armée ait cherché à dissimuler des faits. Il a en outre soutenu que le scandale se limitait à la prison d'Abou Gharib.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a cependant contredit le général hier, affirmant que les mauvais traitements dans les prisons américaines en Irak étaient non seulement « assimilables à des tortures », mais également érigés en un « vaste système ».

« Nous ne considérons pas cela comme des cas isolés », a déclaré le directeur des opérations du CICR, Pierre Kraehenbuehl, au cours d'une conférence de presse à Genève.

À Londres, l'organisation Amnistie internationale a pour sa part demandé au président George W. Bush de faire toute la lumière sur d'éventuels « crimes de guerre » en Irak, en Afghanistan et à Guantanamo (Cuba), et à juger les responsables jusqu'au plus haut niveau.

L'ampleur du scandale avait conduit jeudi le président Bush à présenter, pour la première fois, des excuses publiques. La veille, il avait reproché à son secrétaire à la Défense de ne pas l'avoir tenu au courant de cette affaire, qui fait l'objet d'une enquête militaire depuis janvier. Hier, dans discours électoral à Dubuque (Iowa), il a répété que les images de sévices infligés à des prisonniers irakiens par des soldats américains étaient « répugnantes ».

Il a néanmoins soutenu que la cause de la liberté en Irak était « entre bonnes mains ».

Kerry, hier, est également revenu sur le scandale, qui engage à son avis la responsabilité du président républicain. « L'Amérique n'a pas seulement besoin d'un nouveau secrétaire à la Défense. Nous avons besoin d'un nouveau président », a déclaré le candidat démocrate au cours d'une réunion électorale en Arizona.

Des cris de protestation ont brièvement interrompu le début du témoignage de Rumsfeld devant le Sénat. Le secrétaire à la Défense a également été malmené par quelques membres de la commission des Forces armées, dont le sénateur républicain John McCain.

Tenant de « savoir qui était responsable » des interrogatoires à la prison d'Abou Gharib, le sénateur s'est montré très persévérant. « Ma question est: qui était en charge des interrogatoires? » a demandé McCain pour la énième fois.

Rumsfeld: « Le commandant de la brigade du renseignement militaire. »

McCain: « Avait-il autorité sur les gardiens? M. Rumsfeld, vous ne pouvez pas répondre à ces questions? »

Rumsfeld: « Je peux... Les gardiens sont entraînés pour surveiller, pas pour interroger. Leurs instructions, dans le cas de l'Irak, sont d'adhérer à la convention de Genève. La convention de Genève s'applique à toutes les personnes là-bas, d'une manière ou d'une autre. »

McCain: « Merci, M. Rumsfeld. »



# CHEVROLET

## L'AVEO OFFRE PLUS D'ESPACE. L'AVEO OFFRE PLUS D'ESPACE. L'AVEO OFFRE PLUS D'ESPACE. (ON DIRAIT QU'IL Y A DE L'ÉCHO ICI.)

L'AVEO PEUT ACCOMMODER 5 PASSAGERS ET OFFRE 10 PO DE PLUS POUR LES JAMBES QUE LA TOYOTA ECHO 5 PORTES.

**AVEO<sup>5</sup>**



VOICI LA NOUVELLE

CHEVROLET AVEO<sup>5</sup>

**149 \$**/mois\*\*

Terme de 48 mois à la location  
Transport et préparation inclus

**0 \$**  
dépôt  
de  
sécurité

OU

à l'achat  
**13 798 \$\***

avec **0 %** financement\*

- Moteur 1,6L DACT 4 cyl. de 103 HP • Banquette arrière repliable divisée 60/40 • Phares antibrouillard
- Chauffe-moteur • Garantie limitée 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise
- **Sécurité 5 étoiles\***



VOICI LA NOUVELLE CHEVROLET AVEO



Modèle LS illustré

« ...DES LIGNES RÉUSSIES, UNE CONSTRUCTION SOLIDE... »

Laurence Yap, *The Toronto Star*

**149 \$**/mois\*\*

à l'achat  
**13 478 \$\***

- Moteur DACT 4 cyl. 1.6L de 103 HP • Banquette arrière repliable divisée 60/40 • Radio AM/FM et 4 haut-parleurs
- Roues de 14 po avec enjoliveurs • Garantie limitée 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise • **Sécurité 5 étoiles\***



LA TOUTE NOUVELLE CHEVROLET MALIBU



Modèle LT illustré

« ...MALIBU AVAIT UN COMPORTEMENT SEMBLABLE À CELUI DE L'ACCORD, IL DÉPASSAIT LARGEMENT CELUI DE LA CAMRY »

*L'Annuel de l'automobile 2004*

**239 \$**/mois\*\*

à l'achat  
**22 698 \$\***

- Moteur 2.2 L ECOTEC DACT 4 cyl. de 145 HP • Architecture Epsilon de conception allemande • Transmission automatique à 4 vitesses avec surmultipliée
- Climatisateur • Miroirs, portes, vitres, et siège du conducteur réglable en hauteur à commandes électriques • Banquette arrière divisée 60/40 à dossier rabattable et siège passager avant inclinable à plat • Pédales à réglage électrique



VOICI LA NOUVELLE CHEVROLET EPICA



« ELLE SE DISTINGUE PAR SES TOUCHES D'ÉLEGANCE HABITUELLEMENT RÉSERVÉES À DES VOITURES BEAUCOUP PLUS ONÉREUSES. »

*Autonet.qc.ca*

**239 \$**/mois\*\*

à l'achat  
**19 998 \$\***

- Moteur 2,5L 6 cyl. en ligne de 155 HP • Transmission automatique à 4 vitesses • Climatisateur • Vitres, portes et miroirs chauffants à commandes électriques • Roues de 15 po en alliage • Télédévrouillage • Lecteur CD à 4 haut-parleurs • Garantie limitée de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise



SÉCURITÉ 5 ÉTOILES



1000<sup>+</sup> MILES



L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2004 en stock suivants : Aveo 5 (1TD48/R7A), Aveo 4 portes (1TD69/1SA), Epica (1VB69/R7A) et Malibu (1ZS69/R7B). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. \*À l'achat, préparation incluse. Transport (Aveo et Epica : 930 \$, et Malibu : 900 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. \*\*À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent : Aveo 5 portes (2 028 \$), Aveo 4 portes (1 819 \$), Epica (2 778 \$) et Malibu (2 340 \$). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigible à la livraison. Taux de financement à l'achat de 0 % pour des termes allant jusqu'à 48 mois (Malibu : 36 mois). \*Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant lors des tests d'impacts frontaux. Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. sur les modèles Aveo 2004. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à [gmcanada.com](http://gmcanada.com) ou au 1 800 463-7483.

POUR JOINDRE LA PRESSE

La Presse, 7, rue Saint-Jacques,  
Montréal (Québec) H2Y 1K9

ABONNEMENT ..... (514) 285-6911  
[cyberpresse.ca/abonnement](http://cyberpresse.ca/abonnement) | 1 800 361-7453

PETITES ANNONCES ..... (514) 987-8363  
[petitesannonces@lapresse.ca](mailto:petitesannonces@lapresse.ca) | 1 866 987-8363

DÉCÈS ..... (514) 285-6816  
[deces@lapresse.ca](mailto:deces@lapresse.ca)

CARRIÈRES ..... (514) 285-7320  
[carrieres@lapresse.ca](mailto:carrieres@lapresse.ca)

RÉDACTION ..... (514) 285-7070

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Montréal Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.



# VINCENT MARISSAL

## Deux minutes pour idée stupide

Peter McKay est un jeune homme charmant, un grand sportif et parfois un élève doué pour la politique, mais son jugement fait souvent défaut.

Quand il s'est mis à rêver de recruter Don Cherry comme candidat-vedette des conservateurs pour les prochaines élections, disons que son amour du hockey a quelque peu empiété sur son jugement politique. Déjà que les conservateurs ont du mal à se rebâtir un début de crédibilité au Québec...

Pourtant, le chef adjoint du nouveau Parti conservateur (et ex-chef de l'ancien PC) avait fait preuve d'une retenue et d'un instinct politique indéniables, plus tôt cette semaine, en incitant fortement son parti à adopter des politiques modérées dans son programme électoral. Mettons cette histoire de Don Cherry sur le compte d'un égarement passager. Allez, hop! M. McKay, deux minutes de punition pour idée stupide.

Heureusement pour les conservateurs, le contesté commentateur aux cols de chemise loufoques a décliné l'invitation de se lancer en politique. Pour les libéraux, qui font beaucoup d'efforts ces temps-ci pour dépendre le chef conserva-

teur Stephen Harper comme une créature monstrueuse de la droite, l'arrivée de Don Cherry aurait été une excellente nouvelle.

Avec ses yeux bleu acier, son sourire timide, sa voix calme et ses propos mesurés, Stephen Harper n'a pourtant pas le profil d'un monstre. On est loin ici de Stockwell Day, de ses positions ultrareligieuses et de ses théories créationnistes. Comme M. Harper n'est pas un orthodoxe religieux ni un croisé de la droite fiscale, les libéraux l'attaquent sur deux autres fronts : son inclinaison à entraîner le Canada derrière les États-Unis en Irak et son ouverture au privé dans le réseau public de santé.

À première vue, la stratégie libérale paraît grossière et un brin désespérée. Elle démontre en tout cas à quel point Stephen Harper et les conservateurs les inquiètent. Cela dit, il n'est pas impossible que la campagne de dénigrement fonctionne. En période d'agitation électorale hypermédiatisée, avec un minimum de démagogie, il suffit parfois d'une citation ou d'un clip télé pour coller à un chef une image terrible qui le suivra comme son ombre.

Le plus bel exemple se déroule en ce moment même aux États-Unis, où les républicains noircissent l'image

du candidat démocrate John Kerry en jouant avec d'anciennes citations ou avec ses prises de position durant ses 20 ans de carrière au Sénat. À en juger par les sondages et par la réaction hésitante des démocrates, il semble que l'opération fonctionne plutôt bien. Personne n'aime les campagnes négatives, mais tout le monde les regarde tout de même. Parfois, les insi-

### Les libéraux auront l'embarras du choix pour attaquer Stephen Harper qui a semé ici et là quelques graines de discorde.

nuations font leur chemin jusque dans la tête des électeurs.

Quand on traîne longtemps sur la place publique, nécessairement, on laisse quelques souvenirs dans la mémoire de ses adversaires. C'est ce qui arrive à John Kerry. Et c'est ce que les libéraux veulent faire subir à Stephen Harper, ancien député réformiste, puis président de la très à droite National Citizen Coalition, avant de revenir aux Communes, d'abord comme chef de l'Alliance canadienne, puis comme chef du Parti conservateur.

Les libéraux auront l'embarras du choix, parce que Stephen Harper a

semé ici et là quelques graines de discorde le long de sa route politique.

Voici ce qu'il disait, en mars 2003, à propos de la décision du Canada de ne pas participer à l'invasion de l'Irak : « Nous ne sommes pas avec Chrétien, nous ne sommes pas avec Paul Martin, nous ne sommes pas avec Jacques Chirac et nous ne sommes pas avec Bernard Landry. Nous

sommes pour les traditions de liberté, de démocratie et de souveraineté de ce pays. »

Un autre classique de M. Harper, sur les provinces atlantiques cette fois, en mai 2002 : « Il existe un sentiment de dépendance dans la région qui engendre une culture défaitiste. »

Une perle sur le bilinguisme au Canada (mai 2002) : « En tant que religion, le bilinguisme est le dieu qui a échoué. Cela n'a pas entraîné une plus grande justice, n'a pas aidé l'unité du pays et a coûté des millions de dollars aux contribuables. »

Et une autre sur le français au Québec (en 2002) : « Il serait faux de

prétendre que je suis d'accord avec tous les aspects de la loi 101. C'est une chose de reconnaître la prédominance du français et de promouvoir le français comme langue d'usage. C'en est une autre de limiter l'utilisation de l'anglais ou de compliquer la tâche aux francophones qui veulent maîtriser cette langue. (...) Les dirigeants fédéraux ne devraient pas approuver les restrictions linguistiques au Québec plus que dans les autres régions du pays. »

Bien sûr, M. Harper pourra toujours dire qu'il s'est amendé depuis, que ses positions ont évolué, qu'il n'est pas le *red-neck* de Calgary que les libéraux prétendent qu'il est, mais il devra néanmoins revenir sur ses déclarations controversées durant la campagne électorale.

La stratégie libérale contre M. Harper, qu'elle fonctionne ou non, trahit toutefois un malaise dans le gouvernement sortant et un manque évident d'organisation électorale.

Faire de Stephen Harper un monstre ? Ça manque de substance. Après 11 ans au pouvoir, c'est tout ce que vous avez trouvé ?

Pour joindre Vincent Marissal : [vincent.marissal@lapresse.ca](mailto:vincent.marissal@lapresse.ca)

## François Doyon nommé à la Cour d'appel

Le ministre de la Justice du Canada, Irwin Cotler, a annoncé hier la nomination du juge François Doyon à la Cour d'appel du Québec.

Reconnu pour sa grande compétence en droit criminel, le juge Doyon serait le premier juge de la Cour du Québec à accéder au plus haut tribunal au Québec. Il est en effet d'usage d'y nommer des juges de la Cour supérieure, voire des avocats de renom, mais jamais un juge de la Cour du Québec.

Devenu avocat en 1975, il a fait carrière comme procureur de la Couronne à Montréal, où il a fait sa marque. François Doyon a été nommé juge à la chambre criminelle de la Cour du Québec en 1991. Il est unanimement considéré comme une des autorités de la Cour. Il a entre autres présidé la commission d'enquête commandée par le gouvernement du Québec sur les petites centrales électriques privées. Il a été nommé juge en chef adjoint de la Cour du Québec, responsable de la chambre criminelle, en 2002.

Il remplace Jean-Louis Baudouin, devenu juge surnuméraire la semaine dernière.

## Libération refusée à un Canadien accusé de terrorisme

AGENCE FRANCE-PRESSE

OTTAWA – Un tribunal canadien a refusé hier une demande de remise en liberté sous caution d'un Canadien inculpé de terrorisme lié à un groupe qui aurait planifié un attentat en Grande-Bretagne.

Mohammed Momin Khawaja, 25 ans, un Canadien de descendance pakistanaise, est accusé d'avoir aidé un groupe terroriste et d'avoir « facilité une activité terroriste » à Londres et Ottawa, entre le 10 novembre 2003 et le 29 mars 2004.

À l'issue de deux jours d'audience, le juge a refusé la mise en liberté de M. Khawaja, mais les motifs qu'il a invoqués ne peuvent être rapportés en vertu d'une ordonnance du tribunal.

L'accusé comparaitra à nouveau le 14 mai prochain.

# Saisissez vos souvenirs sur DVD!



## SONY Handycam®

### ■ Caméscope DVD Handycam®

- Format d'enregistrement DVD-vidéo/RW (MPEG2)
- Zoom numérique 120x (optique 10x)
- Écran ACL hybride de 2.5"
- Mode photo numérique
- Mode large 16:9
- Résolution jusqu'à 520 lignes
- Connexion USB 2.0 haute vitesse

0% FINANCEMENT DISPONIBLE!

1198\$

FINANCEMENT 0% disponible! Ajusté à vos besoins!

Magasinez en ligne! [dumoulin.com](http://dumoulin.com)  
**Dumoulin**  
Électronique • Informatique • Photo • Communications



VENTE DE LIQUIDATION PENDANT TOUT LE MOIS DE MAI!

MONTRÉAL 8390, rue St-Hubert (Sud de la métropolitaine) • MONTRÉAL 2050, boul. St-Laurent (Stationnement facile) • MONTRÉAL 368, rue Ste-Catherine O. • MONTRÉAL 8990, boul. de l'Acadie • MONTRÉAL 5485, rue des Jockeys (près de l'Hippodrome Blue Bonnets)  
LASALLE 7197, boul. Newman (Près du Carrefour Angignon) • WEST ISLAND 2315, route Transcanadienne (boul. des Sources) • LAVAL 1599, autoroute 440 O. (Sortie boul. Industriel) • CARREFOUR LAVAL 3035, boul. Le Carrefour • LAVAL 1769, avenue Pierre-Péladeau (voisin du Colosus)  
PLACE ROSEMIÈRE (face à rue Le Boulthillier) • BROSSARD 5705, boul. Taschereau (Est du Mail Champlain) • PROMENADES ST-BRUNO (Entrée #1) • LONGUEUIL 2203, ch. Chambly (Près de Caré-Poirier) • GATINEAU 195, Bellemeur • ST-LÉONARD 6852, rue Jean-Talon Est (Longueuil & Galeries d'Anjou)

1-877-DUMOULIN

Ces promotions se terminent le 14 mai 2004 ou jusqu'à épuisement des stocks sauf indication contraire. Les illustrations peuvent différer. Certains modèles ne sont pas disponibles dans toutes les succursales.

**LOTO QUÉBEC** Résultats  
TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Roue de Fortune, Chez vous!  
Diffusée à TQS, du lundi au mercredi à 18 h 25 et le jeudi à 19 h 30.

**SUPER 7** Tirage du 2004-05-07  
06 13 14 17 35 37 46  
Complémentaire: (23)

**Banco** Tirage du 2004-05-07  
03 04 14 22 24 28 29 30 31 38  
40 41 48 49 51 56 58 60 63 70

**La Quotidienne** Tirage du 2004-05-07  
③ ④  
624 5763

**Extra** Tirage du 2004-05-07

NUMÉROS	LOTS
509171	100 000 \$
09171	1 000 \$
9171	250 \$
171	50 \$
71	10 \$
1	2 \$

**La Mini** Tirage du 2004-05-07

NUMÉROS	LOTS
963027	50 000 \$
63027	5 000 \$
3027	250 \$
027	25 \$
27	5 \$
96302	1 000 \$
9630	100 \$
963	10 \$



**GRAND SOLDE DE LIQUIDATION SUR MODELES DE PLANCHER**

# Arte Pelle®

Centropolis, coin St-Martin et Autoroute 15 à Laval (derrière le cinéma Colossus) Tél. : (450) 978-3030

Jusqu'à **50%** de rabais

De plus, sur les modèles en liquidation, nous payons :

**TPS**

**TVQ**

# ACTUALITÉS

## L'UPA réclame une vraie appellation pour le terroir

Les produits qui ne seront pas conformes aux définitions pourront quand même porter la mention *terroir*, *artisanal* ou *fermier*, mais pas le logo du MAPAQ

ARIANE KROL

Le programme d'enregistrement volontaire des termes *terroir*, *fermier* et *artisanal* proposé par la ministre de l'Agriculture Françoise Gauthier risque d'induire les consommateurs en erreur, dénonce l'Union des producteurs agricoles (UPA). Celle-ci refuse d'appuyer le projet et recommande plutôt d'inclure les termes dans la Loi sur les appellations réservées pour empêcher leur emploi abusif.

« S'il n'y a pas d'organisme de contrôle,

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a créé des définitions pour les termes *terroir*, *artisanal* et *fermier*.

Les produits répondant à ces définitions pourront être enregistrés auprès du ministère, qui leur permettra d'arborer un logo exclusif.

Les produits qui ne seront pas conformes aux définitions pourront quand même porter la mention *terroir*, *artisanal* ou *fermier*, mais pas le logo du MAPAQ.

« Ça n'a pas de bon sens ! C'est un éléphant qui accouche d'une fourmi ! On

rin. L'UPA recommande plutôt d'inclure les trois termes dans la Loi sur les appellations réservées et d'en faire respecter l'utilisation par le Conseil des appellations agroalimentaires du Québec (CAAQ), qui ne s'occupe pour l'instant que du biologique.

« On voudrait étudier la possibilité de réserver l'utilisation du terme *terroir* comme terme générique pour désigner exclusivement les produits qui bénéficient d'une reconnaissance officielle. Le conseil d'accréditation pourrait vérifier toutes sortes d'appellations, la structure est déjà là », souligne Laurent Pellerin.

Les critiques de l'UPA s'ajoutent à celles de la coalition Solidarité rurale et du groupe Option Consommateurs, qui craignent aussi que les définitions formulées par le ministère ne permettent à des fabricants industriels de se réclamer des termes *terroir* ou *artisanal*.


Le MAPAQ prévoit consulter des représentants des producteurs et des consommateurs jusqu'au début du mois de juin, le temps d'ajuster son programme au cours de l'été et de le mettre en application à partir de l'automne prochain.

**« S'il n'y a pas d'organisme de contrôle, s'il n'y a pas l'intention politique ni les budgets pour contrôler, arrêtons d'induire le consommateur en erreur. »**

le, s'il n'y a pas l'intention politique ni les budgets pour contrôler, arrêtons d'induire le consommateur en erreur », a déclaré le président de l'UPA, Laurent Pellerin, en entrevue téléphonique.


C'est pourquoi le conseil exécutif de l'UPA a décidé de ne pas appuyer le programme présenté au début d'avril par la ministre de l'Agriculture.

n'est pas des culs terreux du terroir à tout prix, à toutes les sauces et à tous les jours, mais on pense qu'il y a quelque chose là qu'il faut clarifier. Ne serait-ce que pour éviter cette utilisation abusive qu'on a vue dans les dernières semaines dans certaines grandes multinationales qui veulent se redonner un air de terroir », affirme Laurent Pelle-



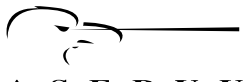
**Vous êtes unique...**

**Exigez le LASIK sur mesure...**



Marc Mullie MD  
30.000 chirurgies

**Imaginez une nouvelle vie sans lunettes ou verres de contact.**



**LASERVUE**  
www.laservue.net  
514-738-6666  
888-734-6666



Gordon Balazsi MD  
30.000 chirurgies

**VOTRE VISION, NOTRE PASSION**

3215015 License RBO 8240-6026-4

**Cabanons Fontaine**  
1976-2004

Applicable sur tous les modèles en Kit du Bricoleur

**KIT A | KIT B**  
T.P.S. incluse rabais 5%

OU Payez le solde  
3 mois après la livraison\*

POUR CONNAÎTRE LE CONCESSIONNAIRE DE VOTRE RÉGION, APPELÉZ-NOUS :



Montréal et banlieue ..... (514) 990-3563  
Autres régions ..... 1 888 838-3563  
585, Lionel-Boulet, Varennes Internet : www.cabanons.com

\* Certaines conditions s'appliquent. Voir votre détaillant  
VALIDE JUSQU'AU 31 MAI 2004 3215036

**Liquidation**  
*Mobiliers de salle à manger*

**UN ÉVÉNEMENT UNIQUE!  
NOUS OUVRONS NOS PORTES AU PUBLIC POUR**

**3 JOURS SEULEMENT**  
**7-8-9 MAI**

- Modèles discontinués
- Surplus de stock
- Légères imperfections

**DIRECTEMENT À L'USINE**

www.overstockfurniture.ca

3227188  
990, Bastican, Victoriaville (Qué)  
819.352.6651

## MÉGA VENTE

**SOUS LE CHAPITEAU**

# MEUBLES DE JARDIN EN TECK ET PIERRE SCULPTÉE

**Des offres incroyables**



**QUALITÉ GARANTIE  
PRIX IMBATTABLES  
QUANTITÉ LIMITÉE**

**IMPORTATION - AUCUN INTERMÉDIAIRE**

Plusieurs modèles de chaises à partir de 109 \$ - table ronde ou octogonale pour 4 personnes seulement 399 \$ - table ronde, octogonale ou carrée pour 6, 8, 10 et 12 personnes à partir de 799 \$ - banc demi-lune 749 \$ - chaise longue à compter de 319 \$ - banc pliant 2 places 229 \$

**LES SERRES SYLVAIN CLÉROUX**  
1570, rue Principale, Ste-Dorothée, Laval  
(450) 627-2471

Autoroute 15 ou 13, sortie 440 ouest, prenez avenue des bois, 2<sup>e</sup> feux de circulation tournez à gauche sur Principale

**SAMEDI ET DIMANCHE 9 H À 17 H  
LUNDI AU MERCREDI 8 H À 18 H  
JEUDI ET VENDREDI 8 H À 21 H**

**LIVRAISON DISPONIBLE**

**NE MANQUEZ PAS CETTE CHANCE UNIQUE!**

# ON COUPE DANS LA CULTURE !

Heureux de collaborer à l'exposition « Jean Cocteau l'enfant terrible » au Musée des Beaux-Arts de Montréal, Fillion a décidé de couper dans les prix de la culture et de vous offrir des laissez-passer gratuits.\*

Présentez cette annonce chez Fillion. Quantités limitées.



PROGRAMME DE COMMANDITES

# L'enquête n'aura aucune répercussion juridique

## Le juge Gomery précise toutefois qu'elle établira la crédibilité et la responsabilité des témoins

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Ce ne sera pas un procès, ce sera long, méticuleux et efficace. C'est en ces termes que le juge John H. Gomery, de la Cour supérieure du Québec, a défini hier l'esprit qui anime l'enquête qu'il dirige, à la demande du gouvernement de Paul Martin, sur le programme de commandites.

Paraissant pour la première fois en public depuis que le gouvernement lui a confié ce mandat, le 19 février, le juge Gomery a lu pendant près d'une heure hier une « déclaration préliminaire » qui établit le cadre de son enquête.

Il a notamment tenu à préciser que les conclusions de sa commission n'auront aucune répercussion juridique, mais qu'en revanche elles établiront la crédibilité et la responsabilité des témoins. « J'aurai le droit, a dit le juge, de tirer des conclusions au sujet des fautes éventuellement commises par leurs auteurs. »

Ce caractère extrajudiciaire de l'enquête habilite par contre la Commission d'enquête sur le programme de commandites et les activités publicitaires « à recueillir de la preuve qui pourrait être jugée inadmissible par un tribunal ». Le juge Gomery a ain-

si repris hier certaines conclusions du rapport produit en novembre dernier par la vérificatrice générale, Sheila Fraser, qui soulignait le caractère douteux des commissions de 100 millions de dollars versées à des agences de communication proches des libéraux, dans le cadre d'un programme de commandites de 250 millions.

### Des questions sérieuses

John Gomery a déclaré qu'il se pencherait sur les « questions sérieuses » soulevées par le rapport, tels les « accrocs dans les systèmes de contrôle interne », le « manque de documentation appropriée justifiant les dépenses de fonds publics », « le paiement de sommes d'argent importantes à des intérêts privés sans contrepartie équivalente », la « violation systématique des règles applicables incluant celles de la Loi sur la gestion des finances publiques », « l'absence d'un processus de sélection dans le choix des agences de publicité » et le « contournement du processus parlementaire ».

« La population a le droit de savoir ce qui s'est passé, a-t-il dit, et la Commission cherchera des réponses. »

Le juge a insisté sur l'indépendance « presque totale » de la

Commission à l'endroit du gouvernement. « En tant que commissaire, a-t-il dit, je n'ai aucune idée préconçue quant aux conclusions auxquelles j'arriverai. Je ne tiendrai compte que de la preuve, des documents et des représentations qui me seront présentés au cours des audiences. Je ne serai aucunement influencé par des considérations d'ordre politique et je ne tolérerai aucune tentative d'ingérence dans les travaux de la Commission, pour des raisons politiques ou autres. »

### Deux enquêtes

Il a aussi tenu à faire la différence entre son enquête et celle que mène actuellement le comité des comptes publics. La Commission examinera « plus au fond les faits », mais tout en tenant compte de la preuve testimoniale recueillie au comité, et cela sans qu'il y ait de limite de temps, contrairement à ce qui se passe aux comptes publics.

Le juge a rappelé que son enquête n'est pas reliée non plus aux enquêtes policières de la GRC, mais qu'il souhaite pouvoir consulter les documents pertinents découlant de ces enquêtes.

### Deux grandes phases

Il y aura deux grandes phases aux travaux de la Commission. La

phase I portera sur l'examen de « la création, du but et des objectifs du programme de commandites, sur les ressources utilisées pour l'administrer et sur la question de savoir s'il a été géré conformément à des normes de bonne gestion ».

Un premier rapport sur cette phase sera déposé le 1<sup>er</sup> novembre 2005. La phase II « portera sur l'utilisation des fonds affectés aux commandites et à la publicité, sur les services et biens obtenus en contrepartie et sur les pressions et les interventions politiques qui auraient pu être exercées. Le juge croit que son rapport final pourra être rendu public le 15 décembre 2005. »

Enfin, la Commission est composée d'un bataillon d'avocats d'expérience du Québec et de l'Ontario. Le juge Gomery s'est en effet entouré de M<sup>re</sup> Bernard Roy, un avocat qu'il a nommé procureur en chef de la Commission et qui a une grande expérience des commissions d'enquête. Le coprocurateur de la Commission est M<sup>re</sup> Neil Finkelshtein, un avocat de Toronto. « M. Finkelshtein est plaideur chevronné », a dit le juge. M<sup>re</sup> Guy Cournoyer, un criminaliste de Montréal qui a déjà participé aux commissions d'enquête Poitras et Arbour, a été nommé procureur associé. M<sup>re</sup> Serge Roy agira, lui, à titre de registraire et de greffier aux audiences, alors que cinq autres avocats seront chargés d'aider les procureurs principaux dans leurs travaux. La firme Kroll, Lindquist, Avey a pour sa part reçu le mandat d'agir à titre d'enquêteur et juriscomptable.

La Commission a commencé ses travaux voici déjà plusieurs semaines, passant au peigne fin une centaine de caisses de documents reliés au rapport de la vérificatrice générale. Mais ce n'est que le 7 septembre que les audiences publiques débuteront à Ottawa pour se transporter à Montréal en février 2005.

## Hausse du nombre de fonctionnaires

# Des emplois du PQ, clame Jérôme-Forget

STÉPHANE PAQUET

L'augmentation du nombre de fonctionnaires depuis un an est due en grande partie à des décisions prises par l'ancien gouvernement, se défend la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget.

Hier, *La Presse* a signalé que le nombre de fonctionnaires à Québec avait augmenté de 1800 depuis l'élection des libéraux en avril dernier. « C'est vrai que nous n'avons pas mis un gel d'embauches en arrivant », a dit M<sup>me</sup> Jérôme-Forget.

Toutefois, ajoute-t-elle, l'intégration de plus de 1000 policiers au ministère de la Sécurité publique décaulait de décisions prises par l'ancien gouvernement. « J'ai eu beaucoup d'appels au bureau aujourd'hui. L'article donnait l'impression qu'on avait laissé aller les choses. »

En fait, dit-elle, le véritable nombre de nouveaux emplois créés sous les libéraux est « d'environ 200 ». « Je ne veux pas avoir l'air partisane, a-t-elle soutenu, mais le PQ n'avait pas mis les effectifs à jour pour ne pas donner l'impression d'avoir fait gonfler la fonction publique. »

Ces 1800 postes « régularisés » par le gouvernement libéral font en sorte que, dans trois ans, quand les Québécois retourneront vraisemblablement aux urnes, la taille de la fonction publique aura été réduite de moins de 2 % en vertu du plan de réduction de la taille de l'État. Celui-ci a été rendu public cette semaine par M<sup>me</sup> Jérôme-Forget et prévoit le non-remplacement d'un retraité sur deux au cours des 10 prochaines années.

L'ENTREPÔT

## au vent fou

NAUTISME EXTREME

QUALITÉ ET CHOIX SUPÉRIEUR

- Skis nautiques
- Wakeboard
- Wet Suits
- Tubes
- Planches à voile
- Beach Wear
- Kayak

514-640-3001 3839 St-Jean Baptiste, Montréal  
www.auventfou.com 1-800-336-2126

VOUS LE MÉRITIEZ BIEN!

## Zytco Solarium

VISITEZ NOTRE SALLE DE MONTRÉAL ESTIMATION SANS FRAIS

4940 CHEMIN BOIS-FRANC, ST-LAURENT, QC, H4S 1A7  
514-335-2050  
800-361-9232

WWW.ZYTCO.COM

# AMB

REPARATION D'ORDINATEURS ET DE MONITEURS

PORTABLES AUSSI!

NEC, SONY, IBM, COMPAQ, DELL, VIEWSONIC, HP, APPLE ET BIEN D'AUTRES ENCORE!

RECYCLAGE DE MONITEURS D'ORDINATEURS

Gratuit! Ramassage, service et recyclage de moniteurs usagés.

Peu importe la marque, les dimensions ou la quantité

www.ambmonitor.com

1441, rue Bégin, Saint-Laurent (514) 332-7577

BELLES AUBAINES SUR DES MONITEURS LÉGÈREMENT UTILISÉS

14 po couleur	10\$ à 20\$
15 po couleur	30\$ à 40\$
17 po couleur	60\$ à 80\$
19 po couleur	100\$ à 125\$
21 po couleur	150\$ à 250\$

Cette année, offrez-lui des fleurs

Pour la fête des Mères, la collection Liberty, avec ses magnifiques imprimés fleuris créés pour Tilley par Liberty of London, offre un bouquet d'idées de cadeaux. Nos chemisiers et nos jupes légères et pratiques ne manqueront pas de ravir votre mère. Collection exclusive à Tilley, fabricant des meilleurs vêtements de voyage et d'aventure au monde.

**Tilley Endurables**

Tilley. Les meilleurs chapeaux et vêtements de voyage au monde

Montréal : 1050, av. Laurier Ouest (deux rues à l'ouest de Park Avenue) (514) 272-7791

Pour obtenir un catalogue ou l'adresse d'un détaillant : 1 800 465-4249

# RASSUREZ-VOUS : IL RESPIRE, MAIS IL NE RONFLE PAS.

99<sup>99</sup>\$  
Rég : 159,99\$

Manteau Talamanca La Cordée  
Manteau ¾ / Imper-respirant / Coloris variés / Disponible pour hommes et femmes

ÉCONOMISEZ 60\$ SUR LE MANTEAU TALAMANCA LA CORDÉE.

**LA CORDÉE**  
www.lacordee.com

2159, rue Ste-Catherine E.  
2777, boul. St-Martin O.  
514.524.1106

## GÉNÉREUX DE NATURE

Promotion en vigueur jusqu'au 16 mai 2004 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Le produit peut différer du modèle illustré.

# SUITES DE LA UNE

## La fête des Mères, un week-end en or pour l'horticulture

**MÈRES**  
suite de la page A1

D'ailleurs, la scène du dimanche matin est typique. Ce sont les pères qui viennent seuls avec les enfants pour trouver un cadeau à maman ou grand-maman. Et cette journée-là, on ne s'attarde généralement pas au prix.

Se vendent d'abord, dans l'ordre de popularité, les rosiers nains en fleurs que l'on pourra éventuellement transplanter dans la platebande pour le reste de l'été, et parfois même pour les prochaines années, selon la variété; les hibiscus, qui pousseront aussi à l'extérieur durant les prochains mois; des potées fleuries de toutes sortes, notamment de gerberas, et des jardinières aux fleurs et coloris variés.

Que ce soit au coin de la rue, dans les grandes surfaces ou chez le fleuriste, hortensias, chrysanthèmes, orchidées, fuchsias, kalanchoes, violettes africaines, gloxinias ont

aussi la cote. En réalité, rien ne résiste vraiment à la frénésie des acheteurs dans la mesure où la plante est belle. Et comme il s'agit alors de faire un cadeau, et non pas de garnir son jardin ou sa cuisine, les achats sont particulièrement impulsifs. Mais plusieurs amateurs de jardinage profitent souvent de ce premier contact printanier avec le monde végétal pour jeter un coup d'oeil aux annuelles et aux vivaces, surtout les nouveautés, qu'ils sont susceptibles de planter dans leurs platebandes d'ici deux ou trois semaines.

**La ruée!**

L'événement a beau ne durer que deux ou trois jours, il est incontournable. L'industrie horticole s'y prépare durant des mois. Et s'il est presque impossible de déterminer quelle est la proportion du chiffre d'affaires au cours de ce week-end, il faut rappeler qu'au Québec, la plus grande partie des revenus an-

nuels des jardinerie et pépinières est réalisée durant les huit ou neuf semaines de mai et de juin. C'est la ruée! La saison est courte et les jardiniers sont pressés.

Encanteur et vendeur au Marché floral interprovincial, une coopérative qui regroupe autour de 200 producteurs du Québec, de l'Ontario et des Maritimes, Howard Scheffer explique que le chiffre d'affaires de l'organisation est de 13 millions par année, dont 60 % est réalisé durant les mois de mars, avril et mai, ce qui correspond habituellement à la fête de Pâques, la fête des Mères et au long congé de la fête des Patriotes.

Chez les fleuristes, un marché parallèle par rapport à celui des jardinerie ou des pépinières, la fête des Mères reste l'événement de l'année, avant la Saint-Valentin, et cela partout en Amérique du Nord, indique Jean-François Marsolais, propriétaire des Entreprises Marsolais, le plus important grossiste québécois, notamment dans la fleur coupée.

« À la Saint-Valentin, c'est la rose qui domine et de loin, dit-il, alors qu'à la fête des Mères, tout y passe, autant les fleurs coupées, comme les tulipes, les freesias et les chrysanthèmes, sans oublier bien sûr les roses, que les plantes en pots. Nos ventes peuvent se multiplier par 10 durant ce week-end. Et nous ne sommes pas loin de la vérité en affirmant que l'événement doit représenter à lui seul autour de 5 % de nos ventes annuelles. »

Tout le monde ne fête pas la Saint-Valentin, mais tout le monde a une mère...

Les ventes de la fête des Mères

prennent toujours de l'ampleur, affirme également André Mousseau, président du Syndicat des producteurs en serres du Québec. « À l'époque, chaque mère avait deux enfants; aujourd'hui plusieurs enfants ont deux mères! » lance-t-il dans le langage coloré qu'on lui connaît. « Les occasions d'affaires sont donc multipliées. »

M. Mousseau confirme par ailleurs que les ventes des petits arrangements de plantes pour les jeunes se vendent de plus en plus, même si elles représentent une faible proportion du marché. « C'est moins cher que le chocolat et c'est bien meilleur pour la santé... »

Le syndicat regroupe 950 serristes et son chiffre d'affaires global est de 200 millions par année, dont 140 pour le seul secteur de l'horticulture ornementale.

Fête païenne, la fête des Mères n'en est pas moins bénie par les producteurs horticoles. D'ailleurs, les détaillants retardataires risquent même de manquer de potées fleuries cette année, prévient M. Mousseau. « Les producteurs favorisent de plus en plus les commandes faites longtemps à l'avance. C'est aussi une façon de s'assurer une part de son revenu. »

**Question de temps**

Car, ce qui fera la différence entre un grand succès et un demi-succès de cette fête des Mères, c'est le temps qu'il fera au cours de la fin de semaine, insiste pour sa part Sylvain Cléroux, dirigeant du Groupe Cléroux, plus important producteur d'annuelles et de potées fleuries au Québec. Les produits Cléroux sont vendus partout dans

la province, notamment dans les grandes surfaces.

« S'il fait froid ou s'il pleut durant toute la fin de semaine, comme cela s'est déjà vu, les clients seront peu enclins à sortir pour acheter des plantes, à plus forte raison si le vendeur est installé au coin de la rue. Les détaillants ont aussi un important problème de logistique à résoudre. Cette semaine, nous avons livré des plantes à Valcourt ou encore à Rouyn, en Abitibi. Il faisait froid et il neigeait quand nous sommes arrivés sur place. Si le vendeur n'est pas équipé d'une serre pour protéger ses plantes, il doit les mettre dans son salon. Sinon, ses pertes pourront être importantes. »

La logistique devient aussi un élément important chez les producteurs, qui doivent livrer des fleurs bien épanouies. « Si le temps est couvert et que le soleil se fait rare, comme ce fut le cas ces derniers temps, la maturité exige plus de temps que prévu. Voilà qui pose des problèmes qui ne sont pas toujours faciles à résoudre et qui augmentent les coûts de production. »

Le monde horticole, même dans le milieu des serres, doit composer avec la nature. C'est aussi cet impondérable qui favorise les ventes. Nos hivers sont toujours aussi longs et nos printemps, toujours trop froids et pluvieux... Quand les étals débordent soudainement de fleurs, que leurs couleurs sollicitent le plus lointain des regards et que les odeurs volages nous excitent, le porte-monnaie se met lui aussi à s'ouvrir spontanément, comme les bourgeons qui éclatent.

En horticulture, on parle de *débourement*...



**REPLACEMENT DE PORTES ET FENÊTRES**



**Il suffit d'un appel!**

« Mon traitement pour la fièvre de ressort? Belles nouvelles fenêtres et portes de Pella qui régénèrent ma maison à l'intérieur et dehors. »

**15%**  
Réduction de sur chaque fenêtre et porte-fenêtre de rénovation Pella\*

**Aucun paiement pour 180 jours!\***

**solde** chambre avec vue

Appelez-nous, passez nous voir ou confiez-nous le soin de vous visiter. Prenez rendez-vous en consultant notre site Web: <http://appointment.pella.com>.


FENÊTRES DE RÉNOVATION - PORTES-FENÊTRES - PORTES D'ENTRÉE PELLA™

9620 ROUTE TRANS CANADIENNE MONTREAL <b>514-331-1055</b>	1600 MERIVALE ROAD OTTAWA <b>613-727-8080</b>
--	---

**Pella** LE REGARD DES CONNAISSEURS.™

\* Ne s'applique pas aux produits ProLine™. D'autres restrictions peuvent s'appliquer. Voir les renseignements en magasin. L'installation doit être confiée aux professionnels de Pella. Cette offre, qui ne peut être jumelée à aucune autre offre ou promotion spéciale, est réservée aux projets de rénovation. Financement offert aux clients admissibles seulement. L'offre prend fin le 30 mai 2004. © 2004 Pella Corporation.

POUR TROUVER.



**CARRIÈRES**

Le samedi dans **LA PRESSE**

Nous défions toujours la compétition.  
Notre devise : Première qualité au meilleur prix!  
Venez visiter notre salle de montre

**Annoires À super prix**



5500, Chapleau  
(514) 522-5562  
Sans frais 1 877 622-5562

3219707 3224837

*J'ai consulté les astres.  
J'ai fouillé dans mes papiers.  
J'ai demandé à mon beau-frère,  
à ma voisine...*

« Et puis un jour, j'ai dit  
« C'est assez ! »

**J'ai utilisé simul® retraite**  
Outil de simulation des revenus à la retraite

**ENFIN, je sais !**



[www.rrq.gouv.qc.ca](http://www.rrq.gouv.qc.ca)

Régie des rentes Québec

322272A 3227195

BANG & OLUFSEN

Téléphone sans fil BeoCom 1. Système numérique pouvant gérer jusqu'à 8 appareils sur la même prise. Intercom, transferts d'appels, choix de couleurs.

**795 \$**



« Allo, belle-maman? J'appelais juste pour le fun ! »

seulement chez **KÉBECSON**

6555, RUE ST-DENIS ► MONTRÉAL ◀▶▶ (514) 270.7900 ◀ ▶▶ KEBECSON.COM

322752A

## VOTRE CADEAU DE CLARINS

Chez Les Ailes de la Mode, jusqu'au 16 mai 2004, obtenez l'une des quatre troussees spécialement adaptées à votre type de peau à l'achat de deux produits Clarins, dont un produit soin\*. Votre trousse Clarins contient une sélection de quatre formats d'essai essentiels à votre routine beauté quotidienne.

\*Une offre par cliente. Jusqu'à épuisement des stocks.



**CLARINS PARIS**

**AILES**  
LES AILES DE LA MODE



**CRÈME HAUTE EXIGENCE JOUR**

Cette crème est le premier soin de jour qui associe une action redensifiante et une technique douce de comblement des rides.

50 ml, 95 \$

ACTUALITÉS

# Hydro n'a pas l'intention d'investir directement dans la filière éolienne

KARINE FORTIN  
PRESSE CANADIENNE

Après avoir longtemps hésité, Hydro-Québec se dit maintenant prête à assumer le leadership en matière d'énergie éolienne. La société d'État n'a cependant pas l'intention d'investir directement dans cette filière à court terme.

« C'est une filière qui peut très bien se développer par les acteurs, par exemple les équipementiers. Il n'y a pas de nécessité qu'Hydro s'investisse comme producteur éolien », a expliqué hier le président de la division Production, Thierry Vandal.

« Ce qu'on peut faire de plus précieux, c'est d'accompagner en fournissant un service d'équilibrage tout en nous concentrant sur notre métier qui est de développer le potentiel hydroélectrique du Québec. »

L'équilibrage consiste à contrebalancer les fluctuations inévitables de la production éolienne, en utilisant occasionnellement de l'énergie provenant d'autres sources pour garantir un approvisionnement constant aux clients. Ce service indispensable serait facturé aux producteurs éoliens.

Le prix — environ 1 cent le kilowattheure — ne devrait pas nuire à la compétitivité des producteurs éoliens, a insisté M. Vandal, qui témoignait jeudi et hier à l'audience extraordinaire de la Régie de l'énergie sur la sécurité énergétique des Québécois.

**Marge de manoeuvre**

Le président a beaucoup insisté au cours de ces deux journées sur la nécessité pour Hydro de se redonner une marge de manoeuvre de 15 à 18 térawattheures le plus rapidement possible. En 2004, la société d'État prévoyait des surplus de 7 TWh mais l'hiver rigoureux les aurait déjà réduits à néant.

Si le Suroît n'est pas construit, le producteur pourrait bien n'avoir aucun excédent avant 2011, a une nouvelle fois souligné M. Vandal hier.

Ses prévisions ont été accueillies avec scepticisme par plusieurs groupes de pression qui les jugent trop pessimistes.

L'un des régisseurs s'est pour sa part montré étonné de la gourmandise d'Hydro. Jusqu'en 1998, la société d'État se contentait d'un surplus de 5 TWh. Aujourd'hui, elle estime avoir

besoin d'une marge de manoeuvre trois fois plus grande.

Selon M. Vandal, ce changement découle notamment des bouleversements survenus dans le marché nord-américain de l'énergie depuis quelques années. La hausse du prix de l'énergie à l'échelle continentale accroît « l'intérêt économique » d'avoir une grande marge de manoeuvre, a-t-il reconnu.

En clair, il y a moyen de faire aujourd'hui beaucoup plus d'argent qu'il y a cinq ou 10 ans en vendant de l'électricité à l'extérieur du Québec. Les 800 MW du Suroît donneraient probablement à Hydro la latitude nécessaire pour faire des affaires sur les marchés étrangers.

Aux groupes écologistes qui lui suggèrent de substituer des éoliennes à cette centrale polluante, M. Vandal rétorque qu'il est trop tard. « Techniquement, on n'a pas la marge de manoeuvre pour être capables de mettre de côté le Suroît et de faire dans les mêmes délais un équivalent en puissance et en énergie avec la filière éolienne », a-t-il dit.

**Groupes déçus**

Cette réponse et l'engagement timi-

de d'Hydro envers l'énergie tirée du vent ne satisfont pas les groupes de pression, dont Greenpeace et le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ).

« Hydro part de la prémisse qu'on veut faire 4000 MW d'éolien maintenant et s'en dit incapable. Mais nous on parle de 2008-2009. À ce moment-là, sa marge de manoeuvre sera revenue, notamment grâce aux nouvelles centrales hydroélectriques », a dit Steven Guilbeault, responsable de la campagne climat et énergie pour Greenpeace.

Son collègue du RNCREQ, Jean Lacroix, est lui aussi déçu du peu d'enthousiasme d'Hydro pour l'énergie produite à partir du vent.

« Ce n'est pas suffisant de faciliter les choses. Hydro demeure à la marge du débat éolien. Il faut qu'ils s'impliquent. Il faut qu'ils aient une responsabilité dans les résultats », a-t-il dit.

À son avis, si la société d'État avait relevé le défi en 2001, lors de la présentation du projet du Suroît, « on serait beaucoup plus loin dans notre réflexion sur l'éolien et on serait beaucoup plus près de l'intégrer à notre combinaison de filières ».

# Réclamation plus importante contre Black

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — La guerre qui oppose Hollinger International à son fondateur, Conrad Black, s'est radicalement intensifiée, hier, alors que le groupe de presse a porté à 1,25 milliard de dollars américains sa réclamation contre son ancien PDG ainsi que d'autres membres de sa direction.

Hollinger International a fait savoir hier soir qu'une nouvelle réclamation déposée devant une cour de Chicago, où se trouve le siège social du groupe de presse, porte à 484,5 millions de dollars américains les sommes réclamées, dont 380,6 millions en dommages et 103,9 millions en intérêts antérieurs au jugement.

L'entreprise allègue que les défendeurs se sont adonnés à des manoeuvres frauduleuses et demande donc que les dommages soient triplés, comme le prévoit la loi américaine sur la fraude et la corruption. La réclamation atteint ainsi 1,25 milliard. Hollinger International accuse notamment M. Black et ses associés de s'être appropriés de façon frauduleuse des fonds appartenant à l'entreprise ainsi que d'avoir cédé certains journaux appartenant au groupe de presse à des prix inférieurs à leur valeur réelle.

Hollinger International, qui possède entre autres le *London Telegraph*, le *Chicago Sun-Times* et le *Jerusalem Post*, réclamait précédemment 200 millions à M. Black et d'autres dirigeants.

En novembre, des membres du conseil de Hollinger International avaient accusé M. Black, trois autres dirigeants et des sociétés qu'ils contrôlent d'avoir reçu des paiements non autorisés de 32 millions.

Depuis, une véritable lutte de pouvoir s'est amorcée au sein de Hollinger International, détenue à 70 % par Hollinger inc., un conglomérat torontois que contrôle M. Black. Des démissions ont eu lieu, des départs ont été forcés et des poursuites ont été déposées devant les tribunaux.

# Le maire de Winnipeg sera candidat du PLC

STEVE LAMBERT  
PRESSE CANADIENNE

WINNIPEG — Le populaire et télégenique maire de Winnipeg, Glen Murray, ardent défenseur du monde municipal sur la scène nationale, se retire pour se présenter aux prochaines élections fédérales sous la bannière libérale.

M. Murray, 46 ans, a mis fin à des mois de rumeurs en annonçant hier qu'il allait briguer l'investiture libérale dans la circonscription de Charleswood-St. James-Assiniboia, en banlieue de Winnipeg.

L'actuel député de cette circonscription, John Harvard, a annoncé jeudi qu'il abandonnait son siège — détenu par les libéraux depuis 1988. Hier, le premier ministre Paul Martin a annoncé que M. Harvard deviendrait le prochain lieutenant-gouverneur du Manitoba.

La direction de l'association libérale de Charleswood-St. James-Assiniboia a unanimement accepté jeudi soir d'accepter M. Murray comme candidat — même avant une annonce officielle. Le président de l'association, Bill Mackay, a affirmé qu'il y aurait une assemblée d'investiture,

mais qu'il n'y aurait pas d'opposition.

Une victoire de Glen Murray aux prochaines élections n'est toutefois pas assurée si l'on considère qu'aux dernières élections, M. Harvard avait récolté un total de votes bien inférieur à ceux (combinés) des candidats de l'Alliance canadienne et du Parti progressiste-conservateur, deux partis maintenant fusionnés.

M. Murray a affirmé qu'il démissionnera de son poste de maire lorsque les brefs électoraux auront été publiés. Il aura été maire de Winnipeg pendant six ans.

Né en 1957, Glen Murray a été adopté par une famille de la classe moyenne et a grandi à Montréal, où il est resté jusqu'à ce qu'il déménage à Winnipeg en 1985 pour un poste de relations publiques à Postes Canada.

Ouvertement gai, il a plus tard travaillé dans une clinique médicale de Winnipeg où il a travaillé avec des patients atteints du sida.

Il est devenu conseiller municipal de Winnipeg en 1989, puis maire neuf ans plus tard.

M. Murray est un ancien partisan néo-démocrate.

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2004 en stock. Véhicule (UNIFORMITÉ). Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option. Le prix de vente suggéré est de 19 999 \$, taxes, frais de transport et préparation inclus. Immobilisation, assurances et taxes en sus. Frais de 12 000 km après 80 000 km. Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas restitué à la fin de la période de location. Première mensualité exigible à la livraison. Frais de financement à l'achat de 0 % pour des termes allant jusqu'à 48 mois. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager des sièges avant lors des tests d'impacts latéraux. Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des E.-U. sur les modèles 2004 équipés de sacs gonflables latéraux offerts en option. \*Basé sur les données publiées par le ministère des Ressources naturelles du Canada dans le Guide de consommation de carburant 2004. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni à aucun autre programme incluant d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Caisse GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis. **Renaissez-vous chez votre concessionnaire participant.** à gmcandada.com ou au 1 800 463-7483.



# VOILÀ CE QUI S'APPELLE ÊTRE NÉ SOUS UNE BONNE ÉTOILE.

CHEVROLET VENTURE, SÉCURITÉ 5 ÉTOILES\* ET LA PLUS FAIBLE CONSOMMATION D'ESSENCE DE SA CATÉGORIE POUR UNE 5<sup>e</sup> ANNÉE CONSÉCUTIVE.\*\*



VENTURE MAXI VALEUR

**CHEVROLET VENTURE MAXI VALEUR**

— À LA LOCATION, TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS —

**1999 \$** /mois\*  
terme de 48 mois

**0 \$** dépôt de sécurité

ou

**0 %** de financement à l'achat†

- Garantie limitée 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise • Moteur V6 3,4L de 185 HP
- Boîte automatique électronique 4 vitesses • Climatiseur et lecteur CD
- Portes électriques avec télédéverrouillage • Configuration 7 passagers avec siège pour enfant intégré



**ENERGUIDE**

★★★★★  
SÉCURITÉ 5 ÉTOILES

**GARANTIE DU GROUPE PROPULSEUR**  
5 ANS 100 000 KM  
SANS FRANCHISE

# Scotty Bowman veut que VOUS fassiez partie de son équipe gagnante.

Joignez-vous à l'équipe de Scotty en faisant le test éclair QÉ<sup>MC</sup>.

Qualité des érections

## Test – QÉ<sup>MC</sup>

Un homme âgé de plus de 40 ans sur deux éprouvera de la difficulté à obtenir ou à maintenir une érection à un moment ou un autre au cours de sa vie<sup>1</sup>.

Éprouvez-vous de la difficulté à obtenir une érection?

Non  Parfois  Oui, toujours

Avez-vous déjà eu de la difficulté à maintenir une érection assez rigide pour avoir un rapport sexuel?

Non  Parfois  Oui, toujours

Avez-vous déjà eu de la difficulté à maintenir une érection assez longtemps pour terminer un rapport sexuel?

Non  Parfois  Oui, toujours

Si vos érections vous posent problème, pensez-vous que cela nuit à votre vie de couple?

Non  Parfois  Oui, beaucoup

Avez-vous parlé de ces difficultés avec votre partenaire?

Non  Oui

Les difficultés érectiles peuvent être facilement traitées et sont souvent liées à d'autres problèmes de santé qui doivent faire l'objet de soins médicaux. Si vous avez répondu «Oui» ou «Parfois» à une de ces questions, vous devriez consulter votre médecin à ce sujet.

Pour de plus amples renseignements, téléphonez au : 1 888 DE-ASSIST (1 888 332-7747) ou visitez le site [www.qualitedeserections.ca](http://www.qualitedeserections.ca)

Conseil canadien sur la santé sexuelle de l'homme



Canadian Male Sexual Health Council

1. Feldman H.A. et coll., Impotence and its medical and psychosocial correlates: results of the Massachusetts Male Aging Study, *J Urol*, 1994, 151, p. 54-61.

MC<sup>®</sup> QÉ. Bayer et la croix Bayer sont des marques de commerce de Bayer AG utilisées sous licence par Bayer Inc.



Bayer HealthCare  
Division des produits pharmaceutiques  
LV36-0104F



GlaxoSmithKline  
98003

Saviez-vous qu'à un moment donné dans sa vie, un homme sur deux de plus de 40 ans aura de la difficulté à avoir ou à maintenir une érection? C'est ce qu'on appelle la dysfonction érectile, ou DÉ.

Si vous avez répondu « Oui » ou « Parfois » à l'une des questions du test QÉ, vous devriez consulter votre médecin, comme l'a fait Scotty Bowman.

Scotty Bowman a décidé d'encourager les hommes à se faire traiter contre la DÉ après s'être rendu compte des répercussions que ce trouble peut avoir sur une relation et sur la confiance en soi.

« Je pense que si je peux réussir à convaincre des hommes comme moi de consulter leur médecin au sujet de la DÉ, cela pourrait contribuer à améliorer leur relation ou à déceler un problème de santé dont ils ignoraient l'existence. »

Scotty Bowman, qui a remporté DIX fois la Coupe Stanley, est considéré comme le meilleur entraîneur de sport professionnel de tous les temps. Sa victoire la plus récente sur la DÉ témoigne de la vivacité inaltérable de son esprit de compétition.

« Si vous voulez adopter mon approche gagnante vis-à-vis de la DÉ, consultez votre médecin. Fiez-vous à l'entraîneur! »

— Scotty Bowman

## ACTUALITÉS

# La Chaîne culturelle de Radio-Canada devient la chaîne musicale

STÉPHANIE BÉRUBÉ

Finis la double personnalité pour la Chaîne culturelle de Radio-Canada, le 100,7 FM à Montréal. La station de radio qui présentait à la fois de la musique et des émissions culturelles deviendra essentiellement une chaîne musicale. Une partie des animateurs du 100,7 déménagera vers le 95,1, la Première Chaîne de Radio-Canada.

Qui ? Quand ? Quoi ? Hier, personne ne pouvait répondre à ces questions à Radio-Canada. Certains animateurs de la Chaîne culturelle ne cachaient pas leur inquiétude, d'autres voyaient plutôt d'un bon oeil cette redéfinition de chacune des deux stations de radio francophones de la SRC. « Nous allons rencontrer chaque animateur individuellement dans les deux prochaines semaines », a précisé Sylvain Lafrance, vice-président de la radio française. La Première Chaîne accueillera 12 heures supplémentaires en émissions culturelles, dont un café littéraire. Il n'est pas question pour l'instant de transporter telles quelles des émissions de la Chaîne culturelle à la Première Chaîne. Les mêmes artisans travailleront à de nouveaux projets.

Idem à la Première Chaîne, dont la grille de programmation sera nouvelle à 90 %. Même le nom de la station sera changé, mais le nom définitif n'est pas encore choisi, a indiqué hier Sylvain Lafrance.

### Quatre genres

La nouvelle chaîne musicale fera la part belle à quatre genres : le jazz, la musique classique, la musique du monde et la chanson francophone. La nuit, la SRC déroule le tapis

rouge aux jeunes. La programmation sera conçue pour plaire aux 16 à 34 ans, comme le fait *Bande à part* sur le Web et dans son émission du vendredi soir, à la Première Chaîne. Son expertise dans le genre devrait être mise à profit à la nouvelle station musicale.

La redéfinition des deux chaînes ne provoquera pas de mises à pied, indique le patron de la radio française, hormis les quelques départs qui sont toujours liés aux changements de saison à la radio. Il y a aura toutefois de nombreuses réaffectations, à commencer par la directrice de la Chaîne culturelle, Andrée Girard, qui laisse sa place à Christiane Leblanc.

« Aujourd'hui, nos deux chaînes peuvent être complémentaires », indique Sylvain Lafrance. Le changement ne demandera pas de modification de licence au CRTC. Selon M. Lafrance, ces changements n'ont rien à voir avec l'arrivée d'une nouvelle radio de contenu sur la bande FM, le 98,5. « Ce n'est pas une stratégie de part de marché, c'est une stratégie de mandat public », dit-il.

La Première Chaîne de Radio-Canada a une portée de 569 000 auditeurs (nombre d'auditeurs différents qui ont écouté au moins 15 minutes dans une semaine) contre 159 000 pour la Chaîne culturelle, d'après BBM (automne 2003). L'émission la plus écoutée à la Première Chaîne est *C'est bien meilleur le matin*, animée par René Homier-Roy, qui attire en moyenne 418 000 auditeurs au quart d'heure. À la Chaîne culturelle, l'émission la plus populaire, *Escale Jazz*, attirait 66 000 personnes au quart d'heure.

## Télé-Québec devra augmenter ses revenus autonomes

PRESSE CANADIENNE

Télé-Québec, qui accapare 57 millions de dollars ou 10 % du budget du ministère de la Culture, devra faire des efforts pour attirer des commanditaires et des publicitaires, recourir à l'impartition et supprimer certains privilèges d'employés, a indiqué hier la ministre de la Culture et des Communications, Line Beauchamp.

Tout cela servira à obtenir davantage de revenus autonomes et utiliser au maximum ceux qui proviennent des contribuables, selon M<sup>me</sup> Beauchamp.

Québec entend résister aux cris d'indignation entendus au cours des dernières semaines — au sujet des compressions de 5 millions à Télé-Québec — et revoir les façons de faire de la télé publique québécoise pour que l'argent public investi aille bien à sa mission

première : l'éducation et la culture. À ceux qui soutiennent que le gouvernement québécois cherche à affamer Télé-Québec, M<sup>me</sup> Beauchamp a répliqué que le budget actuel de 57 millions représente en fait 2 millions de plus que la moyenne des budgets des 10 dernières années.

Au cours des prochains jours, un comité sera mandaté pour mener une réflexion, examiner les pratiques d'affaires des gestionnaires, trouver des pistes d'autofinancement et tracer le plan d'une vaste consultation publique que pilotera M<sup>me</sup> Beauchamp en septembre.

L'examen portera sur les partenariats à établir avec le privé pour la gestion des antennes et des studios.

On regardera en outre s'il n'y a pas moyen d'augmenter les ventes publicitaires qui, reconnaît la ministre, ont augmenté au cours de la dernière année à un chiffre record.

## Éblouissez-la... avec le chatolement des diamants Birks

Rendez-vous chez Birks et choisissez parmi notre superbe collection Orbit<sup>MD</sup> de diamants et d'or qui lui rappellera toujours votre amour pour elle.

Prix spéciaux pour cette occasion\*.  
Solitaire, 950 \$.

Boucles d'oreilles à diamant, 595 \$.

Bracelet à diamants, 2 995 \$.

\*Jusqu'à épuisement des stocks en magasin.



## BIRKS

CÉLÈBRE SES 125 ANS



Le luxe est à votre portée avec le Programme Club Birks. Visitez [birks.com](http://birks.com) pour consulter notre guide cadeau de la fête des Mères.

1240, SQUARE PHILLIPS 397-2511 • FAIRVIEW POINTE-CLAIRE  
CENTRE ROCKLAND • CARREFOUR LAVAL • PROMENADES ST-BRUNO 1 800 682 2622

# Avec Club Piscine J'm'équipe pour l'été!



**Piscine hors-terre**  
18 pieds – équipée et installée

**3995\$/mois\***



**Spas à partir de**

**5299\$**

PLUS DE 100 MODÈLES PAYABLES EN 2005

**Chlore 18 kg GRANULÉ**  
**PRIX SPECIAL**  
**4999\$**  
PRIX RÉGULIER 69,99 \$

**Chlore 6 kg RONDELLE**  
**PRIX SPECIAL**  
**2499\$**  
PRIX RÉGULIER 29,99 \$



**DE PLUS À L'ACHAT**  
du chlore granulé 18 kg ou  
en rondelle 6 kg, obtenez une  
**SERVIETTE DE PLAGE GRATUITE**

format 60 x 30 po  
d'une valeur de  
**19,99 \$**

**Gazebo**  
10 x 10 pi

à partir de  
**499\$**



**Marche**  
piscine hors-terre  
**SUPER SPECIAL**

**149\$**  
PRIX RÉGULIER 299,99 \$



**Meubles de jardin**  
à partir de

**499\$ ou 1386\$**  
13 mois

Nous vous offrons  
une sélection de plus de  
60 ensembles payables  
en 36\*\* versements égaux  
ou nous payons pour vous  
l'équivalent des 2 taxes!

**LIQUIDATION** modèles 2003\*\*\* jusqu'à

**50**

% de rabais



**CLUB PISCINE SUPER Fitness**

POUR LES ADRESSES DES MAGASINS, VISITEZ NOTRE SITE INTERNET AU  
[www.clubpiscine.ca](http://www.clubpiscine.ca)

\*Sujet à l'approbation de crédit. Voir détails en magasin. — \*\*Achat minimum requis de 500 \$ S. Sujet à l'approbation de crédit VISA Desjardins. Voir détails en magasin.  
\*\*\*Applicable sur les appareils d'exercice 2003 sélectionnés. Jusqu'à épuisement des stocks. — Photos à titre d'illustration seulement. Jusqu'à épuisement des stocks.



## ACTUALITÉS

# Loto-Québec quitterait le centre-ville

## La Société d'État songe à déménager son siège social au Casino de Montréal

LAURA-JULIE PERREAULT

L'édifice du 500, rue Sherbrooke, abritant les bureaux du siège social de Loto-Québec, pourrait être bientôt mis en vente. Même s'il affirme n'avoir pas décidé si le Casino de Montréal mérite un agrandissement ou un déménagement, le président de la société d'État songe déjà à déménager ses 700 employés dans les locaux actuels de la maison de jeu de l'île Notre-Dame.

C'est lors d'un passage à *La Presse* hier que le président directeur général de Loto-Québec, Alain Cousineau, a dévoilé ces nouveaux volets de son plan de développement, rendu public la veille.

Le document de 48 pages, produit

par la société d'État, rappelle que, pour la première fois, en 2003-2004, les revenus de jeu du casino ont chuté de 20 millions de dollars et la fréquentation a diminué de 5,5 %.

Ces résultats décevants forcent la direction à émettre deux hypothèses. Ou le casino est agrandi de manière à permettre l'ouverture d'un hôtel et l'aménagement d'une salle de spectacle de 1250 sièges, ou il déménage dans le Vieux-Port de Montréal et s'intègre au grand projet de revitalisation du Havre.

Dans le second scénario, la tour à bureaux de la rue Sherbrooke sera vendue et les employés de Loto-Québec seront les seuls à fréquenter l'ancien pavillon d'Expo 67 de l'île Notre-Dame. « Les revenus engendrés par la vente du 500 (rue Sherbrooke) couvriraient largement les coûts de

réaménagement en bureaux de l'ex-pavillon de la France (le casino actuel). Au lieu de recevoir 18 000 personnes par jour, cette partie de l'île n'en recevrait que 700. Ceux qui habitent les rives ne seraient pas mécontents », a noté M. Cousineau.

Selon lui, l'actuel casino ne peut plus faire face à la compétition grandissante. Il craint particulièrement les nouveaux concepts ultramodernes et luxueux, comme celui de Niagara Falls, au coût de 1 milliard. « La concurrence est féroce et on a à composer avec un établissement qui n'offre rien : pas d'hôtel, pas de spa, des cuisines inadéquates et un théâtre trop petit », remarque-t-il.

De plus, Alain Cousineau a fait une croix définitive sur le projet de monorail qui pourrait relier, au coût de 60 millions, le casino de l'île Notre-

Dame et de nouveaux espaces de stationnement au centre-ville.

Mais si le projet du nouveau casino voyait le jour, il serait probablement relié à la station de métro Berri-UQAM par un tramway ou un monorail qui desservirait tout le Vieux-Port. L'emplacement du bassin Peel, qui appartient à 80 % au Port de Montréal, est le seul endroit considéré pour construire le nouveau casino.

M. Cousineau imagine déjà un centre de divertissement spacieux, muni d'un hôtel de plus de 300 chambres, de restaurants à la fine pointe, d'une grande salle de spectacle et d'un garage souterrain. Il croit que ces nouvelles installations attireront plus de touristes étrangers. « En Outaouais, 51 % des visiteurs sont des touristes de l'extérieur du Québec. À Montréal, c'est 16 %. On peut l'augmen-

ter et aller jusqu'à 25 % », croit le gestionnaire. Il veut aussi faire de Montréal une destination de choix pour les gros joueurs.

Des obstacles politiques à ce projet, Alain Cousineau en voit peu. Il dit avoir déjà le feu vert de la Ville et compte rencontrer sous peu la police de Montréal et les élus des arrondissements. Les discussions sont aussi entamées avec les différents propriétaires du site du bassin Peel.

Côté budget, M. Cousineau ne se permet encore aucune estimation, mais il admet qu'il n'embarquera dans cette aventure que si les bénéfices projetés réussissent à couvrir les dépenses engagées.

Le président de la société d'État fera un rapport final avant la fin de 2004. S'il voit le jour, le nouveau casino ouvrira ses portes en 2007.

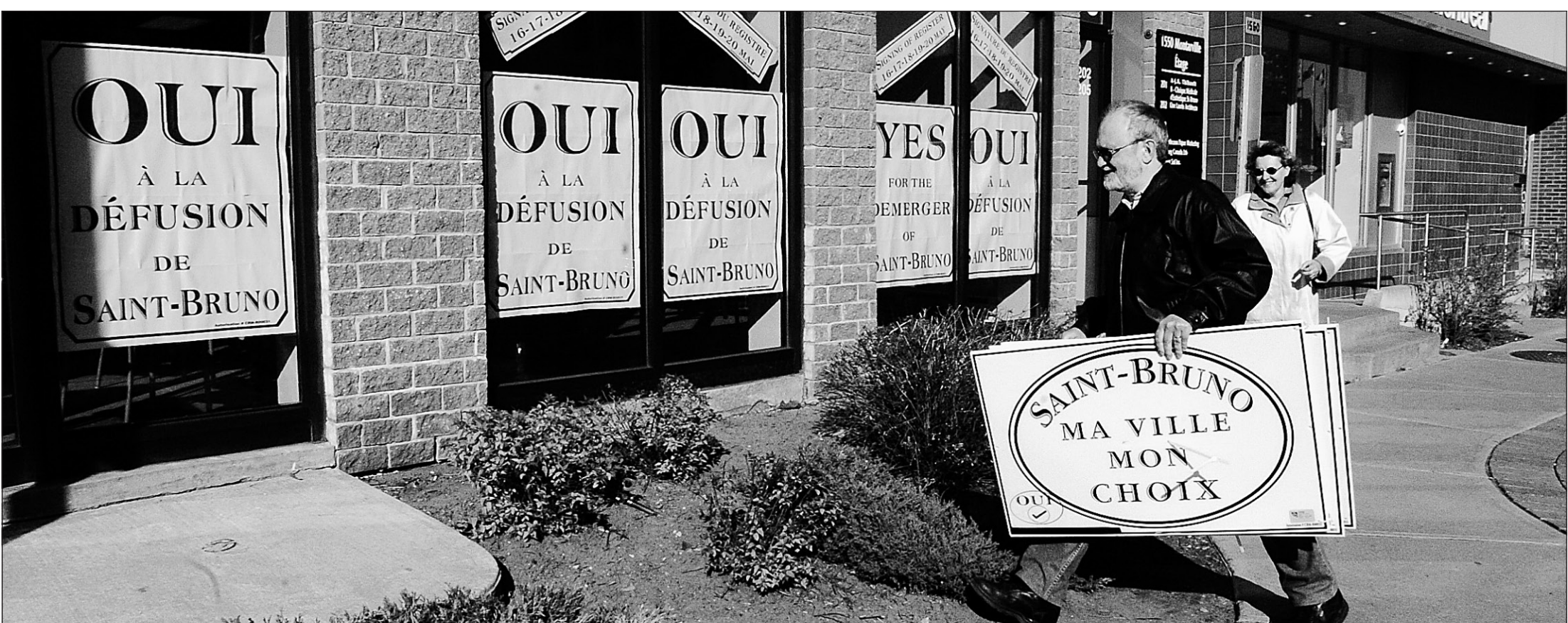


PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

Les bénévoles du comité du Oui de Saint-Bruno ont entrepris hier matin un blitz pour poser leurs affiches... démontées deux heures plus tard par les cols bleus de Longueuil. En fin d'après-midi, deux membres du comité, Jean-Claude Bergeron et Micheline Gagnon, avaient quand même réussi à en récupérer quelques-unes.

## DÉFUSIONS MUNICIPALES

# Le comité du Oui de Saint-Bruno crie à l'obstruction

SÉBASTIEN RODRIGUE

La campagne sur la défusion s'est transformée en véritable vaudeville hier, dans l'arrondissement de Saint-Bruno, à Longueuil, où les employés municipaux ont tout fait pour empêcher les militants défusionnistes d'installer leur attirail publicitaire.

Les bénévoles du comité du Oui de Saint-Bruno ont entrepris hier matin un blitz pour poser des affiches sur des poteaux et installer de larges panneaux à des carrefours stratégiques de cette ancienne ville. Toute cette publicité a pour but d'inviter les citoyens à signer les registres qui seront ouverts dans moins de 10 jours.

Un inspecteur municipal accompagné de policiers a toutefois ordonné aux bénévoles de ranger leurs panneaux parce qu'ils contenaient à la réglementation de l'arrondissement. Convaincus de leur droit à installer de la publicité, les membres du comité du Oui ont tout de même repris leur travail.

Les employés municipaux ont donc rattrapé deux heures plus tard pour démonter les affiches, ce qui s'est poursuivi pendant une bonne partie de l'après-midi. Les défusionnistes ont toutefois décidé de porter plainte à la police parce que les cols bleus auraient endommagé leur matériel.

Le directeur des communications de la Ville de Longueuil, François Laramée, indique que les directeurs des arrondissements ont récemment convenu d'appliquer à la lettre les règlements sur l'affichage durant la campagne précédant l'ouverture des registres. « Il faudrait qu'il y ait eu

une demande à l'arrondissement, mais ça n'a pas été fait, alors les employés municipaux ont décidé d'appliquer le règlement », dit-il.

Les défusionnistes soupçonnent plutôt une tactique pour museler le camp du Oui. « C'est déloyal et antidémocratique, ça suit la ligne du maire Olivier, qui ne veut pas que les citoyens aillent signer les registres pour demander un référendum », lance Ginette Durocher, de l'Alliance des citoyens pour Saint-Bruno.

Le directeur général des élections (DGE) ne supervise pas l'affichage publicitaire pendant des référendums ou des élections, précise Jean-Yves Ozenne, porte-parole du DGE. Il ajoute que les plaintes à ce sujet doivent être adressées au service du greffe de la ville. M. Ozenne mentionne toutefois que la loi sur l'aménagement et l'urbanisme précise qu'un règlement municipal ne peut pas interdire l'affichage se

rapportant à une élection ou à une consultation populaire.

Mais la Ville de Longueuil considère que la période de signature des registres ne fait pas partie de la période référendaire. « Nous ne sommes ni en période de référendum, ni en période électorale, mais nous sommes à la période des registres », dit M. Laramée.

Les défusionnistes de Saint-Bruno contestent cette idée, alléguant que les registres et les référendums font partie de la consultation lancée par le gouvernement libéral. « Nous sommes en période référendaire parce que c'est une loi sur la consultation référendaire qui est en marche, et la première étape, c'est la signature du registre », rétorque M<sup>me</sup> Durocher.

Les militants pour la défusion de Saint-Bruno comptent poursuivre l'installation de leur publicité et ceux de Boucherville commençaient à le faire hier soir.



# La diététique en fin de trimestre

Au fil d'arrivée, les étudiants ont souvent du mal à nourrir adéquatement leur cerveau

ARIANE KROL

Le sprint final est officiellement commencé dans les cégeps. Une période d'intense activité intellectuelle durant laquelle des milliers d'étudiants alternent examens, travaux longs et nuits courtes, souvent sans prendre le temps de nourrir adéquatement leur cerveau.

« On a réussi à faire l'épicerie hier, ça devait faire au moins un mois ! » s'exclame Karine Bélisle.

En début de trimestre, cette étudiante en sciences humaines trouve le temps de cuisiner et de congeler des petits plats pour ses lunchs. Mais depuis quelques semaines, ses études combinées à 35 heures de travail rémunéré par semaine ne lui en laissent plus le loisir.

Grâce à l'épicerie de la veille, elle a pu apporter une soupe instantanée, un yogourt, une barre tendre, un jus d'orange, une orange et une poire pour se sustenter avant les quatre heures de dissertation française qui l'attendent. Autrement, elle aurait dû se contenter une fois de plus d'un sandwich fait maison ou acheté à la cafétéria.

« Je n'en mange pas durant le trimestre et presque pas l'été, mais en fin de trimestre, je ne mange pratiquement que ça », dit-elle d'un air un peu désolé.

Elle est loin d'être la seule. « Le midi, je mange un sandwich d'une main en écrivant mes travaux, ou en montant l'escalier, ou dans mon cours », raconte Sara Langlois, 18 ans, qui étudie également en sciences humaines au cégep Lionel-Groulx, à Sainte-Thérèse.

Le cerveau de Karine, ou celui de Sara, trouve-t-il tout le carburant dont il a besoin entre deux tranches de pain ? N'y aurait-il pas des aliments plus efficaces pour les neurones, comme le poisson, que vantaient nos grands-mères ?

« Ce n'est pas un aliment en tant que tel, mais plutôt une combinaison. Ce sont souvent les carences qui nuisent à notre concentration, à notre humeur ou à notre rapidité à réagir », souligne Marilyn Manceau, nutritionniste au groupe Extensio, à l'Université de Montréal. Elle rappelle l'importance des fruits et des légumes, des céréales à grains entiers et des protéines de diverses sources pour éviter les carences en fer susceptibles de créer un état de fatigue. Mais ce n'est pas tout.

« C'est sûr que, en partant, un bon déjeuner complet va faire qu'on va être concentré durant la journée, c'est prouvé », dit la nutritionniste.

Quand elle se lève plus tôt pour réviser, Karine prend le temps de manger un bol de céréales ou un bagel. Sinon, elle grignote un muffin et boit un jus de fruit dans la voiture ou durant son premier cours. Sara, elle, ne quitte pas la maison sans avoir bu son jus et mangé ses toasts au beurre d'arachides.

« Un bon déjeuner comprend au moins trois ou quatre aliments de groupes alimentaires différents et une bonne proportion de glucides



Karine Bélisle, attablée au café du cégep Lionel-Groulx, avec la soupe instantanée, le yogourt, la barre tendre, le jus d'orange, l'orange et la poire qui lui permettront de tenir le coup pendant les quatre heures de dissertation française qui l'attendent.

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE ©

par rapport aux protéines. Les glucides vont directement nourrir notre cerveau alors que les protéines nous soutiennent toute la matinée. Il faut éviter les choses plus riches en sucres simples comme les barres granola très sucrées ou les toasts de pain blanc avec de la confiture. Le

À l'heure du lunch, les sandwiches triangulaires ou tubulaires, aussi ternes soient-ils, demeurent préférables au *junk-food*.

« Si on a un examen en après-midi, il est important de ne pas manger de choses lourdes, copieuses et grasses le midi parce que la diges-

**« Si on a un examen en après-midi, il est important de ne pas manger de choses lourdes, copieuses et grasses le midi parce que la digestion va être ralentie et notre cerveau sera plus occupé à faire digérer qu'à se concentrer. »**

tion va être ralentie et notre cerveau sera plus occupé à faire digérer qu'à se concentrer », dit la nutritionniste d'Extensio.

Le problème des étudiants, ce n'est pas seulement quoi manger, mais quand. Pour Karine, pas question de sortir les chaudrons si elle doit terminer un gros travail pour le lendemain ou qu'elle ne passe qu'une demi-heure à la maison avant d'aller travailler. « Je me fais des toasts ou des céréales pour souper », avoue-t-elle.

« Manger à 8 h, midi et cinq heures, ça ne m'arrive jamais. Le dîner est entre midi et 15 h, et le souper entre 18 et 20 h. Je saute des repas un peu trop fréquemment et il arrive que mon corps me le dise : j'ai des crampes et parfois des maux de tête », raconte Sara.

Sara entrera à l'UQAM en communications à l'automne et Karine prévoit commencer un bac en droit à l'Université Laval l'année suivante. Quel que soit le programme choisi, les fins de trimestre n'y seront pas plus faciles.

« Si on fait une moyenne, tout le monde est pas mal dans le même bain. Les fins de trimestre à l'université, c'est légendaire », note Carole Chatelois, responsable de la section nutrition du Centre de santé de l'Université de Montréal.

Légendaires, les « charettes » d'architecture le sont aussi. Chaque fin de trimestre, des étudiants campent dans les ateliers de la faculté d'aménagement pour terminer leur maquette. Mathieu Pomerleau n'est pas près d'oublier le centre sportif qu'il a dû concevoir à l'hiver 2003, un projet particulièrement mau-

vais... pour la santé. « J'étais tellement nerveux que souvent, je ne pensais pas à manger », se souvient le diplômé de 23 ans.

Mais, contrairement à des collègues qui empilaient les canettes de boissons énergétiques vides sur leur bureau, Mathieu n'a jamais compté sur la caféine pour pallier le manque de sommeil. « La fois où j'ai pris deux cafés et un Guru, je marchais au plafond ! J'avais trop d'énergie, je n'étais plus capable de me concentrer », raconte-t-il.

« La caféine, c'est sûr que ça réveille, mais ça peut aussi avoir l'effet inverse et donner des palpitations et mal au cœur », confirme Carole Chatelois.

Comme l'étiquetage des boissons énergétiques ne mentionne pas leur teneur en caféine, le site Internet du service de nutrition qu'elle dirige publiera bientôt une section à ce sujet. L'idéal est de ne pas dépasser 450 mg de caféine par jour, soit l'équivalent de trois tasses de café filtre.

« En trop grande quantité, la caféine affecte la qualité et la durée du sommeil. Si on ne dort pas bien, on peut être moins reposé et moins concentré le lendemain », rappelle Marilyn Manceau.



## LE SCANDALE DES PRISONS MILITAIRES

## Lynndie England: d'héroïne locale à symbole des exactions américaines

JAMES DAO  
THE NEW YORK TIMES

**FORT ASHBY, Virginie occidentale** — Pendant des semaines, le palais de justice de Mineral County a fièrement exhibé, dans son entrée, des photos de soldats du lieu en poste en Irak. « Nous sommes fiers de nos citoyens », clamaient une bannière.

Mais au cours des derniers jours, une photo a été enlevée : celle de la soldate Lynndie R. England, dont le visage est devenu célèbre pour une raison douloureusement différente.

C'est que M<sup>lle</sup> England est peut-être la personne qui ressort le plus dans la série de photos prises dans la prison de Abou Gharib, près de Bagdad. Ces photos montrent des membres de la 372<sup>e</sup> compagnie de la police militaire faisant subir des sévices à des prisonniers.

Sur l'une des photos, la soldate England, cigarette aux lèvres, pouce en l'air, fait un signe de bravo ! devant des prisonniers irakiens nus. Sur une autre, qui a été diffusée jeudi, elle tient un prisonnier nu en laisse.

Ces photos ont horrifié sa famille et ses amis, qui se posent des tas de questions. Ils sont convaincus qu'elle n'aurait jamais imaginé des choses si cruelles de son propre gré et qu'elle a dû obéir à des ordres.

Si tel est le cas, la famille et les amis devront s'expliquer comment la jeune femme dure, hardie et indépendante qu'ils connaissent a suivi un ordre qui semblait si manifestement déplacé. « Elle est plutôt têtue, explique sa mère, Terrie England. Mais cela ne veut pas dire qu'elle est incapable d'obéir à des ordres. »

Sa famille peut citer en exemples des tas d'anecdotes montrant quelle forte tête peut se révéler la soldate England. Un jour, un orage et une tornade balayèrent la ville tout juste au moment où sa soeur aînée se préparait à fêter la fin de ses études secondaires, obligeant parents et élèves à fuir la cérémonie. Tandis que les autres membres de sa famille tentaient de se réfugier dans les pièces les plus basses de la résidence, Lynndie se dirigea vers la cour. Ignorant les supplications de



PHOTO REUTERS ©

Lynndie England est peut-être la personne qui ressort le plus dans la série de photos prises dans la prison de Abou Gharib, près de Bagdad. Sur l'une d'elles, la soldate England, cigarette aux lèvres, pouce en l'air, fait un signe de bravo ! devant des prisonniers irakiens nus.

sa famille et le vent qui hurlait, elle tenta de photographier la tornade qui passait.

#### Des hordes de reporters

« Du pas ordinaire, dit M<sup>me</sup> England, cette enfant en raffolait. » Façon pour une mère de dire que sa fille pouvait se montrer impétueuse, jusqu'à l'imprudance parfois. C'est peut-être cette même disposition qui a amené la soldate England à épouser, à 19 ans, un ami de longue date, pour divorcer moins de deux ans plus tard. Ou pour s'engager dans la réserve de l'armée tandis qu'elle fréquentait encore l'école secondaire et malgré les objections de ses parents.

Un ami, Kerry Shoemaker-Davis, la décrit ainsi : « Elle est très directe, elle ne tourne pas autour du pot. C'est pourquoi ça m'a bouleversé. Ce n'est tellement pas elle. Ce n'est pas dans sa nature de faire des choses comme ça. Il n'y a rien de malveillant en elle. »

Tout comme une autre femme ori-

ginaire de la Virginie-Occidentale dont la vie a été chamboulée par ses expériences en Irak, Jessica D. Lynch, qui s'était engagée, la soldate England s'est enrôlée dans la réserve de l'armée parce qu'elle voulait économiser en vue de l'université. Elle souhaitait aussi avoir la chance de voir du pays au-delà de la petite ville qu'elle habitait.

Et tout comme le sauvetage de Jessica Lynch des mains des troupes irakiennes est devenu l'une des plus grosses affaires de la guerre, les reportages sur les photos de la prison Abou Gharib ont attiré des hordes de reporters dans la minuscule ville de Fort Ashby. Il n'y a qu'un seul feu de circulation dans cette ville de Virginie-Occidentale, mieux connue dans l'histoire pour son rôle d'avant-poste dans la guerre entre Français et Indiens.

Épuisés par la foule de reporters qui ne cessaient de cogner à leur porte, les England ont pris la fuite jeudi. « Ils avaient besoin de vacances », explique Destiny Goin, la

meilleure amie de la soldate England. « Nous ne parlerons pas de ça aujourd'hui », ajoute-t-elle.

#### Un garçon manqué

Lynndie Rana England est née en 1982 dans le Kentucky, où son père travaillait pour une compagnie de chemin de fer. La compagnie l'a muté à sa gare de Cumberland, dans le Maryland, lorsque Lynndie avait 2 ans. Alors, la famille a déménagé à Fort Ashby, qui se trouve à 20 km au sud de Cumberland.

Tous les témoignages concordent pour dire que les membres de la famille sont très unis. Lynndie, sa soeur aînée et son frère cadet, ont passé beaucoup de temps ensemble à chasser, pêcher, nager et en camping.

Ses parents disaient d'elle qu'elle était un garçon manqué, toujours à tenter de démontrer qu'elle pouvait être aussi dure et athlétique que les gars. Elle faisait une très bonne voltigeuse de champ centre à la balle molle, racontait son père

Kenneth, mercredi, au cours d'une entrevue. Parfois, elle trouvait difficile de tuer des animaux lorsqu'ils allaient à la chasse.

« Je pense qu'elle n'a jamais tué un cerf, dit M<sup>me</sup> England, qui a 44 ans. Je pense qu'elle venait parce qu'elle voulait être dehors et parce qu'elle voulait être avec moi. »

À l'école secondaire, soutiennent ses parents, elle était une bonne élève mais elle ne figurait pas au tableau d'honneur, comme son amie Destiny. Mais elle rêvait d'aller à l'université parce qu'elle souhaitait devenir une « chasseuse de tempêtes », une sorte de météorologue qui ne se contente pas d'étudier le mauvais temps, mais qui se plonge carrément dedans.

Ses parents disaient qu'ils avaient les moyens de l'aider à payer ses droits de scolarité. Mais la soldate England, 21 ans, a insisté pour se débrouiller toute seule. Alors, elle s'est engagée dans l'unité locale de la réserve de l'armée, la 372<sup>e</sup>, à Cresaptown, dans le Maryland, pour obtenir l'aide financière de l'armée en vue de ses études universitaires.

« Je lui ai dit que je ne voulais pas qu'elle fasse ça, raconte M<sup>me</sup> England. Mais elle m'a répondu : « M'man, je vais avoir 18 ans dans un mois et je vais m'engager de toute façon. » Elle peut être comme ça. »

Au sortir de l'école secondaire, elle a travaillé dans une usine de transformation du poulet et dans un supermarché IGA près de chez elle. Puis, en mars 2002, elle a épousé un ami de longue date qui travaillait avec elle au supermarché, James L. Fike. Aux yeux de certains de ses amis, ce mariage-surprise avait des allures de caprice. Le couple est divorcé, mais les jeunes gens sont demeurés des amis, a indiqué M<sup>me</sup> England au cours d'entrevues cette semaine.

Lors de son service en Irak, racontent des membres du 372<sup>e</sup>, la soldate England a eu des relations amoureuses avec un autre homme impliqué dans le scandale des sévices, le spécialiste Charles A. Graner.

Les responsables militaires disent qu'elle est enceinte et qu'elle a été transférée à Fort Bragg, en Caroline du Nord.

## Les tortures offensent Dieu lui-même, selon le Vatican

AGENCE FRANCE-PRESSE

**CITÉ DU VATICAN** — L'archevêque Giovanni Lajolo, ministre des Affaires étrangères du pape, a qualifié hier de « scandale » qui « offense Dieu lui-même » les tortures perpétrées contre les prisonniers irakiens.

« La violence contre l'homme offense Dieu lui-même, qui a créé

l'homme à son image », a déclaré le haut prélat dans une interview accordée à la chaîne de télévision publique italienne TG2.

Il a condamné avec fermeté « ces épisodes de brutalité, contraires aux droits de l'homme les plus élémentaires et radicalement contraires à la morale chrétienne ».

« Le scandale est d'autant plus grave si ces épisodes ont été com-

mis par des chrétiens », a-t-il commenté.

« Il faut quand même souligner que dans une démocratie de tels délits ne sont pas dissimulés, comme c'est le cas aux États-Unis où les responsables sont jugés et punis, tout comme leurs supérieurs qui n'ont pas rempli leur devoir de surveiller », a dit l'archevêque.

M<sup>gr</sup> Lajolo a souhaité que l'Irak retrouve au plus tôt sa souveraineté et son indépendance et que le pays soit gouverné par « un dirigeant irakien compétent, reconnu comme tel par son peuple », grâce aussi « à un rôle déterminant » des Nations unies.

« La présence de M. Brahimi (Lakhdar Brahimi, envoyé spécial de l'ONU en Irak) à Bagdad, permet d'espérer que les Nations unies pour-

ront bientôt assumer ce rôle », a-t-il souligné.

Dès jeudi, le prédécesseur de M<sup>gr</sup> Lajolo, le cardinal français Jean-Louis Tauran, avait déclaré que les images de prisonniers irakiens torturés avaient « un effet terrible sur les populations arabes et dans le monde ». « Quand on bafoue ainsi la dignité humaine, on dresse des barrières », avait estimé le cardinal.



## LE SCANDALE DES PRISONS MILITAIRES

## Abou Gharib, lieu maudit de l'occupation

Du temps de Saddam Hussein, des milliers de détenus politiques ont été torturés dans la prison d'Abou Gharib, située à 30 kilomètres de Bagdad. Aujourd'hui, le passé revient hanter le présent mais, cette fois, ce sont les Américains qui sont en cause.

ANNE-SOPHIE LE MAUFF  
COLLABORATION SPÉCIALE

« Entre Saddam et Bush, je préfère Saddam. Mieux vaut être torturé par son président que par son colonisateur. »

Incarcéré pour port illégal de kalachnikov, Hamid Jassim a passé l'an dernier deux mois dans la prison d'Abou Gharib, rebaptisée Centre correctionnel de Bagdad après la chute du régime l'an dernier. Avec pour seule nourriture de l'eau et des biscuits, entassé avec 200 autres détenus dans un espace de moins de 50 mètres carrés, l'homme a difficilement supporté ses conditions de détention.

« Les interrogatoires étaient musclés et souvent humiliants. L'espace était si petit qu'on dormait accroupi », relate-t-il. Hamid est pourtant un habitué des lieux. Il y est resté neuf ans sous l'ancien régime pour avoir « passé à tabac un sous-officier ». Après la révélation, ces derniers jours, de sévices infligés aux prisonniers par des soldats américains, les

Irakiens considèrent ce centre carcéral de haute sécurité comme le symbole « maudit » de l'occupation.

Le rapport est accablant. Entre octobre et décembre 2003, des soldats ont frappé et sauté sur les pieds nus des prisonniers, ont sodomisé un détenu et en ont menacé d'autres de viols. La population demande aujourd'hui que justice soit faite par la voie de Cheik Abdel Salam Al Koubaissi, représentant du Comité des oulémas musulmans. « Les soldats impliqués dans ces crimes doivent être punis. Laissez les avocats faire leur travail », a-t-il récemment déclaré.

Devant la porte centrale de la prison, des centaines de familles de prisonniers attendent derrière de hauts murs de barbelés. Le silence est de mort, la chaleur de plomb. Hommes, femmes, enfants scrutent le moindre pas des militaires américains. Habitée de la traditionnelle robe noire chiite, une mère de famille rompt le silence pesant : « Je vous en supplie, crie-t-elle aux soldats américains, rendez-moi mes enfants, ils n'ont rien fait. S'il vous plaît, ne les torturez pas. »

Depuis trois mois, Sabah est sans nouvelle d'eux. Une nuit, des GI ont fracturé la porte de son domicile, situé dans la périphérie de Bagdad. Après avoir perquisitionné dans la maison à la recherche de grenades, de kalachnikovs et autres armes, ils ont emmené trois de ses fils. De « pauvres boulangers » qui, selon elle, n'ont aucun lien avec la résistance. « Ils n'ont jamais connu la prison sous Saddam et ont déserté pendant la guerre », jure la vieille dame. Violentement frappés, les garçons n'ont plus donné signe de vie depuis lors. La famille a appris leur incarcération dans la prison d'Abou Gharib seule-



PHOTO REUTERS ©

Des militaires américains assuraient une présence musclée, jeudi, pendant que des centaines d'Irakiens manifestaient à l'extérieur de la prison d'Abou Gharib.

ment quelques jours après leur arrestation.

#### Colère

La colère prend de l'ampleur dans la longue file d'attente. « Comment pouvez-vous nous coloniser et en plus nous torturer ? Ici, on ne veut pas de vous, foutez le camp », hurle une vieille femme dont huit membres de la famille sont emprisonnés dans cet établissement de sinistre réputation.

Le regard creusé par des jours sans dormir, une femme prend la parole. L'histoire est similaire.

« Nous étions tranquillement en train de nous reposer lorsque les Américains ont défoncé la porte de notre maison il y a trois mois. Ils ont pris mon fils et l'ont tapé jusqu'à ce que le sang coule. Avant de l'enlever, ils ont tout cassé à l'intérieur », explique-t-elle.

Désespérée, elle attend depuis deux mois l'hypothétique feuille délivrée

par les autorités américaines. Ce bout de papier, qui prend souvent des semaines à venir, est censé donner aux proches le droit de rendre visite à leurs prisonniers. Une illusion car, en dépit de son obtention, rares sont les familles à pouvoir pénétrer dans les dédales de la prison.

« En nous humiliant de la sorte, ils font de nous de futures bombes humaines. Que les terroristes américains s'en aillent et laissent en paix nos enfants », conclut-elle.

## Les abus s'inscrivent dans un « vaste système »

MARC THIBODEAU

Alors que l'administration américaine s'évertue à répéter que les sévices imposés à des détenus irakiens de la prison militaire d'Abou Gharib sont les actes « isolés » de soldats ayant perdu toute mesure, de nouveaux éléments sont venus appuyer hier la thèse contraire.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui est chargé de veiller à l'application des conventions de Genève sur les droits des prisonniers, a quitté sa réserve habituelle pour souligner que les sévices relevés dans la prison irakienne, « assimilables à des tortures », s'inscrivaient dans un « vaste système ».

« Il est manifeste que nos observations (dans les prisons en Irak) ne nous autorisent pas à conclure que ce que nous constatons dans le cas d'Abou Gharib étaient des actes isolés de la part de membres particuliers des forces de la coalition. Ce que nous avons décrit correspond à un modèle, un vaste système », a indiqué le directeur des opérations du CICR, Pierre Krahenbuehl, au cours d'une conférence de presse à Genève.

Il a précisé à cette occasion que son organisation avait visité la prison d'Abou Gharib toutes les cinq ou six semaines depuis août dernier et qu'elle avait fait part de ses inquiétudes aux autorités de Washington au sujet des prisons irakiennes en réussissant à obtenir « certaines améliorations ».

**Amnistie internationale, dans une longue lettre adressée hier au président américain, souligne que les « crimes de guerre » relevés à Abou Gharib reflètent des pratiques qui ont aussi été notées dans d'autres prisons militaires.**

Le CICR, qui se contente habituellement de discuter ses observations avec les autorités responsables des prisons inspectées, a fait une rare exception à la règle en raison de la publication dans le *Wall Street Journal* du contenu d'un de ses rapports faisant état d'abus répétés en Irak de la part du personnel des services de renseignement américains.

Un rapport interne de l'armée américaine sur la situation à la pri-

son d'Abou Gharib publié plus tôt cette semaine mettait en cause les responsables des services de renseignement, accusés d'avoir encouragé les soldats en poste dans la prison à « amadouer » les détenus pour faciliter leur interrogatoire.

Selon ce rapport, qui parlait de nombreux et « sadiques » cas

cadre mal avec les prétentions de la Maison-Blanche sur la nature limitée des abus.

Amnistie internationale, dans une longue lettre adressée hier au président américain, George W. Bush, souligne dans cette veine que les « crimes de guerre » relevés à Abou Gharib reflètent des pratiques qui ont aussi été notées dans d'autres prisons militaires.

« Au cours des deux dernières années, des allégations concordantes de brutalité et de cruauté envers des détenus par des agents américains, notamment en Irak et en Afghanistan, ont été présentées par Amnistie internationale et par d'autres aux plus hauts niveaux du gouvernement américain », souligne la secrétaire générale de l'organisation, Irene Khan, qui juge peu crédible les réactions de « surprise » du gouvernement américain.

Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, qui s'est excusé à son tour hier des abus subis par des détenus irakiens tout en excluant de démissionner, suscite particulièrement l'ire d'Amnistie internationale.

L'organisme relève qu'il soutenait toujours en milieu de semaine, près d'une semaine après le début du scandale déclenché par la diffusion d'images de sévices sur la chaîne CBS, que ces gestes constituaient des abus, mais non de la torture, et que « l'allégation d'abus » était une pratique courante « des terroristes ».

#### Révision réclamée

M<sup>me</sup> Khan, qui réclame une révision de fond en comble des pratiques de détention ainsi que l'inculpation de toutes les personnes responsables des abus, prévient que l'administration Bush sera jugée, en bout de piste, sur ce qu'elle fait et non sur ce qu'elle dit dans ce dossier.

« Le bilan de votre gouvernement en ce qui a trait aux détentions de la guerre au terrorisme est source d'inquiétude puisque les principes élémentaires en matière de droits de l'homme continuent d'être violés en dépit de l'attachement déclaré de l'Administration à ces mêmes principes », souligne la secrétaire générale d'Amnistie internationale.

Avec l'Agence France-Presse.



## LE SUICIDE CHEZ LES JEUNES



PHOTO KEVIN P. CASEY, ASSOCIATED PRESS

Deux fans de Kurt Cobain, des jeunes filles de 18 ans, Kristin Nelson et Amberae Poorman, lisent les messages laissés sur le banc du parc près de la maison où s'est suicidé le chanteur il y a 10 ans.

# Les 12 dernières semaines

Spleen, vague à l'âme, désespoir. Tout cela peut mener au suicide, mais cela n'explique pas tout. Qu'est-ce qui pousse une minorité à s'enlever la vie, alors que tant d'autres survivent aux pires deuils, aux plus cruelles souffrances et aux plus gros chagrins d'amour ? Des chercheurs de 19 pays réunis en colloque à Montréal cette semaine ont fait voler en éclats quelques idées reçues sur le suicide.

LOUISE LEDUC

La nuit où il s'est suicidé, je venais de le laisser, a dit l'une. Ce matin-là, il venait de se faire menacer de mort pour dettes de drogue, a dit l'autre. J'ai croisé par hasard mon fils au centre-ville quelques jours avant qu'il s'enlève la vie : je crois qu'il a eu très honte que je sache qu'il était devenu proxénète.

À la copine, à la mère, au frère des 66 hommes de 18 à 53 ans qui se sont suicidés en 1999 et en 2000 dans la région de Montréal, Michel Tousignant, professeur de psychologie à l'UQAM, a posé la même question : que s'est-il passé dans les 12 semaines qui ont précédé le suicide ? « En gros, disons que la plupart de ces hommes n'étaient pas de « beaux cas » pour les thérapeutes : c'étaient, bien souvent, des hommes violents, avec des problèmes d'alcool ou de drogue et souvent aux prises avec la père », résume-t-il.

Qu'on en juge : de ces 66 hom-

mes, 10 étaient vendeurs de drogues ; dans les mois qui ont précédé leur suicide, neuf avaient été menacés par des gens à qui ils devaient de l'argent ; 26 avaient commis un acte grave au sens de la loi (un vol ou une agression, par exemple).

Leur vie amoureuse ? Plutôt compliquée. Dans les deux années précédant leur suicide, pas moins de 70 % de ces hommes avaient vécu une séparation temporaire ou permanente ou avaient vu leur conjointe les avertir qu'elle était sur le point de partir. « Huit des 66 hommes ont d'ailleurs vécu une séparation dans les 24 heures qui ont précédé leur suicide », note M. Tousignant.

Plus globalement, dans 80 % des cas, un événement majeur, le plus souvent une rupture amoureuse, a déclenché le suicide. « Le poids des dettes et des conflits familiaux est déterminant dans l'acte définitif », dit encore M. Tousignant.

Après s'être posé le même genre

de questions pour les 18 à 30 ans, Francine Gratton, sociologue et professeure à l'Université de Montréal en sciences infirmières, est actuellement en train de se pencher sur le suicide de 12 jeunes de 12 à 17 ans. Quantité de proches ont accepté de la rencontrer en entrevue et de lui remettre les journaux intimes, les lettres d'adieux, les agendas et les dessins de leur adolescent.

Les raisons des suicides se sont révélées très différentes dans les deux groupes d'âge. « Les suicides des 18 à 30 ans sont souvent des suicides « d'être », très orientés sur l'avenir, observe M<sup>me</sup> Gratton. Ces gens se sont souvent fixé des buts dans la vie et croient qu'ils ne pourront pas les atteindre. Au contraire, les jeunes de 12 à 17 ans n'étaient pas tant préoccupés par leur avenir que par le moment présent. Quelque chose de difficile survient dans leur vie — la séparation de leurs parents, une difficile transition entre l'école primaire et

secondaire — et voilà que ça tapisse toute leur vie. Ils commettent des suicides « d'émotion », sans se rendre compte que le problème auquel ils font face est peut-être très passager. »

Contrairement aux sujets de 18-53 ans de M. Tousignant, aucun des 12 adolescents étudiés par M<sup>me</sup> Gratton n'avait de problème de drogue. Pas de familles infernales non plus.

« Il s'agissait essentiellement d'adolescents à fleur de peau, qui n'avaient pas appris à gérer leurs émotions. Ces adolescents dominaient souvent mal leurs colères et, au lieu de discuter, ils passaient à l'action. »

**«Soyez des ventouses avec votre adolescent et relayez-vous auprès de lui le temps que la crise passe.»**

C'est la raison pour laquelle les experts réunis en colloque sur le suicide cette semaine ont beaucoup insisté sur l'importance d'enseigner aux enfants, très tôt, à résoudre leurs problèmes.

M<sup>me</sup> Gratton est de ceux-là. « Il faut dire et répéter aux enfants que,

à chaque problème, il y a plusieurs solutions possibles. On ne doit pas les laisser seuls face aux émotions très fortes qui les submergent. »

Souvent, l'entourage de l'adolescent se sera aperçu que quelque chose ne va pas. « Dans bien des cas, les parents ont dit aux enseignants ou au personnel de l'école que leur enfant n'allait pas bien. Souvent, ils ont demandé qu'un psychologue, à l'école, voie l'enfant. »

Le problème, c'est que l'adolescent ne se laissera pas aider facilement. Ni par un psychologue ni par ses proches. « Il sera souvent fuyant au possible et enverra promener tout le monde, explique M<sup>me</sup> Gratton. Qu'importe : acharnes-vous ! Soyez des ventouses avec votre adolescent et relayez-vous auprès de lui le temps que la crise passe. »

Un adolescent change brusquement de comportement ? Alerte rouge. Et dans tous les cas, mieux vaut se fier à son intuition si l'on sent que quelque chose cloche.

« Plusieurs des 12 adolescents sur lesquels je me suis penchée avaient une belle estime d'eux-mêmes et étaient même des petits leaders. Les adolescents qui se suicident, ce ne sont pas toujours les petits gars tout seuls dans leur coin qui sont les têtes de Turc de l'école. »

# LE SUICIDE CHEZ LES JEUNES

## Des méthodes préventives simples

### Par exemple en limitant le nombre de pilules contenues dans des boîtes d'analgésiques

LOUISE LEDUC

En Grande-Bretagne, une loi a été promulguée en 1998, limitant la grosseur des boîtes d'analgésiques en vente libre en pharmacie, les faisant passer de 100 à 32 pilules. Après avoir jeté les hauts cris, « les entreprises pharmaceutiques ont finalement été ravies : elles vendaient plus de boîtes d'analgésiques, contenant de plus petites quantités, et se faisaient ainsi plus d'argent qu'en vendant de grandes quantités par boîtes », dit Keith Hawton, directeur du Centre de recherche sur le suicide, à l'Université d'Oxford, en Angleterre.

L'intérêt ? « Les gens conservent ainsi de bien moins grandes quantités d'analgésiques à la maison et, en cas de crise, ils risquent beaucoup moins d'en avaler des dizaines d'un coup », poursuit M. Hawton.

Quatre ans après la promulgation de la loi, on note en Grande-Bretagne une réduction de 30 % des ad-

missions dans les unités de transplantation de foie. Dans les trois années suivant la loi, 199 décès ont pu être évités.

La conclusion du Dr Hawton ? « Réduire l'accès aux analgésiques devrait être au coeur de toute stratégie nationale de prévention du suicide. »

#### Faire tirer 1000 verrous d'armes à feu

Une grande offensive antisuicide au Saguenay—Lac-Saint-Jean a été lancée en 2000. Un coloré chroniqueur de chasse et de pêche, « très opposé à la loi sur les armes à feu, mais sensible au gros bon sens » — dixit Robert Simon, responsable du programme — a accepté d'être le porte-parole. L'élément clef de la campagne : le tirage au sort de 1000 verrous pour armes à feu. « De tels verrous coûtent environ 10 \$ chacun en magasin, mais comme on les a achetés en gros, ça ne nous a pas coûté plus de 5000 \$. Vous vous rendez compte du nom-

bre d'armes à feu qui sont maintenant entreposées de façon sécuritaire grâce à une toute petite dépense de 5000 \$ ? » demande M. Simon.

Notons que les armes à feu sont utilisées au Québec dans environ 25 % des suicides. Dans le tiers de ces cas, les armes à feu utilisées n'appartenaient pas à la victime, mais à une tierce personne.

L'organisme anglais Samaritans fête cette année ses 50 ans. Connue au départ pour sa ligne d'aide téléphonique, il est de plus en plus réputé pour son service par courriel. En moins de 24 heures, l'organisme garantit une réponse à toute personne en détresse qui fait appel à eux. « Nous avons créé ce service il y a 10 ans et nous recevons maintenant 99 000 courriels annuellement », indique Simon Armson, directeur de Samaritans. Le seul fait d'écrire sa détresse semble thérapeutique et l'on croit rejoindre par courriel beaucoup d'hommes qui ne veulent pas nous téléphoner. »



PHOTO TOBY TALBOT, ASSOCIATED PRESS

Quand il y en a moins dans le contenant, on en garde forcément moins à la maison.

## Quand le CLSC débarque

LOUISE LEDUC

Il y a quelques semaines, un très jeune enfant a tenté de s'enlever la vie dans la région de Montréal. En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, une brigade d'intervenants de tous acabit du CLSC local — une dizaine de travailleurs sociaux et de psys — a débarqué en trombe à l'école. Cette façon de faire, très répandue, est aujourd'hui remise en question.

« Nous croyons maintenant qu'il faut éviter ce type d'intervention systématique », indique Monique Séguin, professeure de psychologie à l'Université du Québec en Outaouais, qui a mené une étude sur le sujet entre 2001 et 2003.

Ses conclusions : plutôt que d'arriver dans une école et de se rendre dans toutes les classes, mieux vaut y aller d'interventions ciblées auprès d'élèves particulièrement touchés. Après tout, dans une école de 3000 élèves, par exemple, il est impossible que chacun ait connu le jeune qui s'est suicidé.

« Quand un jeune s'enlève la vie, l'école doit réagir très prudemment, croit aussi Francine Gratton, sociologue et professeure à l'Université de Montréal en sciences infirmières. En accordant une grande attention au jeune qui s'est suicidé, le danger est grand d'en faire un héros aux yeux des autres élèves. »

Brian Mishara, directeur du Centre de recherche et d'intervention

sur le suicide et l'euthanasie (UQAM) préconise aussi l'approche nuancée : « Il faut éviter de dramatiser l'affaire et d'énervier les enfants qui ne le sont pas, croit-il. En même temps, il faut que tous les jeunes qui ont manifestement besoin d'aide en reçoivent. Si cela justifie que 10 ou 12 personnes du CLSC débarquent dans l'école, soit, mais il faut vraiment être certain que beaucoup d'enfants sont perturbés. »

Dans tous les cas, la plus mauvaise idée est d'organiser, à la suite d'un suicide, un grand rassemblement dans un gymnase ou une chapelle. « Dans les écoles, il ne faut pas parler de suicide si l'on n'est pas en mesure de voir de quelle façon la discussion est reçue par chacun des jeunes », dit Lanny Berman, directeur de l'Association américaine de psychologie.

Tout cela est très culturel, comme le relève bien Carol Navarro, psychologue au Centre d'étude et prévention du suicide à Genève. « Je sais qu'ici, au Québec, quand un suicide survient, il n'est pas rare que les parents en soient avisés par lettre. Nous, on ne fait rien de tout cela. Les écoles suisses sont très fermées et jamais on ne pourrait imaginer qu'un groupe de psychologues ou de travailleurs sociaux puisse entrer dans une classe et demander aux jeunes de s'exprimer sur le suicide d'un camarade de classe. Ce serait impensable. »

## Un risque cinq fois plus élevé dans les centres jeunesse

LOUISE LEDUC

Les jeunes pris en charge par les centres jeunesse risquent cinq fois plus de s'enlever la vie que les autres adolescents québécois, et une révision des stratégies de prévention s'impose, lit-on dans la dernière livraison de la revue américaine *Suicide and Live Threatening Behavior*.

Cosignée par quatre chercheurs québécois, l'étude signale au demeurant que le tiers des adolescents de moins de 18 ans qui se suicident sont sous la responsabilité des centres jeunesse. En conséquence, les auteurs suggèrent un dépistage beaucoup plus systématique « des maladies psychiatriques, notamment la dépression ».

Judith Laurier, porte-parole des centres jeunesse, signale qu'un protocole a déjà été mis en place pour que les médecins et les centres jeunesse, notamment, travaillent plus étroitement. N'empêche, « le manque, voire l'absence de psychiatres dans certaines régions compliquent l'application du protocole ». De manière générale, il manque aussi 750 intervenants dans les centres jeunesse « pour que chacun n'ait pas plus de 16 jeunes à sa charge ».

Ces tristes données sur les centres jeunesse ont à tout le moins le grand mérite de désigner « un groupe cible très précis » sur lequel il faut maintenant se concentrer, relève François Chagnon, coauteur de l'étude et ad-

joint au directeur du Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie (UQAM).

Les données sur les centres jeunesse mettent aussi en lumière le fait que tous ne sont pas également vulnérables face au suicide.

« Il est rare que le suicide arrive comme un coup de tonnerre dans un beau ciel bleu », résume Marie Julien, conseillère scientifique à l'Institut national de santé publique du Québec.

Ainsi, selon l'Organisation mondiale de la santé, jusqu'à 90 % des personnes qui se suicident, qu'elles soient adolescentes ou adultes, ont un problème de santé mentale (la dépression, dans la moitié des cas).

**« Il est rare que le suicide arrive comme un coup de tonnerre dans un beau ciel bleu. »**

Au Québec, des résultats préliminaires d'une étude menée notamment par la pédopsychiatre Johanne Renaud, de l'hôpital Sainte-Justine, indiquent par ailleurs que le cannabis est en cause dans le quart des suicides d'adolescents.

En Suisse, une étude de la psychologue Carole Navarro a établi qu'entre 70 % et 80 % des jeunes des régions de Lausanne et de Genève qui avaient tenté de se suicider ou qui

avaient des idées suicidaires avaient une dépendance au cannabis.

Fait à noter, même si les personnes qui s'enlèvent la vie ont largement un problème de dépression, il ne faut pas penser que les antidépresseurs et les traitements psychiatriques peuvent tout. « L'Organisation mondiale de la santé a établi que même si l'on arrivait à soigner tous les troubles psychiatriques, on n'éviterait que le quart des suicides », signale Diego De Leo, directeur de l'Institut australien pour la recherche et la prévention du suicide.

Alors quoi ? Alors, il y a autre chose. « Un contexte culturel, peut-être, avance M. De Leo. Dans les pays musulmans, il y a très peu de suicides. En Lituanie, par contre, où l'ancien régime communiste a complètement évacué la religion, le taux de suicide est trois fois plus élevé que celui du Québec. La religion y est-elle pour quelque chose ? Et que dire du fait que la société juge encore très durement les hommes qui présentent des faiblesses ? »

Lanny Berman, directeur de l'Association américaine de psychologie, juge pour sa part qu'on devrait continuer de se pencher sur ce qui semble pousser les gens au suicide, mais en insistant davantage sur ce qui peut nous en éloigner. « Le fait d'avoir un confident et de ne pas se tourner vers les drogues ou l'alcool quand on est déprimé semblent être de très efficaces facteurs de protection. »

## Même par temps du yâble.

Une ligne téléphonique sur laquelle on peut compter, c'est une ligne de confiance.



Bell est fière de commander l'équipe olympique canadienne.



Et bien simple.™

# Le luxe. Version abordable.

Ford Taurus LX 2004

19 998 \$ à l'achat\*

- Moteur V6 de 3 L
- Boîte automatique 4 vitesses
- Sièges pour 6 occupants
- Glaces, rétroviseurs et verrouillage des portes à commande électrique
- Volant réglable
- Climatisation
- Antidémarrage SecuriLock®
- Programmeur de vitesse



# La sécurité. À prix sécurisant.

Ford Freestar SE 2004

299 \$ / mois\*\*  
Transport inclus  
Location 48 mois  
Ensemble sécurité active  
inclus – valeur de 800 \$

Obtenez 0 % de financement à l'achat jusqu'à 60 mois\*



Le « meilleur choix »  
de l'Insurance Institute  
for Highway Safety

Groupe motopropulseur : Nouveau moteur V6 de 4,2 L (couple : 265 lb-pi à 3 500 tr/min) • Boîte automatique à 4 rapports avec commande hydraulique à réponse rapide pour des passages de vitesse plus souples • Nouveaux supports hydrauliques du groupe motopropulseur pour un roulement silencieux • Toute nouvelle suspension avant • Climatisation à 3 zones en option • Pédales à réglage électrique en option



Le Ford Freestar a obtenu la plus haute cote de sécurité pour le conducteur et le passager avant en cas de collision frontale décernée par la National Highway Traffic Safety Administration du gouvernement américain (www.NHTSA.com).

## Exclusif à Ford



### Ensemble sécurité active

1. Contrôle dynamique de stabilité AdvanceTrac®
2. Antipatinage à toutes les vitesses
3. Fonction d'assistance au freinage d'urgence
4. Sonar de recul

Ford, le choix n° 1 au pays<sup>‡</sup>



Bien pensé

Photos à titre indicatif seulement. \*Transport (Taurus : 995 \$) et taxes applicables en sus. \*\*Dépôt de sécurité de 350 \$, mise de fonds de 4 295 \$ et première mensualité exigés. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. L'offre de 0 % de financement à l'achat s'applique à l'achat des modèles Freestar 2004 neufs en stock pour un terme maximal de 60 mois. Ces offres s'adressent à des particuliers sur approbation de crédit de Crédit Ford et ne peuvent être jumelées à aucune autre, à l'exception de la remise aux diplômés pour laquelle certaines conditions s'appliquent. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Ces offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules neufs en stock et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Votre conseiller Ford peut vendre ou louer moins cher. Voyez votre conseiller Ford pour obtenir tous les détails. †Selon les données d'immatriculation Polk (de janvier 2002 à août 2003) relatives aux véhicules de marque Ford.

# Chauffeur d'autobus condamné pour avoir rudoyé une vieille dame

ANDRÉ CÉDILOT

Un chauffeur de la Société de transport de Montréal vient d'être vertement rabroué par un juge de la Cour des petites créances pour avoir rudoyé dans son autobus une vieille dame de 80 ans sans défense.

« Rien, mais absolument rien ne permet de justifier le comportement

brutal, sauvage et purement gratuit du défendeur », a lancé le juge Antonio De Michele, en condamnant Bertrand Laniel et la STM à verser 3000 \$ à la pauvre femme pour des dommages moraux et physiques.

L'incident s'est produit vers 13 h 30, le 6 décembre 2002. M<sup>me</sup> Georgette Girard montait dans l'autobus en montrant un billet de correspondance

périmé quand le chauffeur l'a subitement agrippée par son manteau à la hauteur de la gorge. En tentant de se dégager, elle a subi des égratignures à une main et perdu deux boutons à son manteau.

Témoign ahurie et furieuse de cette scène déplacée, une autre passagère a incité M<sup>me</sup> Girard à porter plainte à la police à sa descente de l'autobus,

quelques rues plus loin. Dans son témoignage devant le tribunal, M<sup>me</sup> Collette Lafontaine-Brière a dit avoir été tellement secouée par ce brutal événement qu'elle a évité par la suite de prendre un autobus conduit par Laniel.

En défense, le chauffeur a admis avoir empoigné l'octogénaire afin de vérifier sa correspondance. Se-

lon lui, il était de son devoir de s'assurer que le billet était valide. De l'avis du juge, quel que soit le contexte et les directives de la STM, il s'agit « d'un comportement totalement inapproprié et inadmissible de quiconque, et en particulier de la part d'un représentant d'un service public à la population », écrit-il dans son jugement rendu le 29 mars dernier.

Estimant qu'il s'agissait d'une faute grave pour laquelle la STM a sa part de responsabilité, le juge De Michele a accordé à M<sup>me</sup> Girard 1500 \$ pour ses souffrances physiques et psychologiques, ainsi qu'une somme additionnelle de 1500 \$ à titre de dommages exemplaires.

## Plateau Mont-Royal

### Le comité exécutif divisé sur un projet de condos

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le comité exécutif de la Ville de Montréal a donné le feu vert, mercredi, à la vente de « droits aériens » à un promoteur immobilier dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal pour la construction de condos.

Fait rare : deux de ses membres, Helen Fotopulos et Michel Prescott, ont inscrit leur dissidence. Ils s'opposent à cette transaction, autorisée à la fin du mandat de Pierre Bourque comme maire de Montréal. Les autres membres du comité exécutif ont toutefois préféré approuver la transaction, de peur d'exposer la Ville à des poursuites judiciaires.

Le comité exécutif devait à nouveau valider cette transaction parce qu'on compte maintenant transformer une partie d'un des stationnements en espace vert. Le projet prévoit la construction de près de 100 condos au-dessus de quatre terrains de stationnement situés au nord de l'avenue du Mont-Royal. Opposée à ce projet, M<sup>me</sup> Fotopulos espère maintenant négocier avec le promoteur, D3 Habitations, pour que le projet se réalise ailleurs.

## CARRIÈRES

POUR TROUVER.



Le samedi dans LA PRESSE

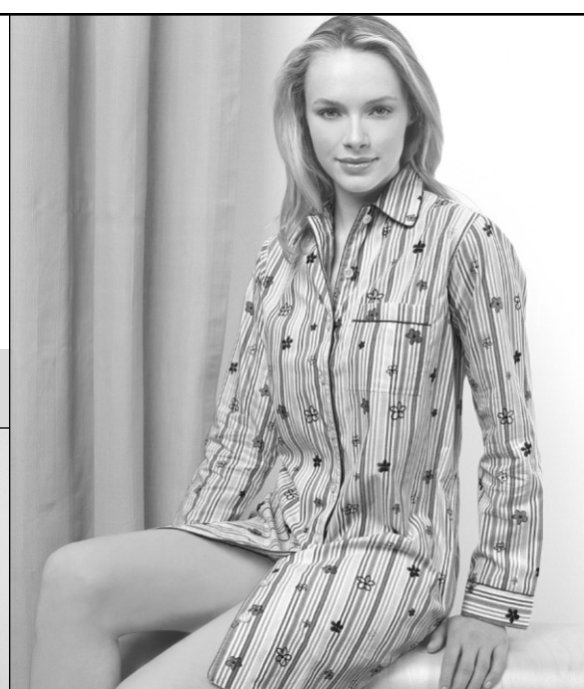
**FÊTE DES MÈRES**  
9 mai

la-guêpière



LE PEIGNOIR GRENOUILLES EN FOLIE 49.95

Un cadeau Simons exclusif. Un enveloppant peignoir en ratine éponge pur coton avec amusant motif de grenouilles, cousu en relief sur fond blanc ou poissons sur fond aqua. Taille unique.



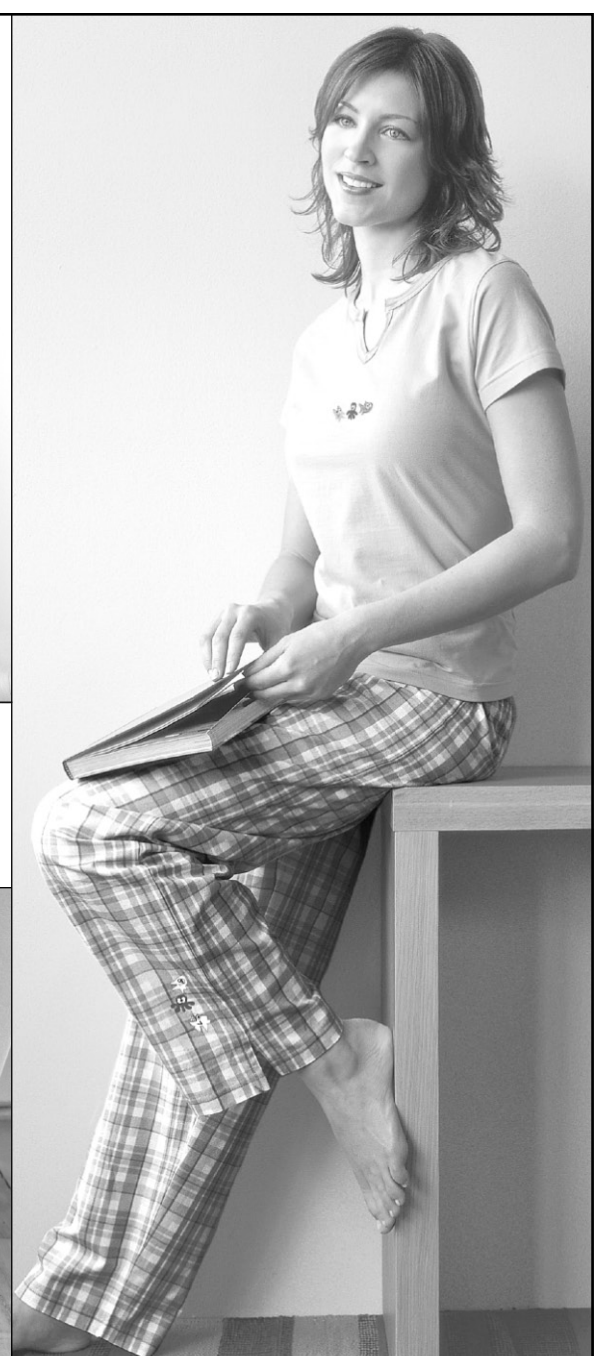
LA CHEMISE DE NUIT FLEURS EN RAYURES 24.95

Maman apprécie le confort incomparable de la longue chemise pur coton joliment imprimée de rayures et petites fleurs aux couleurs toniques dominantes de bleu azur ou jaune soleil. P.m.g.tg. Une exclusivité Simons.



LA PANTOUFLE CHIEN CHIEN CONTENT 12.99

Un petit cadeau amusant et ultra-confortable. Une mule en douce ratine velours, à semelle moulée caoutchoutée. Blanc, rose, bleu. P.m.g.



LE PYJAMA CARREAUX JOLIS POISSONS 24.95

Les petits poissons animés flottent au bas de la jambe et sur le devant du tee-shirt coton stretch. Un cadeau confort total pour maman, à offrir en tons dominants de rose ou aqua. P.m.g.

**Le certificat-cadeau Simons !**  
C'est le bon-cadeau qui laisse entièrement carte blanche. D'une valeur de votre choix, disponible à toutes nos caisses.

**simons**

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE



À quelle heure on sort ensemble ?  
WestJet. En affaires pour vous.

**MONTRÉAL**

VERS **TORONTO**  
6 VOLS QUOTIDIENS  
SANS ESCALE  
DU LUNDI AU VENDREDI

VERS **HALIFAX**  
VOLS  
QUOTIDIENS  
SANS ESCALE

On décolle maintenant de Montréal vers Toronto et Halifax.

Si vous recherchez un service sans escale, avec grand confort et rapidité, sans gros calcul côté dépense, c'est le temps de prendre l'air avec WestJet, de Montréal vers Toronto ou Halifax. Vous pouvez accumuler de précieux milles de récompense AIR MILES<sup>md</sup>, chaque fois que vous ou votre agent de voyages réservez en ligne sur [westjet.com](http://westjet.com). Il ne vous reste plus qu'à vous détendre dans les fauteuils en cuir de nos Boeing 737-700 offrant plus d'espace pour les jambes. Vos raisons de voler sur WestJet se multiplient à toute vitesse ! Choisissez la société aérienne la plus ponctuelle au pays, et prenez l'air avec WestJet.

**Montréal, on sort ensemble ?**

Md/mc Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V. employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Inc., par WestJet et Banque de Montréal.

Victoria • Comox • Vancouver • Abbotsford • Prince George • Kelowna • Grande Prairie • Calgary • Edmonton • Fort McMurray • Saskatoon • Regina • Winnipeg • Thunder Bay • Windsor • London • Hamilton • Toronto • Ottawa • Montréal • Moncton • Halifax • Gander • St. John's... et ça continue !

**westjet.com** Appelez votre agent de voyages. Réservez en ligne ou appelez WESTJET AU 1 877 956-6982

**Mosaik** Voyagez à la carte. Adhérez maintenant. Décollez plus vite. 1-866-MOSAIK1

**WESTJET** ÉCONOMISEZ 6\$ EN LIGNE Moins cher. Plus sympa.

# Merci Jean-Pierre!



## Le Rosier Jean-Pierre Ferland

est disponible en exclusivité  
dans l'un des  
36 centres-jardins



Passion Jardins remettra  
au Chaînon la totalité  
des profits provenant  
de la vente du Rosier  
Jean-Pierre Ferland.



**AMQUI**  
Maurice Bélanger  
Paysagiste  
418-629-4673  
**AYER'S CLIFF**  
Paysagistes Hollande  
819-838-4906  
**BEAUPORT**  
Ferme Bédard et Blouin  
418-666-5518  
**DISRAËLI**  
Serres Arc-en-Fleurs (Les)  
418-449-3809  
**DRUMMONDVILLE**  
Centre Jardin Lambert  
819-472-2526  
**ÉVAÏN**  
Centre Jardin Lac-Pelletier  
819-762-9181  
**GALLICHAN**  
Serres Gallichan  
819-787-6294  
**HAWKESBURY (ONT.)**  
Serres Legault  
613-678-3933

**LA POCATIÈRE**  
Michel Montminy  
418-856-2114  
**LAMBTON**  
Serres et Pépinières  
du Granit  
418-486-7587  
**LAMÈQUE (N.-B.)**  
Serres Chez Eugène  
506-344-7878  
**L'ASSOMPTION**  
Pépinière Villeneuve  
450-589-7158  
**LAVAL**  
Charbonneau L'Expert  
450-689-1934  
Pépinière R.Y. Locas  
450-622-0347  
**L'AVENIR**  
Pépinière L'Avenir  
819-394-2466  
**LONGUEUIL**  
Fleuriste Scardera  
450-468-0950

**PIERREFONDS**  
Pépinière Paul (1986)  
514-684-0297  
**PRINCEVILLE**  
Jardinerie Fernand Fortier  
819-364-5009  
**RIMOUSKI**  
Marcel Dionne & Fils  
418-723-1692  
**RIVIÈRE-DU-LOUP**  
Embellissement  
Rivière-Du-Loup  
418-862-0203  
**SHAWINIGAN**  
Centre Jardin Normandin  
819-539-2551  
**SHERBROOKE**  
Serres et Pépinière St-Élie  
819-564-3243  
**STE-ANNE-DES-LACS**  
Centre de Jardin  
Benoît Lorrain  
450-227-6446  
**STE-CLAIRE**  
Serres Laliberté  
418-883-3998

**STE-MADELEINE**  
Serres et Jardins Girouard  
450-795-3309  
**STE-MARIE DE BEAUCE**  
Embellissements  
La Chaudière  
418-387-2721  
**ST-ÉTIENNE-DE-LAUZON**  
Jardinerie Pousse-Vert  
(Fleuriste St-Étienne)  
418-831-5005  
**ST-EUSTACHE**  
Centre du Jardin  
Deux-Montagnes  
450-472-5520  
**ST-FÉLIX-DE-VALOIS**  
La jardinière du Nord  
450-889-4566  
**ST-JEAN-SUR-RICHELIEU**  
Pépinière Jacques-Cartier 84  
450-347-2242

**ST-VALLIER**  
Ferme Horticole Lajoie  
418-884-3124  
**TERREBONNE**  
Complexe Horticole Bastien  
450-477-1919  
**TROIS-RIVIÈRES OUEST**  
Floriculture Gauthier  
819-375-4813  
**VAUDREUIL-DORION**  
Centre Jardin  
Vaudreuil sur le Lac  
450-424-0844  
**VERCHÈRES**  
Serres et Pépinières  
F.C. Labonté  
450-583-6626  
**VICTORIAVILLE**  
Signé Garneau Paysagiste  
819-758-3887  
**WARWICK**  
Serres Perreault (Les)  
819-358-4400

www.passionjardins.com

## ACTUALITÉS

### Pilule du lendemain La vente libre refusée aux É.-U.

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON – L'administration fédérale américaine pour la sécurité alimentaire et pharmaceutique (FDA) a annoncé hier avoir refusé de donner son autorisation à la vente libre de la « pilule du lendemain » aux États-Unis. La FDA a envoyé une lettre de « non-autorisation » aux laboratoires américains Barr, qui fabriquent cette pilule contraceptive, a précisé la FDA dans un communiqué.

L'administration américaine juge que « des informations supplémentaires sont nécessaires

pour obtenir l'autorisation de vente libre », notamment sur l'utilisation de cette pilule par des adolescentes âgées de moins de 16 ans.

Un comité d'experts, composé de gynécologues et d'obstétriciens, avait recommandé en décembre à la FDA la vente libre de cette pilule, ce qui avait suscité la colère des influents groupes religieux conservateurs. La FDA suit en général les recommandations des comités d'experts scientifiques.

La « pilule du lendemain » agit de la même façon qu'une pilule contraceptive classique, en empêchant l'ovulation ou la fécondation, ou éventuellement, dans le cas où la fécondation a déjà eu lieu, l'implantation de l'ovule fécondé.

Elle est efficace jusqu'à 72 heures après l'acte sexuel, avec une efficacité maximale dans les premières 24 heures. Les laboratoires américains Barr affirment que sa vente libre, accompagnée d'une campagne d'information sur son utilisation, « pourrait éliminer plus de 50 % des grossesses non désirées » aux États-Unis.

### Sida dans le tiers-monde: le Vatican veut des médicaments

AGENCE FRANCE-PRESSE

CITÉ DU VATICAN – Le Vatican a ouvert ses portes hier à un sommet d'une trentaine d'experts et de représentants de multinationales pharmaceutiques chargés d'étudier les moyens de rendre les médicaments contre le sida abordables dans les pays du tiers-monde. « Il s'agit de la première initiative réunissant l'Église catholique, des chercheurs, des académiciens

ainsi que les représentants de quelques 80 sociétés pharmaceutiques », a expliqué lors d'un point de presse le Dr Alain Lejeune, président de l'organisation non gouvernementale Convivium. Convivium a été fondée l'année dernière par la Fédération internationale des pharmaciens catholiques afin de promouvoir des initiatives humanitaires, scientifiques et pédagogiques en faveur des populations les plus pauvres.



**Piscine SUPRÊME**  
Piscine creusée en fibre de verre

Installation au mois de mai

**Promotion**  
**Piscines Monocoques**  
en fibre de verre

Ouvert 7 jours

GARANTIE 25 ANS

Venez voir nos nombreux modèles et nos piscines avec spa intégré



**Équipée et installée à partir de 128\$ / mois**  
Certaines conditions s'appliquent, valide pour un temps limité.

Piscine jusqu'à 40 pieds de long et de 4 à 8 pieds de profond  
Livraison et installation à la grandeur du Québec  
Isolation en polyuréthane pour maintenir la température de l'eau  
Bancs moulés à l'intérieur de la piscine  
Aucune toile à réparer ou à changer  
Économie de produits chimiques  
Aucun sous-traitant  
Plan d'aménagement  
Installation en une journée

www.Piscine SUPRÊME.com  
1101, rue Nobel, Sainte-Julie (Qc)  
Tél.: (450) 922-0123 - 1 877 722-0123  
Autoroute 20, sortie 105

3222069A

### Nous préparons la relève en sciences.



**Andrée-Anne Rouleau, secondaire V**  
**Collège Jean-Eudes**  
**Premier prix, catégorie senior**

Félicitations aux jeunes scientifiques qui se sont distingués au concours d'expérimentation Défi Biotech Aventis 2004, organisé par le Conseil de développement du loisir scientifique en partenariat avec l'UQAM.

La Faculté des sciences de l'UQAM a accueilli, les 3 et 4 mai, plus de 700 étudiants des niveaux secondaire et collégial de la grande région de Montréal pour la présentation des projets à ce concours.

La science est au cœur de notre développement.



**UQAM**  
Prenez position

# Radio-Canada refuse de prêter un local au syndicat

NATHAËLLE MORISSETTE

Le Syndicat des communications de Radio-Canada (SCRC) a décidé hier de convoquer ses membres à une réunion en plein air, puisque la direction refuse de lui donner accès aux locaux de la SRC pour tenir des réunions.

Cette rencontre avait pour but d'informer les employés sur l'évolution des négociations entre le syndicat et la partie patronale. Rappelons que la convention des 1700 membres du SCRC est échue depuis le 28 mars et que des négociations sont en cours depuis trois mois.

C'est donc sur le trottoir, face à l'édifice de la société d'État, boulevard René-Lévesque Est, que les syndiqués se sont rassemblés. Les quelque 200 membres présents en ont également profité pour crier haut et fort leur mécontentement envers la décision de la direction qui les empêche de se réunir à l'intérieur.

En effet, il y a un mois, le comité de négociation souhaitait informer les membres de ce qui avait été discuté à la table. Or, lorsque le Syndicat a tenté de réserver une salle, on a refusé d'accéder à sa demande. « Quand

j'ai appelé au service des ressources humaines, on m'a dit qu'il y avait eu une décision de la haute direction de ne pas nous donner de salle pendant la durée des négociations, tonne Daniel Raunet, président du SCRC. L'article 8.2 de la convention collective oblige la Société à nous donner accès aux locaux pour des réunions syndicales. »

Malgré la grogne, le SCRC n'a pas l'intention de déclencher une grève.

Pour sa part, la direction estime qu'elle n'a pas l'obligation de prêter ses locaux au Syndicat. « La convention parle de les accommoder dans la mesure du possible, mais on n'a pas l'obligation de le faire, mentionne André Beaudet, directeur général des communications. En période de négociations, on a fait le choix de ne pas leur concéder de locaux. Ce sont des réunions de mobilisation, ce ne sont pas des réunions de travail. »

Il rappelle également que ces salles appartiennent à RC et que la société d'État peut en disposer à sa guise. L'entreprise n'a jamais interdit aux membres d'un syndicat de se réunir, précise-t-il. « Mais le droit de se réunir ne dépend pas de l'accès à un local sur les lieux du travail. »

# Défusions: 138 registres

SÉBASTIEN RODRIGUE

Les villes de Montréal et de Longueuil ont annoncé où se trouveront, du 16 au 20 mai prochain, les registres à signer pour demander la tenue d'un référendum sur la défusion. Au terme de ces cinq journées cruciales, on connaîtra enfin le nombre de référendums qui devront être organisés.

Les services du greffe des deux villes diffusent ces jours-ci des avis publics pour donner les adresses complètes des lieux où les défusionnistes pourront signer les registres. Pour l'ensemble de la nouvelle ville de Montréal, on comptera 108 lieux. À Longueuil, on a prévu 30 endroits pour le même exercice.

Selon le porte-parole de la Ville de Montréal, Patrick Doyon, le service du greffe a choisi des lieux accessibles aux personnes à mobilité réduite et des bâtiments assez grands pour

accueillir tous les électeurs. Dans plusieurs cas, il s'agit du bureau d'arrondissement ou d'un centre communautaire.

Contrairement aux élections municipales, les citoyens ne recevront pas d'avis par la poste leur indiquant où ils doivent se rendre pour signer le registre. M. Doyon indique que les coordonnées seront affichées dans les mairies d'arrondissement et les bibliothèques, en plus d'être publiées dans les journaux.

Les électeurs souhaitant la défusion de leur ancienne ville pourront signer les registres dans n'importe quel bureau. Les bureaux seront ouverts de 9 h à 19 h, du dimanche au jeudi. Il suffira de fournir une pièce d'identité, de signer et d'inscrire son adresse. La question référendaire sera alors présentée aux signataires.

Un référendum sur la défusion aura lieu si au moins 10 % des électeurs

d'une ancienne ville inscrits sur la liste électorale signent le registre. Par exemple, il faudrait 2997 signatures à Anjou pour obtenir un référendum.

Un peu partout, les camps du Oui et du Non se mobilisent. Pour l'instant, les défusionnistes s'activent surtout pour inciter les gens à signer les registres. Le président du comité du Oui dans Saint-Laurent, Bernard Paquet, explique que le territoire a été divisé en 10 parties où une équipe de bénévoles est chargée de solliciter l'appui des électeurs. Le même mode opératoire se répète dans d'autres anciennes villes dans le but de convaincre les gens de se déplacer pour signer les registres.

À Montréal et Longueuil, les résultats seront divulgués le jeudi 20 mai, entre 21 h et 22 h. On saura alors où les référendums auront lieu le 20 juin et quelle sera la véritable ampleur de la vague défusionniste.

Gardez vos pieds au frais cet été dans une paire de sandales ECCO

\*Recevez un sac de plage GRATUITEMENT avec chaque achat de sandales ECCO!  
\*Jusqu'à épuisement des stocks. Offre valide pour les sandales ECCO à prix courant seulement.

**ECCO**

Boutique Le Marcheur 4062 rue St-Denis (514) 842-3007  Chaussures Armada 7130, Boul. St-Laurent (514) 271-9305	Chaussures Tony 1346 Av. Greenie (514) 935-2993  Le Sabotier inc. Complexe Desjardins (514) 285-6355	Les Souliers Conforts R & K 5529 Ave. Monkland (514) 489-0307  Le Jardin de mes Pieds Place Pointe Claire (514) 426-1926	TF Firma inc. Centre Eaton de Montréal (514) 288-6006  TF Firma inc. Les Cours Mt-Royal (514) 845-3007	Chaussures ECCO Le Carrefour Laval (450) 688-7272  Chaussures ECCO Mail Champlain - Brossard (450) 672-0999	Chaussures 53 1001 Boul. de Montarville 450 641 9003
--	--	--	--	---	--

3225915A

**L'École des Talmud Torahs Unis et la communauté juive de Montréal tout entière** ont été très émues par les expressions de soutien reçues depuis l'incendie criminel qui a dévasté la bibliothèque de notre école. Cette attaque n'a pas juste visé une institution juive, mais ce fut également un acte de violence contre les libertés et les valeurs si chéries par tous les Québécois et Canadiens.

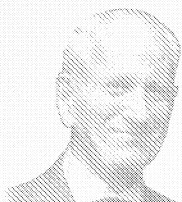
Les crimes haineux ne cherchent qu'à isoler les individus et les communautés, essayant ainsi de créer des schismes au sein de la population. Nous devons rester unis dans le rejet de ce type de racisme.

Nous vous remercions de votre appui chaleureux et de votre réponse diligente.

Pour plus d'information concernant la reconstruction de la bibliothèque, veuillez visiter le site [www.utt.qc.ca](http://www.utt.qc.ca)



**Votre chemise et votre cravate s'accordent-elles ?**



**Demandez à Harry.**

Trouver une chemise et une cravate bien assorties s'avère un moyen d'expression que plusieurs hommes apprécient. D'autres sont accablés par cette décision à prendre au petit matin. Jadis, il y avait des règles d'agencement vestimentaire qui ne s'appliquent plus aujourd'hui. Tout est devenu matière d'assurance et de goût. Il suffit de faire quelques essais et de tirer ses propres conclusions. Évidemment, si vous demeurez dans l'incertitude, l'un de nos conseillers se fera un plaisir de vous guider.

Si vous êtes dans le doute en matière d'habillement, demandez conseil à Harry en ligne à [www.harryrosen.com](http://www.harryrosen.com)

LES COURS MONT-ROYAL 514.284.3315



LES PREMIERS 50 ANS HARRY ROSEN

CENTRE ROCKLAND 514.735.6227 • [www.harryrosen.com](http://www.harryrosen.com)

## ACTUALITÉS

## Yvan Cloutier coupable

Le jury n'a pas cru l'ex-président du Carnaval de Québec

LE SOLEIL

QUÉBEC — Le mot « coupable » a retenti trois fois dans les oreilles d'Yvan Cloutier, un peu avant 11 h hier. L'ancien président du Carnaval de Québec était abattu, complètement démoli. De toute évidence,

les jurés n'ont pas cru sa version, selon laquelle il a emmené chez lui trois prostituées, mais sans jamais avoir de relations sexuelles avec elles.

Les sept femmes et cinq hommes n'ont pas cru Cloutier non plus sur la question de l'âge des jeunes fil-

les, qui, selon lui, se disaient majeures. Selon les témoignages des trois plaignantes, l'homme de 58 ans, qui a acheté leurs services sexuels à huit reprises, savait qu'elles étaient mineures. Le jury a opté pour cette version des faits. La défense plaide en faveur d'une abso-

lution inconditionnelle, ce qui laisserait Cloutier sans casier judiciaire. L'accusé a déjà purgé sa peine, selon M<sup>e</sup> Sébastien Saint-Laurent, en parlant d'une peine collatérale. La procureure de la Couronne réclame contre Cloutier une peine qui va du sursis à un court séjour en prison.

En pleine salle d'audience, quelques minutes après le verdict, Yvan Cloutier a annoncé son intention de se suicider. « Le futur ne sera pas long. » Cloutier a jeté un froid dans la salle d'audience en lâchant cette phrase mêlée de

pleurs, alors qu'il racontait au juge tout ce qu'il a vécu depuis le 17 décembre 2002, jour de son arrestation.

Le juge James Brunton a pris la menace au sérieux et a dit ne pas prendre à la légère la question de la fragilité psychologique de l'accusé. Il a demandé à Cloutier de conclure avec lui un contrat de vie oral. « Je vous donne ma parole », a répondu Cloutier au magistrat, qui voulait une garantie qu'il serait présent au tribunal les 14 et 28 juin pour la suite des observations sur la peine.

## Mésentente sur les conditions de mise en liberté de 14 Mohawks

RAYMOND GERVAIS

Durant toute la journée d'hier, la défense et la Couronne ont multiplié les objections quant aux conditions de mise en liberté des 14 Mohawks accusés d'avoir participé à une émeute devant le poste de police de Kanesatake en janvier dernier.

Parallèlement, le grand chef James Gabriel, de Kanesatake, a accusé le grand chef Joe Norton, de Kahnawake, d'ingérence dans les affaires de sa

collectivité, tandis que M. Norton accusait M. Gabriel de refuser la médiation. De plus, on a appris hier soir que les patrouilles conjointes de la GRC, de la SQ et de la police de Kanesatake, qui devaient entrer en fonction cette semaine, étaient reportées.

Au palais de justice de Saint-Jérôme, où se poursuivait hier la comparution des accusés, la Couronne a maintenu sa position et a demandé au tribunal d'interdire aux prévenus de retourner sur le territoire de Kane-

satake. La défense soutient pour sa part que ses clients ne représentent aucune menace pour la sécurité publique et suggère plutôt à la Cour de leur imposer d'autres conditions que l'interdiction de retourner à leur domicile.

Afin de soutenir sa thèse, la Couronne a déposé les antécédents judiciaires de chacun des accusés ainsi que les adresses de leurs parents qui résident à l'extérieur de Kanesatake et chez qui ils pourraient habiter. La

Couronne estime que le retour de ces personnes sur le territoire pourrait contribuer à déstabiliser la sécurité publique. Elle a aussi déposé en preuve une bande vidéo sur laquelle on aperçoit chacun des accusés devant le poste de police, le soir de l'émeute.

La défense a soutenu la thèse contraire en faisant témoigner une résidente qui a affirmé que les accusés étaient bien perçus dans la communauté et qu'ils n'étaient craints par personne. L'ancien chef de bande Gerry Peltier est même venu témoigner en faveur des accusés. Plusieurs de ces derniers ont d'ailleurs expliqué à la Cour que les conditions exigées par la Couronne étaient trop restrictives, qu'elles leur nuiraient dans leur travail et qu'elles sépareraient

des familles. La défense suggère des conditions moins contraignantes, notamment de leur interdire l'accès aux abords du poste de police de Kanesatake, de ne pas s'approcher des policiers, de ne pas posséder d'armes à feu et de garder la paix.

Les avocats de la défense ont soutenu qu'aucun événement disgracieux ne s'était produit depuis les affrontements de janvier dernier. Leurs clients ne représentent pas plus une menace aujourd'hui que durant les derniers mois.

En fin d'après-midi hier, la GRC et la SQ ont rencontré les trois chefs dissidents du conseil de Kanesatake afin d'en arriver à une entente sur les patrouilles. Rien n'avait encore transpiré de ces rencontres au moment de mettre sous presse.



Prenez et envoyez.



Prenez et envoyez des photos avec texte et son à partir du Canada ou même de l'étranger. Et c'est gratuit jusqu'au 15 juin!

Sony Ericsson T237  
Appareil photo inclus

25 \$

Et obtenez 3 mois  
d'appels locaux illimités.

Avec Entente Fido®



Pour une livraison gratuite en 24 heures, composez le 1 888 481-FIDO.

Des frais de 25¢ par message envoyé s'appliquent à compter du 16 juin 2004. Service offert aux abonnés Fido seulement. Les messages reçus sont gratuits. Appareil compatible MMS et activation d'un forfait mensuel nécessaires. Des frais de transmission de données s'appliquent tant aux messages envoyés que reçus en itinérance aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Offre d'appareil et d'appareil photo gratuit en vigueur jusqu'à épuisement des stocks lors de toute nouvelle activation d'un forfait mensuel de temps d'antenne avec Entente Fido. Limite d'un appareil photo par activation. Offre de trois mois de temps d'antenne illimité valide du 15 avril au 9 août 2004, avec toute nouvelle activation à un forfait mensuel de temps d'antenne avec Entente Fido. Les appels illimités comprennent les appels locaux (excluant les appels effectués en utilisant la Messagerie vocale, le Rappel éclair, le Renvoi d'appels et la Messagerie fax). Tous les autres frais applicables sont en sus. Certaines restrictions s'appliquent. Détails en magasin.

## LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles

- Place Rosemère
- Centre Fairview Pointe-Claire
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
- Mail Champlain
- Les Promenades St-Bruno
- Les Galeries d'Anjou
- Centre Eaton

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal:



## École internationale de langues

3219417-1

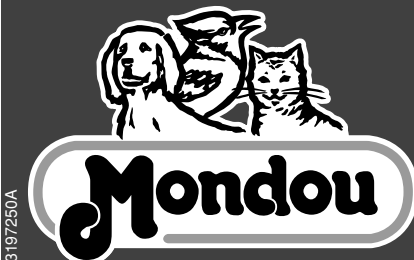
Cours d'anglais - Conversation et grammaire ou Cours d'anglais + Sports et loisirs

ÉTÉ 2004  
Cours d'anglais pour les jeunes de 9 à 12 ans et 13 à 17 ans

Du 28 juin au 23 juillet  
Durée : 4 semaines (60 heures)  
Coût : Cours d'anglais 489 \$  
Cours d'anglais + Sports et loisirs 869 \$

Du 26 juillet au 13 août  
Durée : 3 semaines (45 heures)  
Coût : Cours d'anglais 389 \$  
Cours d'anglais + Sports et loisirs 674 \$

Y M C A (1440, rue Stanley) Peel  
www.ymcamontreal.qc.ca/langues 849-8393, poste 709



Surveillez la circulaire  
**Mondou**  
à l'intérieur

Des rabais à  
ne pas manquer!

En vigueur du 30 avril  
au 27 mai 2004,  
région métropolitaine seulement.

# MONDE

## Les miliciens d'Al-Sadr sous pression

AGENCE FRANCE-PRESSE

**NAJAF** — Autre sanglante journée hier en Irak, où 20 membres de la milice radicale de Moqtada Al-Sadr ont été abattus au cours d'accrochages avec les forces d'occupation alors qu'un journaliste vedette de la télévision polonaise et son monteur étaient tués par les tirs d'inconnus près de Bagdad.

Douze des miliciens ont été tués dans des affrontements avec les troupes américaines autour de Najaf, selon un haut responsable américain, le général Mark Kimmitt. Huit autres ont été tués et 14 blessés dans des accrochages à Kerbala, selon le chef des services de santé de la ville, le docteur Salah al-Hasnawi.

À Najaf, un proche du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) d'Abdel Aziz Hakim, membre de l'organe exécutif de Bagdad, a demandé aux miliciens d'Al-Sadr de quitter la ville, dans le premier appel public du genre.

« Écoutez le conseil des sages. Vous êtes notre chère jeunesse et nous tenons à vous, mais retournez dans vos régions, défendez-les et chassez les occupants et les baassistes », a déclaré cheikh Sadreddine al-Koubbanji, ajoutant que les habitants de Najaf se chargeraient eux-mêmes de la protection de la ville.

Moqtada Al-Sadr a, quant à lui, évité de commenter les opérations militaires, en conduisant la prière à Koufa, à 10 kilomètres de Najaf, où il est apparu en dépit de la présence améri-

caine proche. Il a consacré son prêche à dénoncer les sévices infligés par des soldats américains à des détenus irakiens de la prison d'Abou Ghraib, proche de Bagdad, et a demandé que le président américain George W. Bush soit jugé pour ces actes.

Des milliers de ses partisans se sont joints à des fidèles sunnites dans une prière commune à Bagdad, pendant laquelle l'un de leurs représentants a plaidé pour l'unité des membres des deux communautés face aux occupants.

« Les forces du mal ne réussiront pas à dissoudre l'unité des musulmans », a ainsi clamé cheikh Abdel Hadi Darraji, ajoutant que « l'ennemi est venu semer la discorde mais il n'a pas réussi car l'islam n'est qu'un ».

« Après avoir achevé leur agression

à Falloujah (bastion sunnite à 50 kilomètres à l'ouest de Bagdad), ils (les Américains) se sont tournés vers Najaf pour agresser nos leaders et nos symboles », a-t-il ajouté.

Les deux journalistes travaillant pour la télévision publique polonaise TVP ont été tués par des hommes armés dans la région de Latifiya, à 30 kilomètres de la capitale irakienne. Il s'agit de Waldemar Milewicz, 48 ans, et de son monteur Mounir Bouamrane, 36 ans, de mère algérienne et détenteur de la double nationalité.

Un caméraman polonais, Jerzy Ernst, a été blessé dans l'attaque qui a visé l'équipe alors qu'elle roulait dans une voiture ordinaire sur laquelle était inscrite la mention « Press ».

Au total, plus de 20 journalistes ont

trouvé la mort ou ont disparu en Irak depuis l'opération américano-britannique déclenchée en mars 2003 sans l'aval de l'ONU.

La violence a également coûté la vie à quatre policiers irakiens, tués à Mossoul par l'explosion d'une bombe artisanale et des tirs d'assailants au passage de leur véhicule. Cinq policiers avaient été tués et deux blessés fin avril par des tirs de trois hommes sur leur patrouille à Mossoul, ville à majorité sunnite à 370 kilomètres au nord de Bagdad et théâtre de fréquentes attaques contre les forces de l'ordre locales.

Plusieurs centaines de policiers irakiens, maintenus ou mis en place par les Américains, ont été tués en Irak depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003.

## En Inde, la coalition sortante pourrait perdre sa majorité

Notre journaliste, qui a récemment séjourné en Inde, présente ici le premier d'une série de trois reportages sur les élections législatives en cours dans ce pays, qui connaîtra son nouveau gouvernement le 13 mai.



JOONEED KHAN

« L'Inde brille. » « Les Indiens se sentent bien. » C'est avec ces slogans que la coalition au pouvoir, dominée par les hindouistes du BJP, avait déclenché des élections anticipées en janvier. C'était dans la foulée de victoires de la formation dans quelques scrutins régionaux, d'une bonne mousson ayant donné d'excellentes récoltes, de statistiques montrant des réserves records de devises, et sur la lancée de grands projets routiers et informatiques.

À une semaine de la dernière phase du scrutin, prévue le 10 mai, le BJP a changé de slogan. Il met désormais l'accent sur la nécessité de « maintenir la stabilité et la continuité » du gouvernement.

La raison de ce revirement : les sondages à la sortie des urnes menés et diffusés par les grands médias après les étapes précédentes du scrutin indiquent que la coalition de 16 partis menée par le BJP pourrait ne pas réunir la majorité de 272 sièges requise pour gouverner à Delhi.

Pire, ces sondages indiquent que le BJP seul pourrait s'accrocher aux 182 sièges qu'il détenait précédemment,

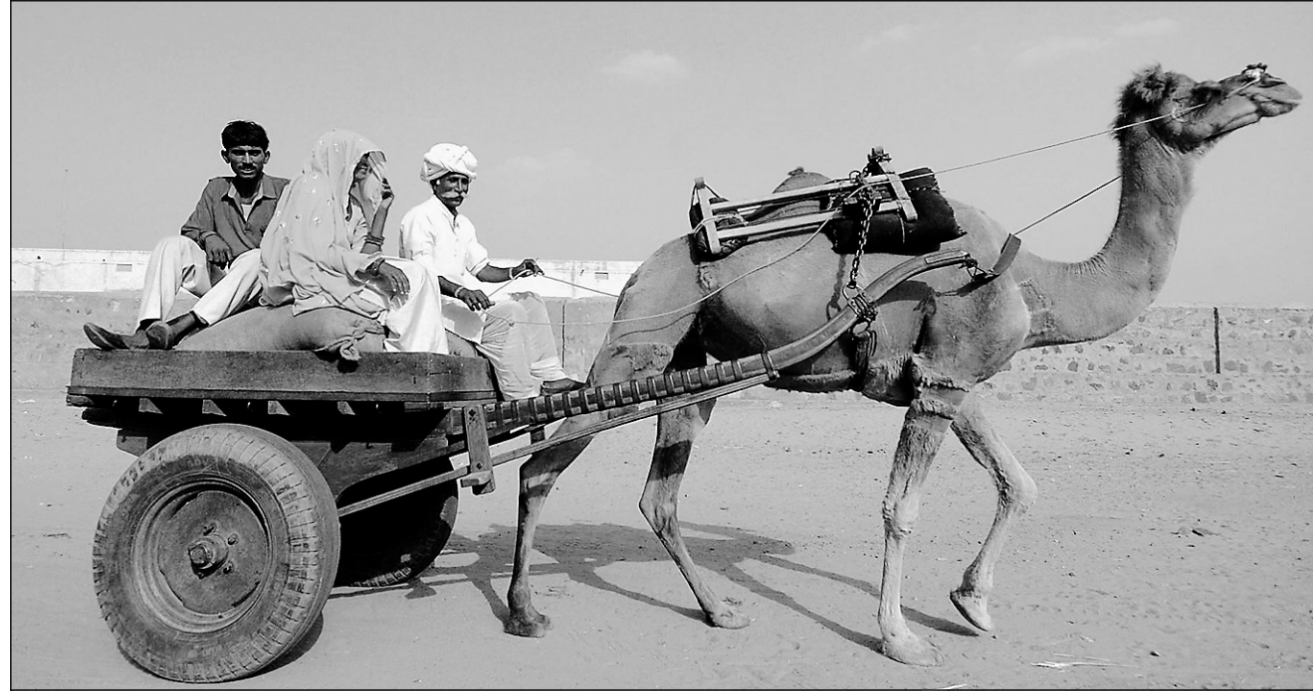


PHOTO AFP

Un couple indien et son enfant, voyageant à bord d'une charrette tirée par un chameau, s'est rendu en milieu de semaine à un bureau de scrutin situé à une quarantaine de kilomètres au nord de la capitale de l'État indien du Rajasthan, Jaipur, pour participer aux élections indiennes.

mais que le Parti du congrès et ses alliés pourraient passer de 148 sièges dans le Parlement sortant à près de 200, ce qui les amènerait à rivaliser avec le BJP pour former une coalition de rechange, résolument laïque, pluraliste et anti-intégriste.

Dès les mois de février et mars, les slogans triomphalistes et suffisants de la coalition sortante suscitaient des commentaires acerbes et décapants au Kerala, État où la gauche communiste est certes bien implantée, mais aussi au Karnataka voisin, qui abrite la Silicon Valley indienne autour de Bangalore, ainsi qu'à Delhi, capitale embouteillée du matin au soir, et dans les États du Nord, au piémont de l'Himalaya.

À chaque inconvénient quotidien, il y avait toujours quelqu'un qui lançait, ironique : « L'Inde brille ! » Les autres approuvaient en riant. Et ça, c'était parmi les citadins, adeptes de

l'automobile, de l'ordinateur et du cellulaire, ceux-là mêmes que le BJP cherchait à flatter.

À la campagne, dans les villages sans eau, sans électricité, sans services sociaux, et de plus en plus sans ressources et sans travail sous l'effet combiné de la mondialisation et de la sécheresse, le slogan *feel good* de la coalition BJP paraît surréaliste. « L'Inde brille pour une poignée de privilégiés, mais où sont le développement et le progrès promis au monde ordinaire ? » a lancé Sonia Gandhi, leader du Parti du congrès et veuve de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi.

Le message a porté. Pas assez semblable-t-il pour redonner la majorité au Parti du congrès, qui paie encore pour ses longues années passées au pouvoir et pour ses gros appétits centralisateurs, mais assez pour freiner la poussée du BJP et neutraliser les at-

taques xénophobes de celui-ci contre l'origine italienne de Sonia Gandhi.

### Vague de suicides

Commentant les sondages, plusieurs analystes rappellent que l'immense majorité des 670 millions d'électeurs indiens sont dans les villages où le « feel good » signifie un repas par jour et une lampe de kérosène pour le soir. La concurrence ouverte par la mondialisation a forcé des fermiers à s'endetter pour acheter de nouvelles semences, des fertilisants et des pesticides ; ils se suicident maintenant à une cadence épidémique.

L'Andhra Pradesh, au centre du pays, est l'un des États les plus touchés par cette vague de suicides, et son premier ministre Chandrababu Naidu, enfant gâté du FMI et de la Banque mondiale qui a misé gros sur l'informatique et qui est un allié clé

du BJP, est en double difficulté : son gouvernement est menacé aux élections provinciales tenues en même temps que les législatives nationales, selon les sondages « sortie des urnes », et son parti régionaliste Telegu Desam semble devoir être laminé au scrutin fédéral également.

La coalition autour du BJP comprenait à l'origine 22 partis. Six alliés l'ont déjà délaissée. S'adressant à des électeurs à Nagpur, siège du mouvement militant hindouiste RSS au Maharashtra, le premier ministre Atal Bihari Vajpayee s'est inquiété d'avoir « une fois de plus à gouverner avec une coalition ».

Pour le RSS, toute coalition freine le programme hindouiste du BJP ; pour l'agence financière Bloomberg, les coalisés bloquent la politique du BJP de privatiser les sociétés d'État et de réduire les subventions sur les aliments et le carburant.

Si bien que les Bourses indiennes chutaient de 3,6 % le 27 avril, la plus forte baisse en un seul jour depuis 26 mois, après que les sondages suivant la troisième phase du scrutin eurent évoqué la possibilité que la coalition sortante perde sa majorité. Le BJP a perdu de son assurance et les milieux d'affaires ne cachent pas leur nervosité.

Les Bourses avaient gagné 73 % en 2003, stimulées par des investissements étrangers record de 7 milliards de dollars américains et des prévisions d'une croissance économique de 8 % cette année. Mais Jairam Ramesh, porte-parole économique du Parti du congrès, se veut rassurant : « C'est nous qui avons amorcé la libéralisation en 1991, et nous comptons plusieurs ex-ministres des Finances réformistes dans nos rangs », affirme-t-il.

Ce que les investisseurs redoutent, selon Bidisha Ganguly, économiste en chef de la Confédération de l'industrie indienne, c'est que, quel que soit le parti national qui forme le prochain gouvernement, celui-ci sera à tel point lié aux petits partis régionaux qu'il aura du mal à poursuivre les privatisations et l'ouverture de l'économie.

Les faits sont têtus : les deux grands partis nationaux, BJP et le Congrès, sont sensibles aux exigences des couches urbaines montantes (200 millions d'Indiens), mais les petits partis régionaux sont plus proches du petit peuple qui vitote sous le seuil de la pauvreté ; pour l'avoir oublié, le Telegu Desam de Naidu serait en passe d'en payer le prix.

### On déborde de nouveautés printanières!

Venez découvrir les plus belles collections et les toutes dernières tendances pour femme et pour homme.

Pour la fête des Mères, recevez une rose avec tout achat.\*

## CHANGEZ-VOUS

\*Offre en vigueur jusqu'au 9 mai 2004 ou jusqu'à épuisement des stocks.

3227153A

**DÉFINITIVEMENT OUVERT :** Complexe Les Ailes, centre-ville Montréal (514) 282-4537 • Mail Champlain (450) 672-4537 • Carrefour Laval (450) 682-4537 • Place Ste-Foy (418) 652-4537

## MONDE

# Quatorze morts dans un attentat à Karachi

AGENCE FRANCE-PRESSE

**KARACHI** — Au moins 14 personnes ont été tuées et une centaine blessées par l'explosion hier d'une bombe dans une mosquée chiite de Karachi, au sud du Pakistan, nouvel épisode de la vague de violences entre sunnites et chiites qui a fait plusieurs milliers de morts depuis 15 ans.

La bombe a explosé dans la mosquée Haideri, voisine d'une des plus célèbres écoles islamiques de Karachi, la Sindh Madrassa Islam School, où une centaine de personnes étaient rassemblées pour la prière de Juma de vendredi, la plus importante de la semaine pour les mu-

sulmans. « Alors que les fidèles commençaient les prières, un homme a déposé un paquet dans les premiers rangs et a aussitôt quitté la mosquée », a indiqué Ali Arsalam, un témoin interrogé sur place.

Quelques instants plus tard, « une énorme gerbe de feu a éclaté et la panique a suivi », a ajouté Mushtaq Ali, un autre fidèle légèrement blessé. Les vitres et le plafond du bâtiment ont été endommagés par le souffle de l'explosion.

Le porte-parole du gouvernement de la province du Sindh, Salahuddin Haider, a affirmé qu'il s'agissait d'un attentat suicide.

L'homme, dont l'identité n'a pas

été établie, s'est introduit parmi les fidèles en prière avant de faire exploser l'engin qu'il portait, a-t-il expliqué. Parmi les morts se trouvait l'imam Khawaja Kumail, qui conduisait la prière.

## Symbole de fraternité

Le complexe de la Sindh Madrassa, au coeur de la mégalopole portuaire de Karachi, compte une mosquée chiite et une autre sunnite et est considéré comme un des symboles de la fraternité entre les deux grands courants de l'islam.

Le complexe scolaire islamique avait été fondée par le « père de la Nation », le fondateur du Pakistan, Mohammed Ali Jinnah.

Selon des témoins, les fidèles

chiites et sunnites ont participé ensemble aux opérations de secours, hier, en lançant des slogans contre les violences entre musulmans.

Quelques pierres ont été lancées par des jeunes en colère contre des véhicules de la police et trois minibus de transport public ont été incendiés.

Les violences entre sunnites et chiites (qui composent environ 15 % des 150 millions de Pakistanais, musulmans à 97 %) ont fait plusieurs milliers de morts depuis le début des années 90.

Le dernier incident remonte au 2 mars à Quetta, dans le Sud-Ouest, lorsque de deux à quatre hommes avaient ouvert le feu et lancé des grenades sur une procession chiite

célébrant la fête de l'Achoura, tuant

48 fidèles chiites. Le 4 juillet dernier, une cinquantaine de fidèles chiites avaient été tués par un commando-suicide à la sortie d'une imambargah, également à Quetta, où réside une importante communauté chiite d'origine hazara.

« C'est un acte de barbarie. Nous ne pouvons pas encore dire qui est derrière, mais c'est un acte de pure barbarie », a réagi le sénateur chiite de Karachi, Abbas Ko-meili.

Le président pakistanais Pervez Musharraf a « vigoureusement condamné » l'attentat et a réitéré « la détermination du gouvernement à éliminer le terrorisme sous toutes ses formes ».

## Washington reprend contact avec les Palestiniens

D'APRÈS AFP

L'administration américaine a décidé de reprendre les contacts à haut niveau avec les Palestiniens, en organisant une prochaine rencontre entre Condoleezza Rice, conseillère du président George W. Bush pour la sécurité nationale, et le premier ministre palestinien Ahmed Qoreï.

La rencontre aura lieu dans la semaine du 17 au 23 mai dans le cadre d'une visite déjà prévue de M<sup>me</sup> Rice en Allemagne, a précisé hier un porte-parole du Conseil national de sécurité (NSC), Frederick Jones. Il n'a pas indiqué le lieu de la rencontre.

Celle-ci sera la première entre un haut responsable de l'administration américaine et le premier ministre palestinien depuis son entrée en fonction à l'automne dernier.

M. Qoreï a indiqué à Gaza que ses discussions avec Condoleezza Rice porteront sur « la situation du peuple palestinien qui souffre énormément, le processus de paix, la Feuille de route (le dernier plan de paix international) et les autres plans qui circulent ».

M. Bush avait de nouveau apporté son soutien jeudi au plan de retrait unilatéral de Gaza et de certaines colonies en Cisjordanie du premier ministre israélien Ariel Sharon. Le plan de M. Sharon a toutefois été rejeté par son propre parti à l'occasion d'un référendum consultatif dimanche dernier.

M. Sharon devrait toutefois le soumettre prochainement à l'approbation de son gouvernement en y apportant des modifications éventuelles.

« J'ai dit à Sa Majesté que nous allons élargir le dialogue entre les États-Unis et les Palestiniens », a déclaré jeudi M. Bush au cours d'une conférence de presse commune avec le souverain jordanien, Abdallah II.

Le président américain refuse depuis son entrée en fonction en janvier 2001 de recevoir à la Maison-Blanche le président de l'autorité palestinienne Yasser Arafat, qui s'y rendait pourtant régulièrement pour rencontrer son prédécesseur, Bill Clinton.

M. Bush y avait toutefois reçu en juillet dernier le prédécesseur de M. Qoreï, Mahmoud Abbas. Il affirme, depuis la démission de ce dernier en septembre, que la condition principale d'une reprise des négociations est l'arrêt des attentats commis par des Palestiniens et des mesures de la direction palestinienne pour démanteler les groupes terroristes.

Préparez-vous à la faire décoller.



La EL 2004 avec l'ensemble Aero. Pilote demandé pour la EL avec ensemble Aero comprenant le jeu complet de jupes, l'aileron arrière, et le tuyau d'échappement chromé. Évalué à 2 653 \$, cet ensemble est maintenant offert à seulement 1300 \$\*. Première destination : [acura.ca](http://acura.ca) pour tous les détails.



\*Le prix de détail suggéré pour l'ensemble des accessoires reflète une économie de 1 353 \$ vs le prix de détail suggéré de 2 653 \$ pour les accessoires achetés séparément. Cet ensemble peut être ajouté à la EL 2004 neuve, au moment de l'achat du véhicule. Ensemble Aero pour la EL Premium montré. Quantités limitées offertes, en un choix limité de couleurs seulement. Taxes en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Voyez votre concessionnaire Acura pour plus de détails.

3215982

VACANCES

SIGNATURE

# PAYE LES TAXES!\*

Une offre incontournable!

Choisissez un forfait dans n'importe lequel de nos hôtels (sauf les produits Sol-Vac et les vols seulement)

à **CAYO COCO** ou **HOLGUIN** (CUBA)

Départs des 28 mai, 4, 11 et 18 juin en séjour 1 semaine seulement

**Hâtez-vous!** L'offre est valable pour toutes les réservations faites entre le 8 et le 19 mai inclusivement.

\*Vacances Signature s'engage à payer l'équivalent des taxes, sauf la taxe locale de départ payable à destination. L'offre est applicable sur tous les types d'hébergement, également aux adultes et aux enfants.

CONSULTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES DÈS MAINTENANT!

[vacancesignature.com](http://vacancesignature.com)

# L'ancien arsenal soviétique, une bombe à retardement pour les pays de l'ex-URSS

AGENCE FRANCE-PRESSE

KIEV — Les pays de l'ex-URSS détiennent toujours des millions de tonnes d'armes et de munitions vieillissantes datant de l'époque soviétique, un très lourd héritage pour des pays en transition comme en témoignent en Ukraine les « disparitions » de missiles ou les explosions meurtrières survenues depuis jeudi dans un dépôt militaire.

De puissantes détonations accompagnées par un violent incendie faisaient rage depuis plus de 24 heures dans un gigantesque dépôt près de Mélitopol, au sud-est du pays, contenant l'équivalent de 4500 wagons de munitions, en partie héritées de l'URSS, dont des missiles Grad, Ouragan et Smerch.

Les explosions, qui ont causé la mort de cinq personnes et entraîné l'évacuation de 7000 autres, sont la conséquence de violations des règles de sécurité et de la « négligence criminelle » de militaires chargés de l'entretien des dépôts de munitions, a estimé le Parquet en rappelant que cette catastrophe était la deuxième du genre en Ukraine en l'espace de quelques mois.

Dans le dépôt en flammes, plus de 60 % des munitions étaient conservées à ciel ouvert sur un terrain qui, dans sa plus grande partie, n'était pas protégé par des digues ou des remparts de protection en cas d'explosion, selon le Parquet.

Plusieurs dépôts de munitions sont par ailleurs dépourvus de système anti-incendie dans cette république ex-soviétique, selon le Parquet. « L'Ukraine possède au total deux



PHOTO ARCHIVES REUTERS ©

La scène se passait au milieu des années 90. Ces soldats s'affairaient sur des barils contenant des agents chimiques dans une base militaire située à 100 kilomètres à l'est de Moscou. La Russie possède aujourd'hui un arsenal de 40 000 tonnes d'armes chimiques héritées de l'URSS, dont elle n'a détruit qu'environ 2 % faute de financement.

millions de tonnes de munitions soviétiques dont une partie n'est plus en état de fonctionnement et attend d'être détruite faute de financement», selon un spécialiste des questions militaires, Serhiy Zhourets.

Au total, l'Ukraine a hérité de 184 dépôts soviétiques et d'une partie de

l'armement des pays communistes lors de la dissolution du Pacte de Varsovie.

### Plus d'ogives nucléaires

Ce pays a cependant rendu à la Russie, qui est juridiquement l'héritière de l'URSS, toutes les ogives nu-

claires qui se trouvaient sur son territoire. Mais la gestion d'un immense stock d'armes suscite bien des craintes dans un pays miné par la corruption, où le quart de la population vit sous le seuil de la pauvreté.

En mars dernier, le ministre de la Défense, Evhen Martchouk, avait re-

connu que quelques centaines de missiles sol-air S-75 soviétiques avaient disparu en raison, officiellement, d'une mauvaise tenue des comptes.

Il a toutefois catégoriquement nié que les missiles aient pu être volés alors que son pays a été mis en cause ces dernières années dans des affaires de trafic d'armes, notamment vers l'Irak de Saddam Hussein.

Selon des experts, le trafic d'armes dans la région est surtout alimenté par la république séparatiste russo-phonie moldave de Transdnestrie, une zone de non-droit voisine de l'Ukraine qui a gardé une grande quantité d'armes russes et abrite l'un des plus grands dépôts de munitions de l'ex-URSS à Kolbasna.

La situation n'est enfin guère plus reluisante en Russie, qui a été touchée ces dernières années par plusieurs catastrophes dans le domaine militaire.

La plus dramatique aura été le naufrage du sous-marin nucléaire *Koursk*, fleuron de la flotte russe, qui a sombré en août 2000 dans la mer de Barents avec ses 118 hommes d'équipage.

L'été dernier, un incendie dans un dépôt de munitions en Bouriatie (Sibérie orientale) avait causé la mort de deux personnes et entraîné l'évacuation de quelques milliers d'habitants.

La Russie a notamment un arsenal de 40 000 tonnes d'armes chimiques héritées de l'URSS, dont elle n'a détruit qu'environ 2 % faute de financement. Et les garnisons russes restent fréquemment le théâtre de vols de matériel par des soldats touchant une solde misérable.

# Profanations au mémorial juif de Verdun, en France

AGENCE FRANCE-PRESSE

VERDUN — Après une série de dégradations commises depuis une semaine en France, dans un cimetière juif en Alsace et sur une synagogue de Valenciennes, au nord du pays, le mémorial dédié aux combattants juifs tués pendant la bataille de Verdun a été profané par des slogans néonazis.

Les graffitis néonazis ont été découverts hier sur le mémorial à Fleury-devant-Douaumont.

Le ministre délégué aux Anciens Combattants, Hamlaoui Mekachera, a aussitôt condamné ces « dégradations

inqualifiables » et « profanations odieuses ».

Les inscriptions, « Heil Hiltler », « 88 » (pour H.H., huitième lettre de l'alphabet) ainsi que des croix gammées ont été taguées à la bombe aérosol de peinture noire sur l'immense stèle de 25 mètres de long et de 15 mètres de haut représentant les Tables de la loi hébraïque, où sont inscrits les 10 commandements.

Ces actes antisémites surviennent au lendemain de la cérémonie interreligieuse organisée à Herrlisheim après la profanation du cimetière juif de la commune et à laquelle participaient

les plus hautes autorités religieuses ainsi que le ministre de l'Éducation nationale, François Fillon.

« Ce n'est pas un hasard : les auteurs ont voulu nous adresser un message, nous dire que toutes les cérémonies du monde ne les empêcheront pas d'agir », s'est indigné le grand rabbin de Nancy, Daniel Dahan. « Après la profanation de Herrlisheim, je considère qu'il y a là une escalade puisque l'on s'attaque non seulement à la mémoire de juifs, mais de juifs qui ont versé leur sang pour la France. C'est une double profanation », a-t-il ajouté.

Construit en 1938 pour rendre hommage aux combattants juifs morts pendant la Grande Guerre de 14-18, le mémorial est « un symbole fort d'intégration des juifs dans la communauté nationale », a expliqué pour sa part le grand rabbin de Moselle, Bruno Fiszson.

Dans un communiqué diffusé hier, le ministre Mekachera a souligné qu'il avait immédiatement fait porter plainte pour que les coupables soient rapidement retrouvés et punis avec « la sévérité qui s'impose ». « Toutes les dispositions sont également prises pour effacer, dans les meilleurs dé-

lais, toutes traces des dégradations », souligne le document.

« Des inscriptions comme le « 88 » témoignent du fait que leurs auteurs ne sont ni idiots, ni ignorants de ce qu'ils font » a encore souligné le rabbin Daniel Dahan.

« En s'attaquant à un mémorial situé sur le site historique de la bataille de Verdun, ils savent qu'ils brisent symboliquement l'union sacrée de la Première Guerre mondiale », a-t-il insisté.

Ce monument avait déjà été la cible d'actions similaires, la dernière en date remontant à novembre 2001.

**Meubles Authentika** **PAYEZ DANS 1 AN!**

**1 JOUR SEULEMENT DIMANCHE 9 MAI de 11 h à 19 h**

Rég. 3595\$

**SOFA ET CAUSEUSE EN CUIR**

à partir de **1499\$\***

EN 24 PAIEMENTS DE 62,45\$ SANS FRAIS, NI INTÉRÊTS

- Grand choix de couleurs •
- Bois : chêne véritable •

**SANS FRAIS : 1 877 341-0777**

SAMEDI FERMÉ. MODÈLE COBRA NON ILLUSTRÉ.

Prix d'excellence 2003 de la chambre de Commerce

1750, BOUL. LE CORBUSIER, LAVAL (450) 680-1511 (À CÔTÉ DU CONCESSIONNAIRE CHRYSLER)

3228102

**PENTAX**  
Voyez la Différence

**\$649.**

Pentax Optio555  
Appareil numérique de grande distinction pour toutes occasions  
Résolution 5 mégapixels. Zoom optique 5X (38-190mm)  
Boîtier métallique. Vidéo avec son. Pile rechargeable Li-Ion

En Boni !  
Trousse d'accessoires Numériques

**\$429.**

Pentax Optio S40  
Appareil ultra compact. boîtier en métal  
Résolution 4 mégapixels. Zoom optique 3X  
Vidéo avec son.

**Camtec Photo**  
Deux Adresses dans le Vieux Montréal

26 Notre Dame est (près de St-Laurent) 875-5110

495 McGill (Coin Notre Dame) 842-4818

www.camtecphoto.com

**74\$**

**Toronto**  
44 vols, chaque jour d'affaires  
Le premier vol de la journée  
et le dernier vol de retour  
Le double des milles Aéroplan

Le bas tarif Web Tango aller simple Rapidair<sup>MD</sup> de seulement 74\$. C'est qu'il n'y a pas que le prix qui impressionne: il y a tous les avantages qui l'accompagnent. Seulement sur [aircanada.com](http://aircanada.com)

Réservez sur [aircanada.com](http://aircanada.com) et obtenez un mille Aéroplan<sup>MD</sup> supplémentaire pour chaque tranche de trois dollars dépensés. Ou téléphonez à votre agent de voyages.

**Rapidair** AIR CANADA

Service aux personnes malentendantes (ATS): 1 800 361-8071. Le tarif est basé sur un aller simple à partir de Montréal. Le tarif est en vigueur au moment de la publication et applicable aux nouvelles réservations seulement. 44 vols entre Montréal et Toronto. Achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA, les assurances et les frais d'aéroport ne sont pas inclus. Le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 5\$, n'est pas inclus. Les billets sont non remboursables. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Le tarif peut différer selon la date de départ et de retour. D'autres conditions s'appliquent. Les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada ou de Jazz Air inc. (faisant affaire sous le nom d'Air Canada Jazz). \*Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. \*\*Rapidair et Aéroplan sont des marques déposées d'Air Canada.

Obtenez le double des milles Aéroplan pour les vols Rapidair entre Montréal et Toronto, ou entre Toronto et Ottawa. Entre le 22 avril et le 30 juin 2004, obtenez le double des milles Aéroplan pour chaque vol Rapidair assuré par Air Canada ou Air Canada Jazz entre Montréal et Toronto ou entre Toronto et Ottawa, et ce, dans toute classe de réservation permettant l'accumulation de milles Aéroplan.

## MONDE

## Divorce: le Chili met fin à une « farce légale »

AGENCE FRANCE-PRESSE

La loi sur le divorce adoptée en mars au Chili a été promulguée hier à l'occasion d'une cérémonie à laquelle assistait le président Ricardo Lagos. Elle entrera en vigueur dans six mois, a-t-on appris de sources officielles.

Le Chili est le dernier pays occidental à autoriser la dissolution légale des liens du mariage.

La nouvelle loi sur le « mariage civil », adoptée par le Parlement après

neuf ans de débat législatif, sera applicable à partir de novembre et aura un caractère rétroactif.

« C'est un jour doublement historique parce que nous mettons fin à une législation en vigueur depuis 120 ans et à une farce légale », a commenté le président Lagos, fortement applaudi par l'assistance.

La « farce légale » était la procédure dite de « nullité matrimoniale » qui permettait d'annuler certaines unions sur la base d'erreurs dans les actes

d'état civil ayant servi à célébrer le mariage, par exemple le domicile de l'épouse ou un problème dans la date de naissance de l'époux.

Plus de 6000 couples avaient annuellement recours à cette formule jusqu'à présent pour parvenir à se séparer, et le président Lagos en avait fait usage il y a 40 ans avec sa première épouse.

La nouvelle loi « place le pays en conformité avec le monde d'aujourd'hui », a estimé M. Lagos. En dépit

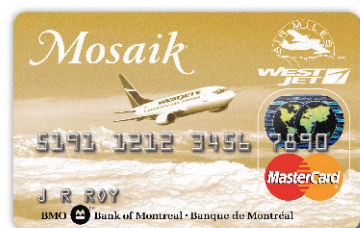
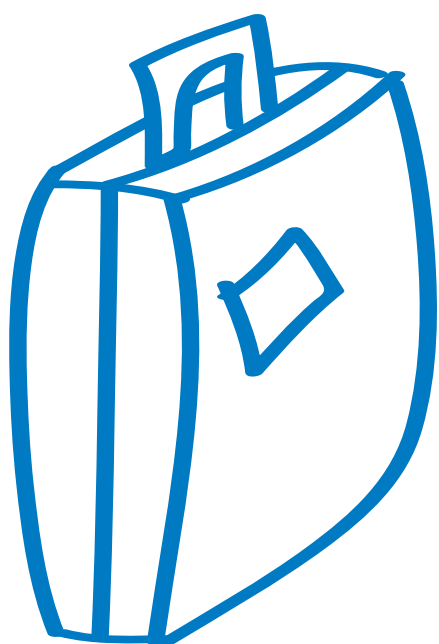
d'une forte popularité, le texte a mis plus de neuf ans pour être approuvé par le Parlement, notamment à cause de l'opposition farouche de l'Église catholique chilienne qui a été jusqu'à menacer d'excommunication les parlementaires qui l'appuyaient.

La nouvelle législation prévoit trois cas de figure : le divorce pour non-respect grave des devoirs et obligations du mariage, par consentement mutuel et par volonté unilatérale, et établit des systèmes de résolution des

conflits à l'amiable. Le texte accorde une concession de taille à l'Église, puisqu'il considère les mariages religieux légaux au bout de huit jours, une disposition adoptée en dépit de l'opposition des députés socialistes et de certains parlementaires de droite.

Cette clause permettra aux personnes se mariant sous le rite catholique (environ 70 % des 15 millions de Chiliens se disent catholiques) d'échapper aux procédures civiles et donc à la nouvelle loi.

## Décollez plus vite



La carte MasterCard<sup>MD</sup> Mosaik<sup>MD</sup> avec la nouvelle option AIR MILES<sup>MD</sup> WestJet Or.

- 1 mille de récompense AIR MILES par tranche d'achat de 15 \$.
- Vols sur WestJet pour seulement 800 à 1 600 milles de récompense.
- Milles de récompense en double offerts par WestJet sur les billets achetés en ligne.
- Billet WestJet pour compagnon en prime.

[bmo.com/mosaik\\_f](http://bmo.com/mosaik_f) 1 800 263-2263



Une exclusivité de

BMO  Banque de Montréal

<sup>MD</sup> Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal. Brevet en instance.

<sup>MD</sup> La Banque de Montréal est un usager sous licence de la marque de commerce déposée et du symbole de MasterCard International Inc.

<sup>MD</sup> Marque déposée d'AIR MILES International Trading B.V., employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Canada Inc. et par la Banque de Montréal.

## LE TOUR DU GLOBE

ESPAGNE

## Empreintes compromettantes

Les empreintes de l'avocat américain Brandon Mayfield, arrêté mercredi aux États-Unis, correspondent à celles trouvées sur un des sacs utilisés pour les attentats de Madrid, a-t-on appris hier de source proche de l'enquête. Le sac en question, qui contenait sept détonateurs, a été découvert dans une camionnette volée, stationnée près de la gare d'Alcala de Hénarès. C'est de cette gare, située à 35 kilomètres de la capitale espagnole, que sont partis, le 11 mars, les trains visés par les attentats qui ont fait 191 morts. M. Mayfield, Américain converti à l'islam, a été arrêté par des agents du FBI à Portland, en Oregon. Il serait lié à un réseau islamiste démantelé l'an dernier dans cette ville. d'après AFP

CUBA

## Mesures « cruelles »

Cuba a vivement réagi hier à l'annonce par les États-Unis d'un renforcement de l'embargo contre l'île avec de nouvelles mesures économiques et politiques qualifiées de « cruelles et lâches » par le comité central du Parti communiste et le gouvernement. Ces mesures « ne parviendront pas à stopper la marche vers les objectifs humains et sociaux » du pays, ont-ils indiqué dans un communiqué. Le plan américain vise notamment à augmenter le soutien aux organisations hostiles au régime de Fidel Castro, qui ont été affaiblies par l'arrestation l'an dernier de 75 militants. d'après AFP

SOUDAN

## « Régime de terreur »

Deux hauts responsables de l'ONU ont dénoncé hier le « régime de terreur » que fait régner le gouvernement soudanais au Darfour et mis en garde contre une « réelle possibilité » de catastrophe humanitaire qui pourrait coûter la vie à des dizaines de milliers de personnes. « Cela est en train de se dérouler sous vos yeux et personne ne pourra dire qu'il ne savait pas », a déclaré à la presse le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme par intérim, Bertie Ramcharan, qui a divulgué un rapport d'enquête très sévère à l'encontre du Soudan. Selon lui, un grand nombre des exactions visant les tribus du Darfour commises par les milices pro-gouvernementales « pourraient constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité ». d'après AFP

JAPON

## Démission

L'influent Yasuo Fukuda, bras droit du premier ministre conservateur japonais Junichiro Koizumi, a démissionné hier pour éviter une crise politique à quelques semaines d'importantes élections sénatoriales. Secrétaire général et porte-parole du gouvernement, il a été contraint au départ pour avoir manqué de payer ses cotisations de retraite pendant plus de cinq ans. Selon les politologues, il s'est sacrifié afin de sauver M. Koizumi avant la prochaine échéance électorale. M. Fukuda, 67 ans, a été remplacé par son adjoint, Hiroyuki Hosoda, 60 ans, qui s'est déclaré « surpris » de sa promotion. d'après AFP

## BONNE FÊTE DES MÈRES !

OBTENEZ UN RABAIS ADDITIONNEL DE

10%

sur nos articles étiquetés aux prix les plus bas sur présentation de ce coupon incluant la marchandise en liquidation, déjà soldée à 50% ou 70%.

GRATUIT AVEC TOUT ACHAT



Un flacon de 60 ml de crème hydratante pour le corps.

Un coupon par client par achat. Cette offre ne s'applique pas aux listes de mariage ou aux certificats cadeaux ni aux produits achetés antérieurement.

TOUT POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS

Centre Rockland (Montréal) • Promenades de La Cathédrale (centre-ville) • Galeries Laval (Laval) • Place Portobello (Brossard)  
SERVICE À DOMICILE 514.341.7810 [www.linenchest.com](http://www.linenchest.com)  
Jusqu'à 50% de rabais sur les produits Hunter Douglas.

## La France, sans fla-fla



ALAIN DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

Qu'est-ce qui se passe ? La visite du premier ministre Jean Charest en France s'est faite sans manœuvres de coulisses, sans chicanes triangulaires, sans contorsions diplomatiques. Et pourtant, ça a marché. Les rencontres toutes simples et sans fla-fla avec le président Jacques Chirac et le premier ministre Jean-Pierre Raffarin ont été chaleureuses et fructueuses, la visite a été constructive, assez pour entrevoir de réels progrès dans les échanges entre la France et le Québec.

Le succès, car c'en est un, ne tient pas à la personnalité de Jean Charest, qui n'a pas le genre de panache permettant de briller sur la scène internationale et qui n'est pas non plus particulièrement branché sur la France, et qui ne peut pas compter, comme ses prédécesseurs, sur une ministre spécialisée dans les affaires françaises travaillant d'arrache-pied à développer un réseau de contacts et à négocier la visibilité du premier ministre.

La différence est politique. Ce n'est évidemment pas que le premier ministre soit fédéraliste quand ses prédécesseurs étaient souverainistes, mais plutôt que Jean Charest ne met pas ses convictions politiques dans la balance. Pour la première fois depuis des années, les relations du Québec et de la France ne sont pas inféodées au débat sur l'avenir du Québec, un asservissement qui a perverti la nature et la qualité des relations entre les deux sociétés.

Les efforts des gouvernements Parizeau, Bouchard et Landry pour arracher un appui de la France à leur démarche a créé un état de dépendance. Le Québec, en demande, perdait du même coup sa capacité de traiter d'égal à égal. Je me souviendrai longtemps de cet épisode gênant où Lucien Bouchard, un homme pourtant fier et un diplomate aguerri, a lu aux journalistes un petit bout de papier où il avait noté la phrase d'appui à sa cause, fort tiède, que Jacques Chirac avait bien voulu lui consentir. Les magouilles fédéralistes dans l'autre sens, notamment celles de l'hystérique ambassadeur Jacques Roy, n'étaient pas plus glorieuses.

Cette politisation extrême, en plus d'affaiblir le Québec, a déformé nos rapports en laissant le monopole des relations avec la France aux mains d'un groupe qui reflète mal la réalité québécoise. Non seulement en raison de leurs convictions qui ne reflétaient pas les vues de la majorité de la population, mais surtout en raison de leur conception de l'identité québécoise

**Pour la première fois depuis des années, les relations du Québec et de la France ne sont pas inféodées au débat sur l'avenir du Québec...**

et des liens franco-québécois, des francophiles, amis indéfectibles de la France, dont Louise Beaudoin, l'ex-ministre des Relations internationales est sans doute le plus bel exemple. La francophilie ne sert ni le Québec, ni la France.

Depuis des années, je fais passer un petit test à mes amis où je leur demande comment ils se définissent. Comme des Nord-américains parlant français ? Ou comme des Français d'Amérique ? On trouvera plus de gens qui se reconnaissent dans la première définition chez les Montréalais, chez les jeunes, chez les nationalistes modérés, et plus de ceux qui s'identifient à la deuxième question chez les gens plus âgés, chez les souverainistes de la première heure, dans des villes comme Québec.

Les Français d'Amérique, plus francophiles, parfois attachés à la « mère patrie », correspondent moins à la réalité du Québec moderne, celui qui bouge, profondément nord-américain, dont l'évolution, depuis des décennies, s'est progressivement écarté des modèles européens.

Cela ne signifie absolument pas que les Québécois se désintéressent de la France avec laquelle les liens sont profonds, par la langue et les intérêts communs dans la francophonie, par la culture et ses intenses échanges, par la connaissance que les Québécois ont de la France, par certaines similitudes dans la vision de la société.

Mais le succès futur des rapports avec la France reposera bien plus sur nos différences que nos similitudes. Notre richesse, c'est notre américanité, bien plus que notre attachement nostalgique. Comme le disait le premier ministre Raffarin dans une entrevue au *Soleil* à mon collègue Michel Vastel : « J'ai toujours entendu dire que le Québec pouvait être la porte d'entrée de la France en Amérique du Nord, et la France la porte d'entrée en Europe. » Voilà l'enjeu. Le premier ministre français ajoutait toutefois : « Mais je l'ai plus entendu que vu. » Voilà le défi.

C'est un peu cet esprit qui a semblé présider aux échanges lors du voyage de Jean Charest. Notamment la diversité culturelle où le premier ministre a poursuivi sur la lancée de Mme Louise Beaudoin, la francophonie, les efforts de M. Charest pour souligner le sous-investissement français au Québec, mais aussi dans cette initiative, tout à fait nouvelle, de missions communes franco-québécoises au Mexique et ensuite en Pologne.

L'amélioration des liens avec la France est plus que souhaitable. Mais ces liens seront encore plus forts et plus riches s'ils sont moins politisés et s'ils reposent sur des rapports d'égalité et de partenariat. On y arrive.

adubuc@lapresse.ca



Le capitaine Yannick Lemieux à la base militaire de Longue-Pointe, à Montréal.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

# Incohérence

## En se dotant de forces militaires bien équipées, le Canada se donne les moyens d'avoir une influence réelle

YANNICK LEMIEUX  
*L'auteur est un Montréalais. Militaire, il s'exprime ici à titre personnel.*

Décidément, le Québécois (et le Canadien) moyen manque cruellement de suite dans ses idées et ses opinions.

Je lisais les commentaires de certains lecteurs qui se révoltent du fait que le premier ministre Paul Martin ait décidé d'investir (enfin !) dans les Forces armées. Pourquoi ai-je pourtant l'impression que les gens qui se plaignent de ces investissements sont exactement les mêmes qui s'indignent lors d'un génocide en Afrique, d'une guerre civile au Moyen-Orient ou autres tueries de par le monde ? Je suis même convaincu que ce sont les mêmes qui descendent dans la rue avec pancartes et slogans, qui demandent à grands cris

une intervention de la communauté internationale pour mettre fin à ces horreurs...

Mais comment mettre fin à ces guerres ? En demandant poliment aux belligérants de cesser s'il-vous-plaît de s'entretuer ? Peut-être dans le monde des idéalistes, mais pas dans le mien. Dans le monde où j'habite, pour mettre fin aux conflits, on doit intervenir avec des troupes sur le terrain et accepter d'y perdre de nos soldats. C'est malheureux, mais c'est la réalité. En se dotant de forces militaires bien équipées, le Canada se donne ainsi les moyens d'avoir une influence réelle sur ces événements, s'il en a la volonté politique, bien entendu.

Ceux qui critiquent les investissements dans la défense disent aussi souvent que le Canada n'est pas menacé d'invasion et j'entends même certains dire que, de tou-

tes manières, les États-Unis nous défendront. Pourtant, ce sont ces mêmes personnes qui souhaitent que le Canada distance sa politique étrangère de celle des États-Unis... Une logique qui relève du « n'importe quoi », selon moi.

En ayant une armée capable d'intervenir dans le monde, sans le soutien des Américains, ne croyez-vous pas que nous nous dotons justement de la capacité de faire nos propres choix et d'avoir notre propre politique étrangère ? Par exemple, la France dispose de forces armées pouvant intervenir rapidement et efficacement, sans le soutien des Américains, tel qu'elle l'a démontré récemment en Côte-d'Ivoire. Et si je me rappelle bien, la France a su maintenir une politique étrangère quelque peu différente de celles des Américains dans le cas de l'Irak... Mais cela est une autre histoire.

► Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

## VOTRE OPINION EN PHOTOS

### J'améliore MA ville

Quoi faire pour améliorer votre ville ? Dans votre quartier, y a-t-il un coin qui vous déplaît ? Que suggérez-vous pour l'améliorer ?

Nous poursuivons notre nouveau concours avec la photo de Rolland Vallée. Nous publions chaque samedi les meilleures photographies que vous nous aurez fait parvenir, soit numériquement, soit par la poste. Quels types de photos ? Laissez votre imagination l'emporter. Cela peut être un arbre qui dépérit,

un trou laissé béant depuis des mois, une construction qui tombe en ruine, une intersection que vous jugez dangereuse, etc. Accompagnez votre envoi d'un court texte explicatif de 200 à 300 mots, ainsi que d'une photo de vous-même.

Chaque semaine, nous faisons parvenir au gagnant une copie laminée de sa page et, à la fin du concours, dans deux mois, nous ferons tirer parmi les gagnants hebdomadaires un bon

d'achat d'une valeur de 500 \$ chez LL Lozeau. De plus, toutes les photos primées sont envoyées aux autorités des municipalités concernées, qui sont appelées à répondre à nos lecteurs dans nos pages.

Notre adresse courriel : forum@lapresse.ca  
Notre adresse postale : Forum, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9

## Il faut faire quelque chose!

ROLLAND VALLÉE



*L'auteur est un Montréalais.*

Cette photo d'une jeune fille s'injectant de la drogue n'aurait pas pu être prise en pleine rue de Mont-Royal, de Westmount, ou de Dorval. Non, elle provient du quartier Centre-Sud de Montréal, à proximité d'une école primaire, d'un centre de sport et loisirs et d'une résidence pour personnes âgées. Qui pourra mettre fin à ce problème qui amène dans son sillage la prostitution et toutes ses misères ?

La création et la mise sur place de lieux d'injections supervisés serait dans un premier temps un bon choix pour un gouvernement responsable de la santé et du bien-être de ses citoyens. Qui en assumerait la responsabilité ?

Le ministre Couillard est-il conscientisé face à la pénurie de ressources et de moyens pour venir en aide à cette clientèle laissée à elle-même ? Les utilisateurs de drogues injectables sont en progression constante depuis ces 20 dernières années. Les fournisseurs ont choisi un secteur important de l'arrondissement Ville-Marie pour installer leur commerce de distribution de drogues et c'est devenu le centre de rendez-vous du Grand Montréal et des banlieues. Il ne faut pas que cette situation devienne endémique. Trop sou-



vent, trop longtemps les élus de Montréal ont joué à l'autruche en se défilant de leurs responsabilités. Cela doit changer. Il incombe à notre maire, Gérald Tremblay, d'assumer son leadership afin de mettre en oeuvre un plan d'action pour contrer ces irritants maux à notre qualité de vie.

# FORUM

## Le syndrome de Don Quichotte



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

La campagne libérale, quoiqu'encore officieuse, est déjà en train de constituer un impérissable monument à la mauvaise foi.

Les libéraux ont enfourché le thème de la santé comme cheval de bataille. Cela serait intéressant s'ils avaient quelque chose de neuf à dire sur le sujet, et si la gestion des services de santé relevait du gouvernement fédéral.

À défaut de politique concrète à annoncer, les troupes de Paul Martin ont inventé une menace qui pèserait sur le système public de soins de santé — histoire, évidemment, de se faire passer pour les sauveurs du système.

L'ennemi est tout trouvé en la personne du chef conservateur Stephen Harper, que le PLC a systématiquement entrepris de diaboliser au-delà du bon sens. Le problème, c'est que M. Harper et son parti se portent eux aussi, au même titre que le PLC, à la défense du statu quo. N'importe. On leur fera un procès d'intention, en prétendant que le PC fera autre chose que ce qu'il dit s'il arrive au pouvoir.

Ce faisant, les troupes de Martin recyclent une vieille tactique de Jean Chrétien, qui avait mené les mêmes attaques en 2000 contre Stockwell Day. Mais cette fois, les libéraux tirent dans le vide, puisque la cible a disparu. Harper n'est pas Day, et le nouveau Parti conservateur n'est pas l'Alliance!

L'autre élément de la stratégie libérale est d'agiter une vague promesse de plan décennal qui lierait le financement fédéral à la prise en charge des provinces, sommées de se conformer aux « priorités » définies à Ottawa. Cela au mépris du fait que le gouvernement fédéral n'a jamais géré une seule institution de santé (sauf une poignée d'hôpitaux pour anciens combattants) et qu'il est totalement dénué d'expertise dans ce domaine.

La preuve en est que les grands problèmes qu'on vient de découvrir à Ottawa (listes d'attente, soins à domicile, médicaments, etc.) sont précisément ceux que les provinces ten-

**Paul Martin a passé une partie de la semaine à défendre un système de santé que personne, dans la classe politique, ne menace.**

tent de résoudre depuis des années, avec difficulté évidemment, puisque le fédéral refuse de partager ses vastes surplus budgétaires.

Et que répond Paul Martin au Québec qui lui demande de régler cette flagrante injustice fiscale? Les provinces sont libres d'augmenter leurs impôts! disait-il cette semaine.

La remarque est d'une extraordinaire arrogance, surtout venant d'un homme qui promettait d'être plus flexible que Jean Chrétien.

Tel Don Quichotte fonçant furieusement sur des moulins à vent, Paul Martin a passé une partie de la semaine à défendre un système de santé que personne, dans la classe politique, ne menace.

Ma foi, à force d'inventer des adversaires au Medicare, il est rendu à en voir dans son propre cabinet! D'où la semonce hystérique servie en plein caucus à son ministre de la Santé, qui avait eu le malheur de déclarer que les provinces pourraient « expérimenter » en confiant au privé la « livraison » de services — projet parfaitement conforme à la Loi canadienne sur la santé dans la mesure où ces services ne sont pas assumés par le patient.

Le pauvre Pierre Pettigrew a été sommé de faire amende honorable et s'est exécuté en lisant un texte préparé d'avance... et dégoulinant d'hypocrisie: à travers cette humiliante volte-face, le gouvernement Martin faisait semblant d'ignorer que le Canada est rempli de cliniques et de laboratoires privés et que, s'il fallait les fermer demain matin (comme l'exige le NPD), ce serait la catastrophe dans le système.

Mais encore une fois, ce fut l'histoire de l'arroseur arrosé. Hier matin, le *Ottawa Citizen* nous apprenait que le médecin personnel de M. Martin, le Dr Sheldon Elman, à Montréal, est propriétaire d'une chaîne de cliniques privées qui offrent, contre argent sonnante, des services d'imagerie magnétique et de radiologie!

Interrogé, M. Martin jure ses grands dieux qu'il s'est toujours servi de sa carte-soleil pour payer ses soins médicaux. On le croit sans peine, car tous les médecins sont payés par la RAMQ sauf l'infime minorité qui s'en est désengagée. Ce qu'il aurait fallu lui demander, c'est s'il a déjà payé des analyses de laboratoire avec sa carte de crédit, comme cela se fait couramment dans les cliniques privées. Sinon, à quoi servent exactement les deux plans d'assurance dont il bénéficie à titre de parlementaire et de retraité de la Canada Steamship Lines?

M. Martin affirme qu'il n'a jamais payé de sa poche pour des examens de résonance magnétique. Cela ne veut dire qu'une chose: c'est qu'il n'a jamais eu besoin de cette technologie qui sert essentiellement au dépistage des cancers. Mais — et voilà la vraie question — s'il avait dû passer par là, aurait-il attendu deux mois avant de savoir s'il souffrait d'un cancer? Ou aurait-il « payé de sa poche » pour s'éviter deux mois d'angoisse et accélérer le traitement?



Huntingdon a trouvé la solution pour contrer la délinquance dans ses rues : tous les jeunes de moins de 18 ans à la maison après 22 h!

# Ridicule et stupide

## Le couvre-feu de Huntingdon va inciter à la désobéissance civile et avoir chez les jeunes un effet opposé au but recherché

CRISTINA CORNO  
et ALAIN BOISVERT  
*Les auteurs sont deux parents de Huntingdon.*

Par la présente nous voulons exprimer notre totale opposition à l'établissement d'un couvre-feu à Huntingdon visant à restreindre la liberté des jeunes.

Au minimum, nous trouvons ce projet ridicule et stupide. Mais nous pensons aussi qu'il viole de façon grave les droits d'un groupe de citoyens, mineurs peut-être, mais citoyens tout de même, en limitant leur liberté de mouvement. De plus, il interfère dans l'éducation que les parents désirent donner à leurs enfants.

Voici un extrait de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec: « Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap. Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromettre ce droit. »

À ce propos, nous faisons une demande au président de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, M. Pierre Marois, pour que la Commission émette une opinion à l'égard de ce règlement.

### Portés à l'enfreindre

En ce qui nous concerne, voici notre opinion en tant que citoyens, parents et résidents de Huntingdon.

Ce règlement incite à la désobéissance civile et va avoir un effet opposé au but recherché. En effet, si nous étions visés par un tel règlement, nous serions portés à l'enfreindre, volontairement, juste pour vous prouver que nous sommes libres. En tant

que parents, nous ne pourrions pas faire valoir sa justesse auprès de nos enfants. Nous serions aussi portés à être complices de leur désobéissance.

Ce règlement interfère dans le type d'éducation que les parents souhaitent donner à leurs enfants. C'est aux parents de décider des obligations et des droits de leurs enfants, dans le respect des autres. La Ville n'a rien à voir là-dedans et, pire encore, elle ne doit pas nous imposer les règles de l'armée.

Ce règlement est une insulte envers les jeunes, puisqu'il les qualifie en bloc de criminels et vandales. Il est une insulte envers les parents puisqu'il les qualifie en bloc d'incompétents et, pire, d'irresponsables.

Ce règlement est inapplicable. Imaginez un peu. Notre garçon décide d'aller dégus-

**La nuit, les vieux restent à la maison et dorment, mais les jeunes veulent vivre et veiller. Avez-vous oublié comment vous étiez à cet âge-là?**

ter une crème glacée avec sa blonde. Il est 9 h 30, il fait chaud. Ils s'en vont à la Crème Tentante. Il jasant, il se fait tard, il est 22 h 15. Que doivent-ils faire? Appeler maman, leur gentil chaperon? Prévoir l'occasion et appeler avant 16 h 30 l'hôtel de ville pour se faire délivrer un permis? Est-ce que ce sont vos affaires? Est-ce que nous devons devenir les chaperons de notre fils? S'il décide de rester chez son ami jusqu'à minuit, serons-nous obligés d'aller le chercher, alors qu'il pourrait très bien rentrer tout seul?

Et s'il décidait d'aller jouer au tennis en soirée? Ou, tout simplement, de flâner? Y a-t-il un formulaire spécial que vous êtes en train de concevoir, avec des belles cases à remplir et tous les cas d'espèce, afin de parler à toutes les occasions de divertissement,

toutes les raisons légitimes, pour reprendre votre expression? Comment pouvez-vous contrôler tout ça? N'avez-vous rien de mieux à faire? Qui vous a inspiré ce projet qu'on peut qualifier de fasciste? Remarquez, je comprends que c'est beaucoup plus simple de s'en prendre à des jeunes de 16 ans qu'à des motards de 40, surtout quand ces derniers ont bu trop de bières.

### Climat de méfiance

Le terme même, couvre-feu, rappelle la guerre et instaure un climat de méfiance. Cette idée de la sirène des pompiers... pourquoi pas, tant qu'à y être, un faisceau lumineux pour débusquer les dangereux délinquants qui font de la planche en cachette! Nous ne voulons pas vivre dans un bunker où les jeunes sont perçus comme des délinquants en puissance.

Bien sûr, tout n'est pas rose dans nos rapports avec les ados. Mais il faudrait peut-être commencer par les respecter en tant qu'individus et avoir avec eux un échange d'égal à égal. Et, si vous voulez vraiment faire quelque chose pour les jeunes, au lieu d'être répressifs, faites en sorte de réveiller la ville, organisez des activités culturelles et sportives, ouvrez la piscine jusqu'au soir, ouvrez des palestres, organisez des projections cinéma, ouvrez des laiteries, des locaux où ils peuvent se réunir, jusqu'à tard la nuit. Préférez-vous des patates de divan, rendus idiots par trop de hockey, d'ordinateur, de jeux vidéo et de chips? Que voulez-vous qu'ils fassent en été, à la maison, à 10 heures le soir? La nuit est jeune. Les vieux restent à la maison et dorment, mais les jeunes veulent vivre et veiller. Avez-vous oublié comment vous étiez à cet âge-là?

En conclusion, nous invitons les parents qui s'opposent à cette absurdité de projet à se mobiliser. Ensemble, on peut y faire échec. Nous invitons aussi les jeunes à ne pas se laisser faire et à prendre en main leur vie et leur liberté.

## LA BOÎTE AUX LETTRES

### Juste du bon sens!

Je trouve la décision des autorités de Huntingdon totalement désolante. Au lieu d'investir dans la prévention et le développement des compétences personnelles et sociales des jeunes, on impose la répression. M. le maire nous dit qu'il n'est pas un homme de droite mais qu'il n'est pas à gauche non plus. Dans le fond, ce qu'on demande à un maire, c'est d'avoir du bon sens! L'embauche de travailleurs de rue, le développement d'activités et la création d'un lieu jeunesse seraient à mon avis plus rentables, plus sensés et on ferait des jeunes brillants et intelligents. Malheureusement pas à l'image du maire de leur village.

Andrée St-Martin  
Intervenante sociale jeunesse

### Contrôle du vandalisme

Je suis d'accord avec cette mesure de contrôle du vandalisme. Comme nous disons souvent dans d'autres circonstances: « Il faut tuer le mal dans l'oeuf. » Évidemment, comme dans toute mesure de contrôle, il s'en trouvera toujours quelques-uns qui « échapperont » aux maillons de cette réforme. Malgré cela, continuez à être vigilants. Ajoutez quand même que les jeunes adolescents d'aujourd'hui ne sont pas pires ni mieux que nous l'étions à leur âge.

Monique Marmen

### Discriminatoire

Je ne suis pas d'accord avec ceux qui veulent imposer un couvre-feu aux jeunes de la ville de Huntingdon. Je trouve que ce n'est pas juste de punir tous les jeunes de la municipalité pour les méfaits de quelques-uns. De plus, une amende de 100 \$ est exagérée, surtout si un jeune n'a rien fait de mal à part être dehors après 22 h. Il devrait y avoir une convention seulement si une personne commet vraiment un délit. Je pense qu'il faudrait plutôt trouver d'autres solutions pour éliminer le vandalisme et mettre la main sur les vrais coupables. De toute façon, ceux qui veulent faire des mauvais coups trouveront toujours les moyens de le faire, peu importe l'heure. Et puis, qui dit que les coupables ont moins de 18 ans? Ils pourraient tout aussi bien en avoir 19, 20 ou 21. Cette attitude est discriminatoire envers les ados.

Stéphanie Sanchez Maither  
17 ans  
Montréal

### Maladie sociale

La génération des 25-40 ans a été éduquée en fonction des droits de chacun mais très peu des devoirs. Alors, il ne faut pas se surprendre que le maire de Huntingdon ait dû passer un règlement

pour suppléer à la carence parentale et à leur démission face à leur rôle. Au mot droit, on oppose le mot règlement. Si on enseignait le respect, le savoir-vivre, la courtoisie, la politesse, nous n'en serions pas là. Huntingdon est un effet de notre maladie sociale au Québec. Mais la maladie n'est pas la peur des adolescents. La maladie, c'est l'incapacité de jouer un rôle d'adulte, de guide pour nos enfants et adolescents. Le taux de suicide et la consommation d'antidépresseurs chez les membres de la génération des 25-40 ans sont des conséquences évidentes et dramatiques de cette maladie. Les adolescents issus de cette génération crient et agissent proportionnellement à la douleur qu'ils ressentent. Mais peut-être que nous, de la génération précédente, avons raté quelque chose?

Gilles Ouellet  
Laval

### La place des parents

Pas fou comme idée. En réalité, l'administration va un peu prendre la place des parents qui ne veulent ou ne peuvent prendre leurs responsabilités envers leurs enfants.

Ben Parent

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Eric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

# FORUM

## ÉDITORIAUX

# Ben Laden rigole



apratte@lapresse.ca  
 ANDRÉ PRATTE

Le visage, le ton, les mots de Donald Rumsfeld étaient révélateurs de la gravité de la crise déclenchée par les mauvais traitements infligés à des détenus irakiens. Généralement sûr de lui jusqu'à l'arrogance, le secrétaire à la Défense, comparaisant hier devant le Sénat, avait l'air penaud et abattu. Il a parlé de « catastrophe », de comportements « inacceptables, cruels, brutaux, indécentes, opposés aux

### La guerre en Irak et sa multitude d'effets pervers ont annulé tous les efforts du monde civilisé pour contrer le terrorisme.

valeurs américaines, sadiques, inhumains ».

La crise va bien au-delà de l'humiliation ressentie par les détenus. C'est le fondement moral de l'invasion de l'Irak qui vient de s'effondrer. Or, comme aucune arme de destruction massive n'a été trouvée en territoire irakien, ce fondement est le dernier qui restait. L'attaque contre l'Irak, c'était le Bien contre le Mal, la démocratie contre la dictature, la règle de droit contre la torture. Les photos prises dans la prison d'Abu Ghraib démontrent que le Mal se trouve aussi du côté américain.

Ces événements provoquent une « crise de crédibilité catastrophique pour notre pays », a déclaré le sénateur Ted Kennedy. D'ailleurs, l'allocution prononcée hier par M. Rumsfeld sonnait creux. Dans la manière dont nous réagirons à ces abus, a-t-il dit, « nous avons l'occasion de démontrer au monde la différence entre ceux qui croient en la démocratie et ceux qui croient au règne du code

terroriste ». Cela est exact. Sauf que, depuis le 11 septembre 2001, le gouvernement Bush a maintes fois violé les principes fondamentaux de la démocratie. Pensons, en particulier, aux centaines de personnes détenues à la base de Guantanamo, et privées de tous leurs droits. Les Américains ont reconnu que les détenus irakiens étaient protégés par les conventions de Genève; voyez ce qui leur est arrivé! Washington a refusé d'accorder ce statut de prisonnier de guerre aux prisonniers de Guantanamo; quels traitements leur a-t-on fait subir?

Le 23 mars dernier, sachant fort bien que des militaires américains étaient soupçonnés d'avoir maltraité des détenus à Abu Ghraib, le président Bush a lancé cet avertissement aux miliciens irakiens: « Si des Américains sont capturés, je m'attends à ce qu'ils soient traités humainement, comme nous traitons les gens que nous détenons. » La crédibilité de George Bush est désormais au plus bas.

Ce n'est évidemment pas le président qui a demandé à ses soldats de se comporter ainsi. Il n'en est pas moins responsable de ce qui arrive. Toute guerre, que la cause soit juste ou non, provoque un flot d'atrocités, de part et d'autre. Ce fut le cas des Croisades comme des deux guerres mondiales, du Vietnam comme de la guerre de Golfe. La guerre fait ressortir ce qu'il y a de pire chez l'homme. C'est pourquoi elle doit demeurer un ultime recours. Seuls les idéologues et les esprits simples ne comprennent pas cela.

Si l'administration Bush était la seule perdante de cette catastrophe, il n'y aurait pas lieu de s'inquiéter outre mesure pour l'avenir. Malheureusement, la guerre en Irak et sa multitude d'effets pervers ont annulé tous les efforts du monde civilisé pour contrer le terrorisme. Les recrues doivent affluer dans les camps d'Al-Qaeda...

Oussama ben Laden n'en croit pas ses yeux: personne n'aura autant contribué à sa cause délirante que George Bush.

# Un « Broue » songé



mroy@lapresse.ca  
 MARIO ROY

La taverne, qui a cessé d'exister légalement il y a quelques décennies, demeure apparemment un fort point d'ancrage de l'imaginaire québécois.

Dans certains quartiers, pas les plus riches, on en trouve encore quelques-unes. On y admet les femmes, bien entendu. Mais il y en a rarement. Dans un décor des années 50, comme si le temps s'était figé, ce sont des hommes qui s'y attablent. Des vieux, pour la plupart, cette sorte de vieux qui ont eu des malheurs. Mais, parfois aussi, entrent quelques jeunes, qui ne con-

### La taverne, c'est la fuite. Or, l'homme est une machine à se fuir lui-même... jusqu'à la mort.

naissent pas les codes anciens, parlent au téléphone portable plutôt qu'à leurs voisins de table, bougent trop et font trop de bruit.

Ce sont des lieux en général un peu tristes, mais terriblement réels, qui peuvent servir d'école d'anthropologie...

L'endroit, qui disparaît, a été sublimé pour accéder à l'éternel.

Au répertoire du théâtre populaire, *Broue*, qui célèbre son quart de siècle et a dépassé les 2,6 millions de spectateurs, demeure le plus grand succès de tous les temps. Sous la pudeur, les rires et les blagues un peu grasses, on y découvre des hommes seuls, en réclusion volontaire, en fuite.

Ils sont de retour, sous d'autres traits et d'autres habits, dans *Tavernes* (quoi d'autre?), une oeuvre d'Alexis Martin, à L'Espace libre jusqu'au 15 mai.

Ce ne sont pas exactement les mêmes hommes, bien entendu.

On ne trouve pas de pompier,

mais plutôt un poète, un saltimbanque, un homosexuel en fuite de Rivière-Ouelle. Et d'autres encore. Un *bum*, par exemple, quintessence de l'homme extrait, volontairement ou non, de l'ordre social. Mais un *bum* qui se démène et qui cause, contrairement au clochard de *Broue*. Celui-ci se contentait à peu près de dormir, la fuite la plus accessible, la plus facile. On y trouve aussi un père, qui n'est pas du tout celui de *Broue*, et qui a fui lui aussi, d'une autre façon.

Car *Tavernes*, cette sorte de *Broue* songé, s'ouvre par une phrase-clé, qui explique les tavernes... et une bonne partie de l'angoisse existentielle faisant partie du bagage obligé de l'humanité.

Martin dit: « L'homme est une machine à se fuir lui-même. »

L'Organisation mondiale de la santé nous apprend que, sur la planète, la violence fait chaque année plus de 1,6 million de morts.

Est-ce surtout la faute à la guerre? À la criminalité?

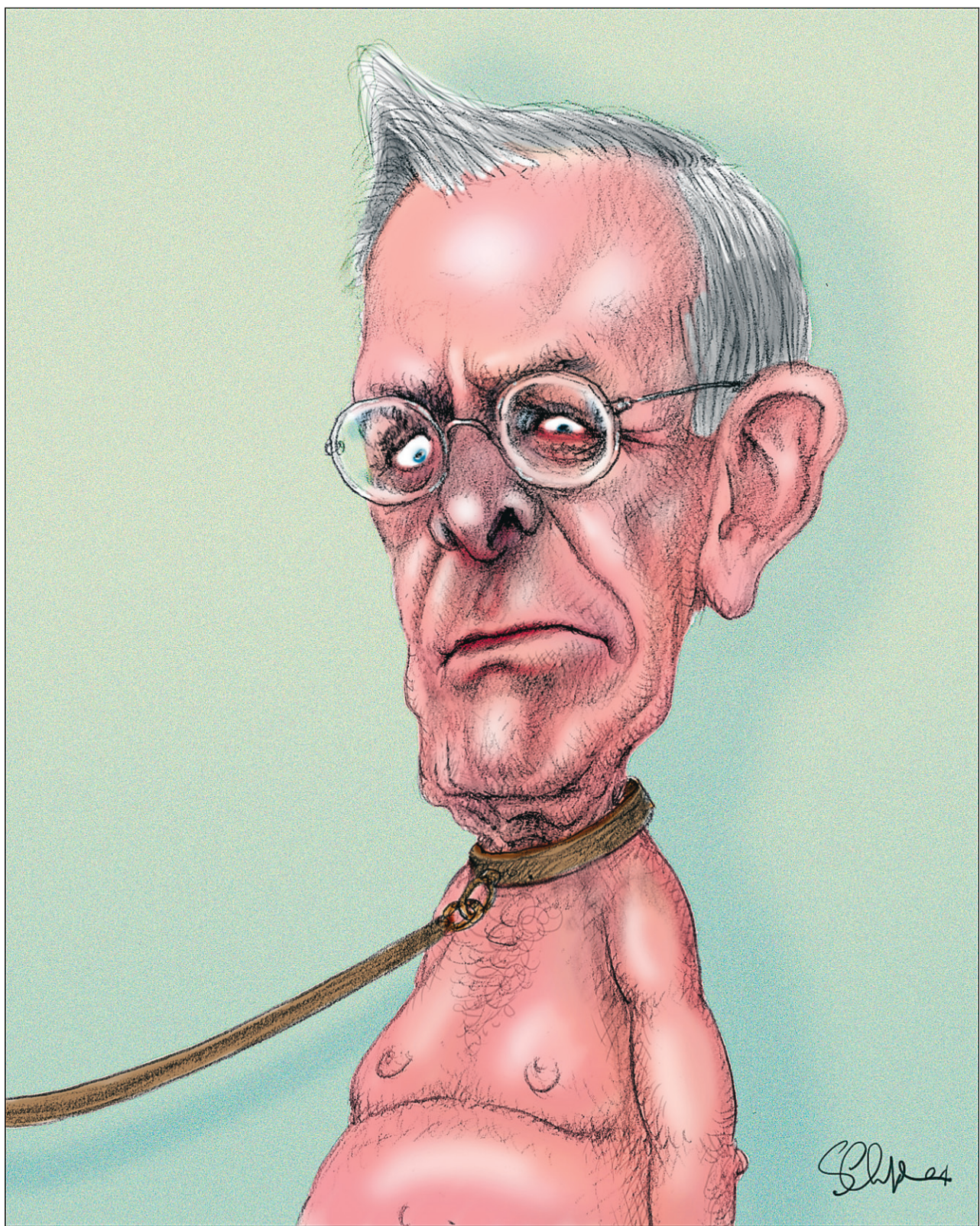
Non. C'est la faute au suicide, dans la moitié des cas. Le suicide, fuite extrême et définitive. Celle qui est adoptée par deux fois plus d'hommes que de femmes, surtout les vieux — chez les plus de 60 ans, en effet, on constate un taux effarant de 45 suicidés par 100 000 hommes.

Le suicide est le dernier tabou. Voyez Britney Spears et son dernier vidéoclip, *Everytime*, dans lequel certains l'ont vue en train de se suicider. L'affaire a suscité un tollé et MusiquePlus a été sommée de retirer le clip des ondes.

Le suicide est sûrement le geste le plus personnel que puisse faire un individu. Mais il serait faux de croire que celui-là ne fuit que lui-même. Par exemple, les statistiques de l'OMS indiquent que les huit pays où sévissent les plus forts taux d'autodestruction (plus de 45 par 100 000), sont tous, sans exception, des nations de l'ex-URSS. Celles où un univers s'est écroulé sans préavis.

L'homme peut aussi être une machine à fuir ce qui l'entoure.

Dans les tavernes ou dans le néant.



LES GRANDS PORTRAITS

DONALD RUMSFELD

serge.chapeau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

## LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

### Secrétaire à l'Agression

Une simple réflexion : pourquoi appelons-nous Rumsfeld secrétaire à la Défense? Les États-Unis sont pourtant toujours les agresseurs. Il serait plus pertinent de l'appeler « secrétaire à l'Agression ».

Michel Forget  
 Saint-Jérôme

dog ». D'ailleurs, on vous met en laisse, tout en vous forçant à monter sur d'autres compatriotes, nus aussi, le cul en l'air. Vous voilà enfin « démocratisé »...

Philippe Legault  
 Hull

### Drôle de choix

Il paraît que c'est un cas isolé... Nous prennent-ils pour des « cons »? On est à l'ère du numérique, imaginez avant. C'est ça que les Américains appellent une guerre propre, et la démocratie? Vous savez que, pour un Arabe, il préfère mourir que d'être humilié de cette façon. Donc le choix, ce serait quoi : être gazé par Saddam ou être humilié par les Américains?

Ihssane El Ghernati  
 Cap-Rouge

### De prétendus libérateurs

Alors, monsieur Rumsfeld assume la pleine responsabilité pour les sévices infligés à des prisonniers Irakiens? Que compte maintenant faire le peuple américain avec un secrétaire à la Défense qui se reconnaît coupable de pratiquer

la torture psychologique et physique sur d'autres humains? Il me semble que c'est justement sur la base de ces mêmes accusations que les Américains sont entrés en Irak comme de prétendus libérateurs. La population américaine se voit offrir, sur un plateau d'argent, la possibilité de prouver au monde entier qu'elle ne tolère pas plus dans sa cour ce qu'elle tente d'éradiquer partout ailleurs sur la planète. La saisira-t-elle?

Tommy Fortin

### De l'âge de pierre à la décadence

Rien, mais absolument rien, ne me surprend plus des Américains. Ils prétendent être la vérité, mais en réalité ils sont passés directement de l'âge de pierre à la décadence. Ils sont dirigés par des ayatollahs qui veulent donner des leçons au monde entier, dénonçant le terrorisme et les armes de destruction massive. Quel est le seul pays au monde à avoir utilisé ces armes, sinon les Yankees? Ils ont peut-être oublié Hiroshima et Nagasaki? En ce qui concerne les leçons de démocratie, vous repasserez, monsieur Bush. Ce sont plutôt des nausées que vous me donnez.

Léon Corbeil  
 Québec

## APPEL À TOUS

# Trop de fonctionnaires?



PHOTO PIERRE McCANN, LA PRESSE ©  
 Monique Jérôme-Forget

La présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, a annoncé hier l'intention du gouvernement de réduire de 20 % le nombre d'employés de la fonction publique d'ici 10 ans. Êtes-vous d'accord avec cette mesure? Croyez-vous que le gouvernement atteindra son objectif? Faites-nous part de votre opinion à forum@lapresse.ca. Nous publierons dans les prochains jours les lettres (idéalement jugées les plus pertinentes).

# L'ÉVÉNEMENT PASSEZ À LA VITESSE



Mazda RX-8 2004



**0\$ COMPTANT  
DÉPÔT DE SÉCURITÉ  
À LA LOCATION\***

**OU AUCUN PAIEMENT  
AVANT 90 JOURS<sup>†</sup>  
AU FINANCEMENT À L'ACHAT**



ASSOCIATION DES JOURNALISTES  
AUTOMOBILE DU CANADA  
Prix AJAC Voiture de l'année 2004  
Meilleure voiture sport et performance

« Le meilleur achat de sa catégorie »  
« Coup de cœur »  
Le Guide de l'auto 2004

« Ma conception du bonheur  
passe par une belle journée en Miata »  
L'Annuel de l'automobile 2004



## MAZDA *RX-8* 2004

- Moteur rotatif RENESIS de 238 ch • Boîte manuelle 6 vitesses • Portes *freestyle* novatrices • Roues de 18 po en alliage d'aluminium • Freins antiblocage avec répartition de freinage électronique • Phares antibrouillards • Système audio Bose<sup>MD</sup> de catégorie supérieure • Climatiseur

Louez à partir de  
**539\$**  
par mois, pour 48 mois \*  
Transport et préparation inclus

-OU-

Achetez à partir de  
**36 795\$<sup>†††</sup>**

## MAZDA *MIATA MX-5* 2004

- Moteur 4 cylindres de 1,8 L et 142 ch • Boîte manuelle 5 vitesses • Roues de 15 po en alliage • Glaces à commande électrique • Barres stabilisatrices avant et arrière • Phares antibrouillards • Antidémarrage et télédéverrouillage • Volant gainé de cuir à 3 rayons

Louez à partir de  
**389\$**  
par mois, pour 48 mois \*  
Transport et préparation inclus

-OU-

Obtenez  
**1,9%**  
de financement à l'achat  
jusqu'à 36 mois<sup>††</sup>

vroum-vroum



NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTIFIE QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE, REÇOIT DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.  
**GARANTIE LEADERSHIP MAZDA**  
Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.  
**ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA**  
Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



**mazda**

www.mazda.ca



Vous trouverez beaucoup **plus** chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

\* Offre réservée aux particuliers et portant sur les Mazda Miata MX-5 2004 neuves. Financement garanti par l'entremise de la Banque Scotia. Sur approbation de crédit. Autres taxes et frais de financement disponibles. †† Offre réservée aux particuliers et portant sur les Mazda Miata MX-5 2004 (modèle 19564AA00) neuves. Frais de transport et préparation (P25). Immobilisation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) en sus. ††† Offre réservée aux particuliers et portant sur les Mazda RX-8 2004 (modèle 19564AA00) neuves. Frais de transport et préparation (P25). Immobilisation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) en sus. Les modèles illustrés peuvent varier selon les concessionnaires. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix inférieurs. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 21 mars 2004.

3212891A

3212892